

Des Libertés de L'EGLISE SAVOYARDE
et du GALLICANISME
du SOUVERAIN SENAT de SAVOIE
aux XVII^e et XVIII^e Siècles

THESE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le Samedi 30 MAI 1942 à 14 heures*

PAR

Aristide BERGÈS

JURY	{	Président :	M. LE BRAS
		Suffragants {	MM. PETOT DUMONT

IMPRIMERIE P. MAGNE

220, Boulevard Voltaire - PARIS (11^e)

—
1942

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Des Libertés de L'ÉGLISE SAVOYARDE
et du GALLICANISME
du SOUVERAIN SÉNAT de SAVOIE
aux XVII^e et XVIII^e Siècles**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris
le Samedi 30 MAI 1942 à 14 heures*

PAR

Aristide BERGÈS

JURY	{	<i>Président :</i>	M. LE BRAS
		<i>Suffragants</i> {	MM. PETOT DUMONT

IMPRIMERIE P. MAGNE

220, Boulevard Voltaire - PARIS (11^e)

—
1942

THE UNIVERSITY OF LEIDEN

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF LEIDEN
DEPARTMENT OF THE HISTORY OF SCIENCE
AND TECHNOLOGY
LEIDEN, THE NETHERLANDS



PRÉLIMINAIRES

Pendant des siècles, tous les efforts des Comtes de Savoie sont tournés vers la vallée du Rhône. La capitale de leurs ambitions, c'est Genève; c'est là qu'ils voient le centre de leurs états. Amédée VIII, au milieu du XV^e siècle, est tout près de réaliser le rêve rhodanien de sa famille. Depuis Chambéry, il règne sur la Savoie, sur des territoires en Dauphiné, sur la Bresse, sur le Bugey, sur le pays de Gex, sur Genève, sur le pays de Vaud et sur le Valais. Ses domaines d'Italie sont d'autant plus modestes que le Val d'Aoste en forme alors une grande partie.

Mais les Ducs de Savoie ne pourront pas continuer la politique des Comtes; ils devront reculer devant la pression irrésistible des louables cantons helvétiques et du Roi très chrétien. Dès la fin du XVI^e siècle, la partie est perdue deçà les monts : Genève, après le Valais et le pays de Vaud, s'est soustraite pour toujours à la souveraineté des Princes savoyards; le traité de Lyon de 1601 consacre la fin de leur domination sur la Bresse et les pays de l'Ain. Déjà Philibert Emmanuel avait transporté sa capitale delà les monts, à Turin. Désormais, tous ses successeurs chercheront des compensations en Italie. L'équilibre des siècles précédents est renversé : la Savoie n'est plus le centre d'un état alpestre qui se développe vers l'occident. Elle constitue, à l'Ouest des monts, le vieil héritage, mais le seul, d'un Prince dont les domaines s'étendent en Italie de plus en plus loin.

On comprend que les traditions et les usages de Savoie au début des temps modernes ne diffèrent pas plus de ceux des autres provinces de France que les usages et les traditions de celles-ci ne diffèrent entre elles. La très longue occupation

de la Savoie par François I^{er} et Henri II démontre, souligne et renforce cette parenté.

La hiérarchie ecclésiastique du Duché est elle aussi un témoignage de cette intimité de géographie et d'histoire. Audessous du Pape, Père commun de tous les fidèles, trois métropolitains ont juridiction en Savoie. Un seul d'entre eux est sujet du Duc, c'est l'Archevêque de Moutiers, métropolitain de l'antique province de Tarentaise, dont les Evêques de Sion et d'Aoste sont suffragants. Mais Moutiers a perdu beaucoup de son importance depuis le Moyen-Age et dès les temps modernes le rôle de son Archevêque est bien amoindri. Les deux autres métropolitains sont sujets du Roi de France : l'Archevêque de Besançon a juridiction sur le petit Bugey, qui fait partie du diocèse de Belley, curieusement rattaché à cette province franc-comtoise dont elle n'est point limitrophe. Mais surtout, avec les diocèses de Maurienne, de Genève et de Grenoble, la plus grande partie de la Savoie est rattachée à la province ecclésiastique de Vienne.

Sur les cinq Evêques qui paissent les peuples savoyards, trois seulement sont du pays : les Evêques de Genève, de Maurienne et d'Aoste. Les deux autres sont français : M. de Belley est évêque du Petit Bugey, qui constitue son diocèse « à la part de Savoie » ; l'Evêque de Grenoble a juridiction sur le décanat de Savoie : et ce décanat comprend toute la vallée de Chambéry, de l'Isère au Rhône. Ainsi les deux plus importants des prélats savoyards : l'Evêque de Grenoble et l'Archevêque de Vienne sont sujets du Roi de France. Seul M. de Genève, dont le diocèse est très étendu, peut soutenir avec eux la comparaison.

Et ce n'est point tout : une grande partie des couvents et maisons religieuses dépendent de supérieurs d'ordre français : Abbés généraux de Cluny, de Cîteaux, de Saint-Ruf, Grand Prieur d'Auvergne de l'Ordre de Malte, provincial des Jésuites de la province de Lyon, provincial de l'Ordre des Carmes de la province de Marseille.

Sans être enfermée entre deux dates, la présente étude sera essentiellement consacrée aux libertés religieuses sous les règnes de Victor-Amédée II (1675-1730) et de Charles-Emmanuel III (1730-1773). Cette période présente un intérêt particu-

lier. Le Gallicanisme a revêtu en France sa forme classique. Mais, surtout, c'est à partir du règne de Victor-Amédée II que la politique du Duc de Savoie devient celle du Roi de Sardaigne; elle est décidément orientée vers l'Italie et elle est indépendante. On n'est plus au temps pourtant proche où la régente, Mme Royale Marie Christine mettait en tête de ses décrets et ordonnances et avant tous autres titres celui de « Sœur du Roi très chrétien »; à l'époque encore plus récente où, à la cour de Charles-Emmanuel II et de Mme Royale Jeanne Baptiste, l'Ambassadeur du Roi Soleil faisait la pluie et le beau temps.

Que deviendront sous ces Rois sardes les libertés ecclésiastiques de la Savoie? Le Duché conservera-t-il ses prérogatives en face du Saint-Siège? Qui l'emportera désormais de l'influence de la France ou de celle du Piémont? Assistera-t-on à un recul du Gallicanisme au profit des doctrines ultramontaines? Les prélats français maintiendront-ils en Savoie leur juridiction? Les couvents savoyards continueront-ils à obéir à des supérieurs français?

Pour en finir avec ces préliminaires, on dira quelques mots sur le gouvernement de la Savoie aux XVII^e et XVIII^e siècles.

L'évolution qui devait aboutir à l'absolutisme monarchique est achevée plus vite et plus complètement en Savoie qu'en France. Les derniers Etats Généraux sont convoqués au XVI^e par Philibert Emmanuel. La noblesse est réduite à un rôle individuel dès le même temps. Sans doute il y eut une façon de petite Fronde pendant la minorité de Charles-Emmanuel II; mais la forme même qu'elle emprunta témoigne bien que le corps de la noblesse ne joue plus depuis longtemps de rôle politique. Il en est de même du clergé : on le verra.

Le seul contrepoids au pouvoir royal, on le trouve dans les deux cours souveraines du Duché : le Sénat et la Chambre des Comptes. Mais la Chambre des Comptes disparaît sous le règne de Victor-Amédée, qui la jugeait d'une indépendance excessive.

Reste le Sénat, qui continue de représenter la Savoie, et qui la représente dignement et en toute vérité. Cette cour a des origines très anciennes dans le Conseil résidant de Chambéry. Mais ce sont les Rois de France qui lui donnent au XVI^e siècle sa physionomie définitive en le transformant en Parlement de Chambéry. Philibert Emmanuel n'y changera rien

d'essentiel quand il en fera le Souverain Sénat de Savoie. Les Sénateurs appartenait à tous les ordres du Duché. L'Edit du 18 mars 1594 veut que « le Sénat demeure toujours rempli de notables personnes ecclésiastiques et laïques douées de toutes les capacités requises en de semblables charges et dignités ». On peut dire que cet Edit reçut pleine exécution tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles.

Le Sénat joue le personnage d'un Parlement français. Dans les matières ecclésiastiques, il y a presque identité de fonctions.

Si l'on observe quelques différences, c'est au particularisme du Sénat de Savoie qu'on doit les rattacher : au sein d'Etats dont la plus grande partie est en pays italien, il s'affirme avec vigueur, avec obstination.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA RÉCEPTION DES BULLES ET DES CONCILES. DE L'AUTORITÉ DES VICE-LÉGATS D'AVIGNON ET DES CONGRÉGATIONS ROMAINES.

Quelle est, en Savoie, l'autorité des décrets du siège apostolique ? Comment peuvent-ils recevoir leur exécution ? Dans quelle mesure les décisions des Conciles s'imposent-elles aux magistrats savoyards ? Reconnassent-ils la juridiction du vice-légat d'Avignon ? L'autorité des Congrégations de Rome est-elle reçue dans le Duché ?

L'examen de ces questions montrera qu'on y répond en Savoie selon les maximes gallicanes. On s'étendra quelque peu sur les formes de la vérification des décisions du Saint-Siège ; il y a une grande intimité dans la collaboration du Roy et de ses officiers ; la superficie modeste des « Etats » la permet et la politique du souverain la veut ; elle donne à tout le système de contrôle un caractère de centralisation accentuée.

I. — *La réception des bulles et des brefs.*

II. — *La réception des Conciles.*

III. — *La juridiction du Vice-Légat d'Avignon et des Congrégations romaines.*

I. — La réception des bulles et des brefs.

On ne peut publier ni exécuter aucune bulle, aucun bref, ni aucun mandat apostolique : « sans avoir obtenu la permission du Sénat sur le oui du Procureur Général ainsi que par arrêt général en date du 10 août 1644, en confirmation de l'ancien usage ; aux fins de voir si dans tels rescrits il n'y a rien qui soit contraire aux droits du Roy et de son Etat, de la Nation et de

l'intérêt public ou quelque entreprise sur la temporalité ou la juridiction séculière ». *

La règle s'applique à toutes les lettres de Rome, bulles de caractère universel ou bulles concernant les affaires particulières. Seules certaines lettres de nature privée sont exemptes du contrôle du Sénat. Le règlement particulier pour la Savoie et des instructions royales de 1730 précisent ces exemptions.

Au XVIII^e siècle encore, et à chaque occasion, le Sénat rappelle avec complaisance l'accueil qu'il réserva à la Bulle *in Coena Domini*. En même temps qu'il cherchait à la faire publier en France, le Pape avait obtenu le consentement du Duc pour la publication de cette bulle en Savoie. En octobre 1573, le nonce auprès d'Emmanuel-Philibert l'adressait à tous les Evêques de Savoie. Le Sénat résista : dans sa lettre du 24 octobre il dit au Duc l'étonnement de ses sujets qui « n'avaient jamais rien vu qui les eut tant ébahis ». Le Sénat ne pouvait admettre des principes semblables à ceux des articles 4, 13 et 19 de la bulle. L'article 4 excommunait et frappait d'anathème tous ceux qui établissent de nouveaux impôts et gabelles sur les terres soumises à leur obéissance ou qui les augmentent sauf pour les impositions autorisées par le droit ou par le Saint-Siège. L'article 13 excommunait et frappait d'anathème tous ceux qui, sous prétexte d'appel comme d'abus, ont recours aux tribunaux séculiers. L'article 19 condamnait les magistrats, juges, officiers qui, dans les causes principales ou criminelles, procédaient de quelque manière que ce soit contre les ecclésiastiques sans une permission expresse du siège apostolique. *

C'était la négation des usages gallicans du pays, et le Sénat affirme « par telles nouveautés on voit réduire son Altesse Royale et ses sujets à une presque entière subjection aux gens d'église ».

Les nouvelles instances du nonce décident le Sénat à rédiger un long « avis à S. A. sur le fait de la publication de la bulle *in Coena Domini* ». Cet avis, délibéré le 8 janvier 1574, revient sur l'article 4, sur les articles 10, 11, 12, 13 et 14 concernant la juridiction et sur lesquels « il y aurait tant à redire et remonter qu'il contiendrait un grand volume ». Et il conclut : « tout ainsi que nous protestons devant Dieu et les hommes de vouloir vivre et mourir en la sainte église catholique et

Recueil de la Pratique de Savoie dans les matières ecclésiastiques, Chap. 10, § 6. B. 1627. Toutes les références renvoient aux archives départementales de la Savoie.

BURNIER : Histoire du Souverain Sénat de Savoie. Tome I, chap. 6, p. 430.

romaine, et que nous tenons N. S. P. le Pape pour vrai pasteur de l'Eglise universelle comme vicaire de Dieu aux choses spirituelles, aussi sommes-nous assurés que tous vos sujets de par deçà protesteront unanimement devant Dieu et le monde qu'ils ne veulent et peuvent reconnaître d'autre prince souverain aux choses temporelles que V. A. R... et pour ce, lui supplierons très humblement de ne faire part à personne de la souveraineté qui lui a été baillée du ciel... pour résultat, gloire à Dieu, accroissement de réputation à V. A. R. et toute paix et tranquillité aux provinces que la majesté divine a mises de si longtemps sous vos lois et commandement ». Le Sénat eut gain de cause : la bulle ne fut ni publiée ni reçue. Dans les siècles suivants, quand une bulle particulière fait allusion à la constitution *in Coena Domini*, le Sénat ne manque jamais de faire toutes réserves utiles.*

En présence d'une bulle générale énonçant des principes contraires aux libertés gallicanes du pays, le Sénat ne proteste pas toujours par un rejet pur et simple. La bulle peut contenir d'utiles choses dont le Roy et le Sénat souhaitent l'introduction. Il enregistre alors avec des modifications et des réserves. Tel fut le sort de la grande bulle d'Alexandre VII sur la réforme de Citeaux. Le Sénat sentait bien l'opportunité de cette réforme; mais il ne put admettre certains articles du bref contraires aux prérogatives de la couronne et aux maximes de l'Etat. Il remontra au souverain que le quatrième article ne respectait point l'usage, exigeant l'autorisation des magistrats pour toute visite de supérieurs étrangers dans les maisons savoyardes de leur ordre; que le cinquième établissait des contributions annuelles sur chaque monastère pour les charges communes, en violation des maximes fiscales de l'Etat; que le trente-huitième article, décidant que les différends intérieurs ne seraient soumis à aucune appellation extraordinaire, était des plus dangereux, car le maintien des appels comme d'abus importait à tout prix, ne fût-ce que pour garantir les religieux d'une évidente oppression. Sur les ordres du Roy, le Sénat autorisa en septembre 1715 la publication et l'exécution du bref, mais pour ces trois articles avec les plus expresses réserves.

Le Sénat vérifie toutes les bulles particulières : brefs de

sécularisation, concessions de privilège, bulles portant union et désunion de bénéfices, lettres portant commission à des juges *in partibus* de connaître en dernier ressort d'une cause d'appel, et, plus généralement, lettres portant quelque commission que ce soit à exécuter dans le Duché, etc...

Parmi ces bulles, particulièrement nombreuses, sont celles portant provision de bénéfices, car le Saint-Siège est souvent collateur en Savoie. Dans ses instructions du 8 mars 1729, parlant plus spécialement des lettres de provisions, le Roy recommande au Sénat de n'en point enregistrer sans l'avoir préalablement informé de leur contenu. En donnant au souverain son avis, la Cour doit lui faire connaître les noms, âge, qualités de l'impétrant, la nature du bénéfice et éventuellement celle du droit de patronage. Toutes les provisions doivent être enregistrées « tout au long » afin qu'on s'y puisse reporter facilement. Aucun émolument ne peut être demandé aux intéressés, pas même pour rémunération de labeur, l'enregistrement n'ayant d'autre fondement que le service du Roy. Les registres des affaires ecclésiastiques sont remplis de ces procédures : lettres du Sénat au Roy lui rendant compte des bulles, décrets d'enregistrement sur les conclusions de l'avocat fiscal général. Les difficultés ne sont point rares, l'échange de correspondance entre le Roy et son Sénat s'allonge : les bulles enregistrées, quelques fois sous réserves, plus souvent après un tel incident, avec des protestations, sont plus rarement retenues purement et simplement.*

Le Sénat, bon juriste, refuse de tenir compte des droits des parties en cause au cours de la procédure de vérification des bulles. Les abbés Claustraux et religieux de Talloires prétendent-ils s'opposer à l'enregistrement de bulles portant provision en commende du prieuré de Chindrieux, alléguant que le prieuré reprenant à la mort du commendataire sa nature régulière était de la collation de leur abbaye ? « Nous ne croyons pas, écrit le Sénat au Roy, devoir déférer à cette opposition parce que l'exéquatur n'ayant d'autre objet que celui d'examiner si les bulles portent quelque atteinte au droit de V.M. ou au droit public, les religieux de Talloires n'ont aucun intérêt de ce chef à s'opposer à l'exécution des bulles. D'ailleurs, l'exécution des bulles n'étant jamais permise

7° Registre des Affaires Ecclésiastiques. Archives B. N° 1.594. Année 1729.

que sans préjudice des droits du tiers non ouï, l'inexécution de celle dont s'agit ne peut porter aucun préjudice aux religieux de Talloires; puisqu'après que le Prieur commendataire aura pris possession du prieuré, ils pourront toujours exciper de leurs prétendus droits au possessoire par devant le Sénat qui rendra aux parties la justice qui leur est due ».*

N'y a-t-il pas exception au contrôle du Sénat pour certaines lettres de Rome; celles qui ont un caractère strictement privé? celles qui ne touchent qu'à la foi?

Les brefs de pénitencierie qui regardent le for intérieur sont soustraits à tout examen. Cachetés et adressés à des confesseurs, ils doivent, après lecture, être brûlés sous peine d'excommunication. Quant aux brefs de pénitencierie concernant le for extérieur, ils ne sont soumis qu'à la formalité du petit exéquatur, c'est-à-dire au visa du procureur général. Il en est de même des bulles portant dispense aux degrés prohibés pour le mariage, dispense d'âge, concession d'indulgence particulière et autres expéditions ordinaires concernant des affaires privées. Mais cette tolérance ne concerne les bulles portant dispense aux degrés prohibés de mariage que si ce sacrement est reçu par les personnes du commun. Pour les mariages entre nobles, la vérification de la bulle de dispense est nécessaire.

Il y eut controverses touchant les bulles de jubilé à propos de la bulle du mois de septembre 1730. MM. de Tarentaise, de Maurienne et de Genève l'avaient fait publier dans leur diocèse sans permission du Sénat. Le Roy réprimanda ses magistrats de n'y avoir point fait attention. **

Il souligna la nature bien différente des bulles de jubilé qui sont universelles, et des indulgences particulières qui ne sont soumis qu'au petit exéquatur. Il rappela que les parlements de France n'avaient point montré l'indifférence du Sénat lors de la réception de la dernière bulle de jubilé envoyée dans ce royaume. Le souverain consentit cependant à ce qu'on traite les bulles de jubilé comme les indulgences particulières; mais il prescrivit au procureur général d'en rendre un compte particulier chaque fois qu'il y trouverait quelque chose de contraire aux droits et usages du pays.

Quant aux signatures ou autres semblables pièces de la

22° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.610. Années 1758 à 1762.

9° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.596. Années 1731 et 1732.

Cour de Rome, elles n'ont de valeur qu'après qu'elles ont été dûment reconnues par les juges ou commissaires députés par le Sénat, les parties appelées. *

Le contrôle du Sénat doit-il s'exercer sur les bulles dogmatiques ?

Une discussion s'engagea entre le roi et le Sénat à propos de la signature du formulaire de serment contenu dans la bulle d'Alexandre VII de 1665. L'Evêque de Grenoble exigeait des nouveaux ordonnés du Décanat de Savoie la signature de ce formulaire. Le Roi prétendit l'interdire en 1727; le Sénat résista : **

LE SÉNAT. — Nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de présenter à V.M. nos très humbles remontrances. Il nous semble que nous n'avons pas le droit de nous opposer à la souscription du formulaire de serment que l'Evêque de Grenoble a exigé des nouveaux ordonnés. Tous les Papes, depuis Innocent X jusqu'au moderne souverain pontife, ont condamné les propositions jansénistes; ils ont déclaré la doctrine de Jansenius abominable et hérétique.

LE ROY. — Nous détestons de tout cœur les propositions condamnées. Les professeurs de notre royale université de Turin n'en parlent que pour les détester.

LE SÉNAT. — Alexandre VII par sa bulle de 1665 n'a-t-il point donné la teneur d'un formulaire de serment ? N'en prescrit-il pas la signature à tous les ecclésiastiques ? N'ordonne-t-il pas à tout juge d'église d'y forcer les récalcitrants par peines et censures ?

LE ROY. — Vous confondez bulle dogmatique et bulle de discipline. Ce formulaire n'a point été imaginé ni même rédigé par le Pape. C'est le Clergé de France qui en établit le projet dans son Assemblée de 1661, sur les instructions du Roy très chrétien. C'est ce souverain qui décida d'abord d'en prescrire la signature à tous les clercs de son royaume; qui obtint ensuite du Pape Alexandre qu'il appuyerait cette mesure par l'autorité d'une bulle.

LE SÉNAT. — Si le Roy très chrétien a donné à plusieurs reprises des patentes pour l'exécution des bulles condamnant la secte de Jansenius, il ne l'a fait que par impartition du bras séculier.

20° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.607. Années 1750 à 1754:

5° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.592. Années 1726 et 1727:

LE ROY. — C'est une grave erreur. Le Roy de France n'a point attendu la bulle de 1665 pour ordonner la signature du formulaire aux clercs de son royaume : il a donné cet ordre dans sa déclaration d'avril 1664; il a pris ensuite beaucoup d'autre mesures contre les sectateurs de Jansénius, dérogeant bien souvent aux exemptions et privilèges de la juridiction épiscopale; à quoi Alexandre VII ne l'avait certes pas invité.

Louis XIV a usé à bon droit de son autorité souveraine : il n'était plus question de foi, mais de police et de discipline. C'est ainsi que le Clergé de France l'avait entendu; c'est ainsi que l'entendit toujours le Roy très chrétien.

LE SÉNAT. — Clément XI dans sa bulle de 1705 a confirmé toutes les précédentes constitutions qui condamnent l'hérésie de Jansénius. Il en a ordonné l'observation à toute la chrétienté. Il a même prescrit aux patriarches et aux inquisiteurs d'y tenir la main : or, il n'y a pas d'inquisiteur en France.

LE ROY. — Il est vrai que Clément XI adressa sa bulle aux patriarches et aux inquisiteurs. Innocent X en avait fait autant pour sa constitution de 1653, et Alexandre VII pour la sienne de 1656. Toutes ces bulles touchent au dogme dans leur condamnation d'une hérésie : l'unité de dogme doit régner dans toute la chrétienté.

On ne touche point à la foi quand on prescrit des mesures de police et de discipline propres à assurer cette unité du dogme. Aussi Alexandre VII n'adressa-t-il point aux inquisiteurs sa bulle de 1665 contenant le formulaire de serment rédigé par le Clergé de France : car il n'y a pas d'inquisiteurs en ce royaume.

Au surplus, nous ne convenons nullement des conséquences que vous tirez de l'autorité du Pape en matière de spiritualité. Autre chose est pour le souverain de prétendre juger des choses de la foi, autre chose de surveiller dans ses états l'application de mesures de police et de discipline. On ne peut contester au prince l'exercice de cet acte externe qui ne vise qu'à assurer la tranquillité des royaumes. La souscription du formulaire est de notre connaissance dans nos Etats comme elle est de la connaissance du Roy très chrétien dans les pays de son obéissance. Voulez-vous introduire dans le Duché les ordonnances de souverains étrangers ?

LE SÉNAT. — Nous n'avons jamais eu cette pensée, mais il nous semble qu'on ne peut s'opposer à l'exécution de la bulle d'Alexandre sans s'ingérer en matière de foi et de spiritualité. Le Juge temporel ne saurait le faire sans commettre un abus et sans s'exposer aux foudres d'une juste excommunication.

LE ROY. — Nous voyons que vous ne parvenez point à faire une claire distinction entre discipline de l'état et dogme. Mais quand même la bulle d'Alexandre ordonnerait la signature du formulaire à tous les ecclésiastiques de la chrétienté, encore faudrait-il que cette bulle ait été reçue dans notre Duché; qu'elle ait été vérifiée par vous et enregistrée dans vos registres. Cela est si vrai que le Parlement de Paris, dans son arrêt du 28 août 1716, fait défense à tous les archevêques et évêques d'introduire l'usage de souscriptions qui n'auraient point été approuvées par patentes royales vérifiées et enregistrées en cours de parlement. Le Parlement de Dijon a fait de même par arrêt du 13 juin 1716. Le Sénat oublierait-il qu'il a même autorité dans son ressort que les parlements de France dans le leur ?

Il faut tenir compte des lieux et des circonstances pour les mesures de police. La signature du formulaire constituait un remède salulaire en France où les querelles de doctrine étaient vives et même scandaleuses; en Savoie, elle ne pourrait qu'exciter une curiosité pleine de périls. On ne saurait admettre enfin que l'unité religieuse de notre Duché soit compromise : ce qui arriverait si on introduisait la signature du formulaire dans le seul Décanat.

LE SÉNAT. — Il est vrai que l'arrêt du 16 août 1644 servant de règlement précise qu'aucune lettre émanée de Rome ne peut être exécutée sans permission du Sénat suivant les anciens usages : le règlement particulier pour la Savoie confirme cet arrêt. Mais ni ce règlement particulier, ni cet arrêt ne se rapportent aux bulles concernant la foi.

LE ROY. — Toutes les bulles, même dogmatiques, doivent être vérifiées en Savoie comme elles le sont en France. L'usage est semblable dans les deux pays. Le Roy très chrétien n'a permis l'exécution des bulles d'Innocent X, d'Alexandre VII et de Clément XI qu'après avoir fait vérifier par ses parlements qu'elles ne contenaient rien de contraire aux prérogatives de la couronne, ni aux libertés de l'église gallicane.

LE SÉNAT. — Nous représentons très respectueusement à Votre Majesté que les bulles concernant la foi ne nous sont pas présentées. L'arrêt de 1644 qui prescrit l'examen des lettres de Rome prévoit la sanction de la nullité : cela ne peut se concevoir sans absurdité en matière de foi.

LE ROY. — Vous avez sur notre ordre examiné la bulle Unigenitus. Dans votre arrêt du 1^{er} décembre 1714, vous avez déclaré en ordonnant l'enregistrement de cette constitution « sous prétexte de condamnation de propositions hérétiques... » « aucun sujet du Roy ne peut être dispensé de la fidélité et de » « l'obéissance qui lui sont dues ni de l'observation des lois de » « l'état et autres devoirs réels et véritables, sans que la crainte » « d'une excommunication injuste puisse l'empêcher de les » « accomplir et sans préjudice des maximes et usages de » « l'Etat. »

Vous avez donc bien examiné une bulle dogmatique : ce faisant, vous avez sauvegardé les droits du Roy et de l'Etat. Vous n'avez point eu recours à la sanction de la nullité, mais à celle de l'amende : ce qui fait disparaître la difficulté que vous soulevez.

LE SÉNAT. — Mais les bulles de pénitenciererie ne nous sont pas présentées. Elles sont adressées directement aux évêques, grands vicaires et officiaux.

LE ROY. — Cela est vrai : il en est de même en France. Dans sa remontrance du 16 décembre 1716, JOLY, Seigneur avocat général au Parlement de Paris, fait défense à tout prélat de recevoir et d'exécuter aucune bulle sans l'autorisation du Roy et la vérification en cours de Parlement ; mais il fait exception pour les brefs de pénitenciererie et autres expéditions ordinaires concernant des affaires particulières. Cette précision fait bien voir que les bulles touchant le dogme ne sont point soustraites au contrôle des Parlements.

Si le Sénat n'a pas examiné dans le passé toutes les bulles dogmatiques, il a manqué à ses devoirs. D'HÉRICOURT a dit avec sagesse que l'Eglise de France est redevable de la conservation de ses libertés à la vigilance des Parlements.

Le Roy se montrait-il plus gallican que le Sénat ? En droit, oui. Selon les sentiments des magistrats, l'approbation du Roy très chrétien et de l'Eglise de France était, en fait

de libertés gallicanes, une bien convaincante garantie. Il est un gallicanisme du cœur.

II. — La Réception des Conciles.

Le Sénat n'a que respect et soumission pour les anciens Conciles reconnus par l'Eglise universelle. Il se méfie des nouveautés. Quel sort réserva-t-il au Concile de Trente ?

Il accepta sans difficulté les décisions relatives à la foi; il résista toujours à l'acceptation globale des décisions concernant la discipline. On admit peu à peu un certain nombre de points disciplinaires, ceux dont l'introduction n'avait point heurté les usages ni les principes gallicans. Le Sénat resta toujours ferme sur le principe que le Concile n'avait pas été reçu en bloc et qu'il convenait, à propos de chaque mesure disciplinaire, d'examiner si elle était conforme à l'usage.

Si le Concile est reçu quant à la foi et au sacrement, dit le recueil de la pratique ecclésiastique, « l'on voit qu'il n'est
« pas reçu pour d'autres choses, surtout en ce qui regarde
« le temporel où les autorités et juridictions du Roy. C'est ce
« que nous apprend la tradition venue jusqu'à nous, confir-
« mée par une précaution que prit le Sénat en 1645. Car
« l'Evêque Paul MILLET, Evêque de Maurienne, rendit une
« certaine ordonnance à l'égard des chanoines de la Collé-
« giale de La Chambre appuyée sur la disposition de ce
« Concile par laquelle on pouvait induire qu'il la voulait
« observer en tous les points, même ceux qui n'ont pas été
« reçus. Le Sénat en exigea explication du R.R. Evêque,
« lequel, dans sa déclaration du 25 juillet 1645, déclara que,
« par ses ordonnances, il n'avait entendu s'en rapporter
« qu'aux décrets du Concile concernant l'administration des
« sacrements, cure des âmes... Mais pour ce qui regarde le
« temporel, nommément l'autorité du prince et des corps
« souverains, il n'avait eu aucune intention de ne rien
« innover ou de définir aucun article vu qu'en semblable
« matière il voudrait s'adresser lui-même au prince et à
« ses magistrats ». *

Nombreuses sont les bulles portant provisions de béné-

fices qui font allusion au Concile de Trente. Le Sénat ne manque jamais d'insérer, dans son décret d'enregistrement, une clause réservant les droits du Roy et les usages du pays à l'encontre de ce Concile.

Le Sénat rejette expressément comme contraire aux usages les décisions conciliaires suivantes :

Le Concile recommande aux ecclésiastiques (Session 25, Chap. 3) de procéder par amendes et saisies de biens temporels avant d'en arriver aux censures pour assurer l'exécution de leurs ordonnances. Ce serait en Savoie un abus; et il n'est pas toléré. *

Le Concile dispose (même Session, même Chapitre) que le monitoire est de l'entière connaissance du Juge ecclésiastique. Aux termes des usages de Savoie, le Juge laïque doit accorder son autorisation à peine de cinq cents livres d'amende pour la partie qui aurait impétrer le monitoire sans permission et à peine d'abus pour les autorités ecclésiastiques qui l'auraient délivrée. L'usage est le même en France.

FAVRE prétend que le Sénat ne peut pas contraindre l'official à délivrer le monitoire s'il y a crime punissable de sang : ce serait lui faire encourir l'irrégularité prévue par le Concile de Trente. FAVRE a tort, l'usage est contraire en Savoie comme en France. Et le Concile n'est pas reçu sur ce point.

III. — La juridiction du Vice-Légat d'Avignon et des Congrégations Romaines.

Le Vice-Légat d'Avignon doit présenter ses bulles. Le Sénat les vérifie et examine si elles ne contiennent rien de contraire aux prérogatives de la couronne et aux usages du pays, « autrement leur pouvoir n'y serait point reconnu en « ce pays et les bulles émanées de leur part seraient rete-
« nues ». Ses pouvoirs dûment registrés et vérifiés, le Vice-Légat dans la limite des attributions que lui reconnaissent les usages peut donner des bulles; mais elles ne deviennent exécutoires en Savoie qu'après avoir été à leur tour vérifiées

et enregistrées au Sénat. Il n'y eut pas de difficultés graves jusqu'à la fin du xviii^e. L'enregistrement était fait selon les formes ordinaires, et c'est ainsi qu'en 1693 les provisions du Vice-Légat furent vérifiées « sans préjudice des droits et « autorité du Prince, des lois, statuts, coutumes et privilèges « du pays ». *

La Cour de Turin crut devoir multiplier les précautions à l'égard du Vice-Légat. La lettre de cachet du 28 octobre 1739 exigea des justifications supplémentaires et de nouvelles formes de procès. Les Vice-Légats refusèrent de s'y soumettre et ne présentèrent plus leurs provisions. Le Sénat y voyait des inconvénients dont à plusieurs reprises il fit part au Roy : il y a intérêt pour les sujets du Duché à pouvoir recourir en certaines occasions à Avignon plutôt qu'à Rome : on évite des longueurs de temps et des frais. C'est aussi l'intérêt public car des sommes d'argent moins élevées sortent des états. Enfin, on ne saurait empêcher que des abus s'introduisent par le cours clandestin que certains officiers des Evêchés donnent aux provisions de la Vice-Légation sans qu'elles aient été présentées à l'exéquat. Le règlement particulier pour la Savoie, article 5, paragraphe 1, en est deux fois violé. Le Roy finit par consentir qu'on s'en tienne aux anciens usages quant aux formes de l'enregistrement et abrogea les prescriptions de la lettre de cachet de 1739. C'est ainsi qu'après une longue interruption des lettres de provisions de Vice-Légat furent présentées au Sénat en 1786 par le R.R. CASONI. Dès l'année suivante, de nombreuses bulles de provisions émanées d'Avignon étaient présentées au Sénat par des ecclésiastiques savoyards. **

« On ne reçoit ni en France, ni en Savoie les décrets des « congrégations de Rome, ainsi qu'il est porté par le recueil « de la pratique ecclésiastique, Chapitre 10, paragraphe 8. » Le Sénat donne plusieurs raisons de cette maxime. ***

La bulle d'établissement du 21 juin 1587 n'a point été reçue deçà les monts.

Plusieurs affaires dont la connaissance est attribuée à ces congrégations sont de la compétence des ordinaires dont il importe de conserver la juridiction.

L'Eglise gallicane ne reconnaît de supérieur hors du

Recueil de la Pratique de Savoie. B. 1.627.

31^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.618. Années 1787 et 1788. B. 1.634.

royaume « que la personne même du Pape et les ordres qui « émanent de lui en personne selon la décision du Clergé de « France du 22 juillet 1695. Ce qui est si vrai que par les « arrêts du Parlement de Paris de 1647, 1688, 1703 et 1716, il « a été décidé qu'on ne recevrait pas les décrets des congré- « gations quoique donnés en présence du Pape ». En Savoie, en vertu d'un billet royal du 23 novembre 1731, on ne reçoit que les rescrits donnés par le Pape en personne; et par une exception expresse les dispenses de mariage au degré prohibé contenues dans les concessions de faculté.

La sanction est simple, le Sénat retient les rescrits qui lui sont présentés. Qu'un ecclésiastique, au nom de l'Evêque ou en qualité de délégué apostolique s'avise de faire exécuter un tel rescrit sans l'avoir présenté, le Procureur Général en appelle comme d'abus et le Sénat ne manque jamais de le recevoir appelant et de casser et annuler tout ce qui a pu être fait en exécution du rescrit. Il est particulièrement ferme quand il s'agit des décrets du Saint Office, de la congrégation du Concile et de celle des Evêques. La jurisprudence est assez nombreuse d'appels comme d'abus de ce genre, surtout pour le Val d'Aoste.

L'exception prévue par le billet du 23 novembre 1731 a un but précis et des limites étroites. L'Archevêque de Tarentaise venait d'obtenir de la congrégation de l'inquisition une lettre lui accordant faculté de dispenser au troisième et au quatrième degrés prohibés pour le mariage. « Nous venons de revoir la question, écrit le Roy au Sénat. Elle s'est déjà posée à propos de lettres semblables obtenues par l'Archevêque d'Aoste. Mon Père, dans ses instructions des 18 et 22 mai 1730, vous avait fait savoir sa volonté qu'on supprime ces lettres par la règle générale qu'on ne reconnaît point, en Savoie comme en France, les lettres des congrégations et beaucoup moins celles de l'inquisition, d'autant plus qu'il y est fait allusion au Concile de Trente et à la bulle *in Coena Dimini...* Cependant, on ne fit point observer à mon Père que les Evêques de France prenaient ces provisions en ce qu'elles avaient de favorables quoique non autrement. On ne lui fit point observer non plus que ces lettres sont accordées dans une congrégation où le Pape intervient en personne de façon

qu'elles émanent de lui... et comme il est absolument de notre intérêt et de celui du pays qu'on soutienne en Savoie les usages de l'Eglise gallicane, ces lettres en étant un, ce serait en les refusant donner un exemple contraire à ce principe, même au préjudice du pays à cause de l'argent, étant notoire que les Evêques ne s'en servent pas seulement pour les absolument pauvres; et que ce refus est du goût de Rome qui, seul, en profite et qui, pour ce motif faisant beaucoup de difficultés de les accorder, il nous conste que le feu Evêque d'Aoste eut toutes les peines de les obtenir. Nous réfléchissons encore qu'il s'agit ici d'une concession de la juridiction gracieuse du Pape dans la partie seule encore dont les Evêques ont besoin... Nous jugeons par ces motifs comme notre Père eût jugé, s'il les avaient connus, que vous passiez à l'exéquatur de cette lettre et que vous en fassiez de même pour celles qui pourraient parvenir aux autres Evêques de votre ressort en ayant attention qu'ils se servent uniquement de la faculté qui leur est accordée de dispenser du degré défendu de mariage et nullement des autres facultés.» *

CHAPITRE DEUXIÈME

DES BÉNÉFICES.

Le bénéfice au sens large du mot est certes d'essence spirituelle. Mais il se compose de biens temporels et profanes : et les terres y entrent pour une large part. On conçoit qu'en une telle matière les facteurs locaux de géographie, d'histoire et de politique influent singulièrement sur les principes; que les contrats passés entre le Saint-Siège et les Souverains — ces princes eussent-ils des vues semblables — contiennent des clauses de caractère bien individuel ou l'on aperçoit le reflet des lieux et des temps.

Analysant l'indult de Nicolas V et ses interprétations, on verra, en face du Pape, un souverain qui tient les passages entre la France et l'Italie; qui joue dans la lutte contre l'hérésie un rôle plein d'orthodoxie et non dépourvu d'importance; qui recule deçà les monts devant les cantons suisses et la France; qui cherche et trouve en Italie une revanche et des compensations : on verra le Duc de Savoie puis le Roi de Sardaigne.

En examinant l'administration des bénéfices, le contrôle de l'entretien et de la gestion du « temporel », on se trouvera en un pays où les vallées sont étroites et où sont âpres les discussions d'intérêt. En Savoie, le sol n'est pas seulement par terre; il se dresse verticalement et dérobe au ciel le plus visible de sa surface. Quand les montagnes sont si hautes, quand l'horizon presque toujours est imminent, quand la vie est rude, on est excusable de faire passer avant les canons et la doctrine, même après avoir renoncé au monde, les florins et les ducats. On étudiera l'indult et les droits de patronage royal; puis on s'étendra sur les réserves du Pape qui présentent en Savoie quelques différences avec les réserves admises

en France. On examinera ensuite les questions qui se rattachent au droit de patronage privé et au temporel des bénéfices. On terminera par l'étude d'une institution bien savoyarde, celle de la réduction des bénéfices vacants sous la main du Roi.

I. — De l'indult de Nicolas V et des droits de patronage royal.

Le fondement des droits du souverain en matière de collation de bénéfices est dans l'indult de 1451. A propos de bénéfices piémontais, de longues et vives controverses entre les Cours de Rome et de Turin sur l'interprétation de l'indult, éclatèrent. La querelle se prolongea pendant toute la fin du ^{xvii}^e et le premier tiers du ^{xviii}^e siècle : elle dura plus de cinquante ans.

La bulle de Nicolas V embrassait tous les bénéfices consistoriaux à la disposition du Saint-Siège : archevêchés, évêchés, abbayes et quatre prieurés dits réservés : Talloires, Ripailles, Montjoux et Novalaise-en-Piémont. Le Pape n'y pouvait pourvoir avant que le Duc n'eut fait connaître ses intentions et n'ait donné son consentement. Le Pape promettait de ne nommer aux autres bénéfices à sa disposition que des sujets capables; et il s'engageait à demander l'agrément du Duc s'il nommait des étrangers. La bulle de Nicolas V avait été confirmée par de nombreux Papes : bulles de Léon X du 6 juin 1515, de Clément VII du 13 février 1524, de Clément VIII de 1595, de Jules III de 1654, pour ne citer que celles qu'on invoquait le plus souvent. Les arguments présentés de part et d'autre lors du conflit de 1670-1727 permettent de fixer avec précision la portée et les limites du privilège accordé par l'indult.

L'indult peut être révoqué, prétend Rome. C'est une concession de sa Sainteté. Le Pape est donc en droit d'y déroger quand il lui plaît. L'indult n'est pas un privilège, répond Turin, c'est un contrat. Il a été accordé par le Pape Nicolas V à la suite du retrait d'Amédée VIII devant lui. Il suffit de rappeler les malheurs du grand schisme et les dissensions du Concile de Bâle pour mesurer l'importance du service ainsi rendu par le Duc Amédée à la chrétienté. Il faudrait,

pour justifier la révocation de l'indult, que les successeurs du duc Louis eussent démérité de l'Eglise. Nul n'ignore que c'est grâce à la piété et au courage des souverains de Savoie que l'hérésie n'a pas envahi le Duché et peut-être même une bonne partie de l'Italie. Enfin, selon les termes mêmes de l'indult, le privilège a été accordé pour de hautes raisons d'Etat; des raisons supérieures seraient nécessaires pour en justifier la révocation. La Cour de Rome finit par admettre que le privilège avait un certain caractère contractuel; pour le moins, elle cessa d'invoquer son droit de libre révocation.

L'indult accordé au Duc Louis est personnel, dit Rome. Non, répond Turin. Dans les indults personnels, on retrouve toujours la clause « tant que vous vivrez » : c'est ainsi, par exemple, qu'est conçue la bulle d'Alexandre VII du 11 décembre 1664 accordant au Roy très chrétien droit de présentation aux évêchés de Metz, Toul et Verdun. Au surplus, cinq papes dans le cours des xvi^e et xvii^e siècles ont repris les termes de l'indult de 1451 en précisant : « Nous donnons confirmation et « approbation perpétuelle, et nous y ajoutons la force de « l'entière et inviolable stabilité apostolique ». Le Saint-Siège semble avoir cédé également sur cet argument.

La clause de l'indult portant « sous le consentement du même Duc » prouve tout au plus que le Pape ne peut nommer aux bénéfices consistoriaux sans le consentement du Duc de Savoie, dit encore Rome, qui ajoute : ce consentement ne peut être refusé; il est censé donné lorsque la personne proposée est capable et n'est pas suspecte au Prince. Cet argument n'a aucune solidité, répond Turin, car il faut distinguer l'intention précédente qui doit servir de règle à une chose à faire et un consentement subséquent. Si le Pape ne s'était engagé qu'à rechercher le consentement subséquent des Ducs de Savoie, la Cour de Rome serait fondée à dire que le Pape proposant un sujet capable et non suspect au Duc, ce prince y devrait acquiescer. Mais l'indult et les bulles qui le confirment vont plus avant : elles veulent que le Prince soit le premier à déclarer son intention « ayant été informés d'abord de l'intention et du consentement du Duc ». Ce terme d'intention engage le Pape à attendre que le Duc lui ait fait connaître ses désirs sans pouvoir rien faire préalablement de son côté. Cela

est si vrai que le Pape emploie des termes bien différents pour accorder au Duc le droit de refuser des étrangers nommés par le Saint-Siège aux dignités au-dessous de pontificales. L'indult porte : Le Pape nommera des sujets capables « ou des « étrangers qui soient agréables au Duc et qu'il ait acceptés ». Si on traduisait intention par consentement après coup, on aboutirait à cette absurdité que le Duc aurait moins de droits pour les bénéfices consistoriaux que pour les simples prieurés, puisqu'il est prévu pour les bénéfices non réservés que les étrangers doivent être expressément acceptés et que rien de tel n'est dit pour les évêques et les abbés. Au surplus, voulant assimiler les quatre prieurés réservés de Ripaille, Montjoux, Talloires et Novalaise aux bénéfices consistoriaux, la bulle ne parle que d'intention : l'idée essentielle est donc l'intention préalable, non pas le consentement.

Pour la Cour de Turin, l'indult accorde un véritable droit de présentation; Rome finit bien par l'admettre; mais l'exégèse de la bulle était un trop beau terrain de discussions pour ne point exciter le zèle et les talents de la chancellerie romaine.

Rome oppose d'autres arguments qui sont sérieux pour les états transalpins du Roy de Sardaigne et qui soulignent le caractère savoyard des libertés dont il peut se prévaloir. La bulle ne vise que les bénéfices savoyards, affirme Rome. L'indult parle du Duc de Savoie Louis; la bulle de Léon X, qui confirme cet indult, parle avec plus de précision encore du Duc et de la nation de Savoie. Dans les contestations qui survinrent à propos de l'Abbaye de Sixt, Clément X se rendit au désir du Duc quand il sut que cette abbaye était en Savoie; car il avait cru d'abord qu'elle était en Italie. Le Cardinal ALDOBRANDINI, dans ses instructions du 2 août 1602 au Nonce à Turin, spécifie que les privilèges concédés par l'indult et confirmés récemment par son oncle, Clément VII, ne concernaient que les bénéfices savoyards. Les raisons invoquées par la Cour de Turin contre cet argument témoignent d'un peu d'embarras. Elle souligne d'abord que des quatre prieurés réservés, deux seulement sont en Savoie, Ripaille et Talloires. Elle aurait dû y ajouter Montjoux, situé en Val d'Aoste. Seul le prieuré de Novalaise se trouvait en Piémont. Turin allègue

encore que tant d'abbayes savoyardes sont de fondation et de patronage royal que limiter l'indult au seul Duché, c'est le réduire à peu de chose.

La vérité c'est que la consistance des états du Duc a bien changé depuis 1451. Amédée VIII et le Duc Louis possédaient deçà les monts des domaines bien plus vastes qu'au ^{xvii}^e, tant en pays français qu'en pays suisse, tandis que leurs territoires italiens étaient encore très modestes. Le souverain avait raison quand il prétendait que ses anciens domaines d'Italie devaient profiter de l'indult; mais le Pape était fondé à contester que ce privilège dût automatiquement s'étendre à toutes les nouvelles conquêtes du Duc de Savoie en Italie. C'est ce qu'on finit par admettre de part et d'autre et c'est sur cette idée transactionnelle que le Concordat de 1727 fut fondé.

Le dernier argument opposé par Rome n'a pas moins de signification pour le gallicanisme savoyard. Les Ducs, dit le Saint-Siège, ont perdu leurs privilèges par un usage contraire; il cite des dérogations à l'indult même pour les abbayes des vieux domaines de Piémont; Turin conteste vivement non pas la matérialité des faits, mais le sens que le Vatican leur donne. Il n'y a jamais eu en Savoie, dit-on à Turin, d'usages contraires à l'indult, et le Sénat n'a jamais toléré qu'aucune atteinte soit portée au privilège du souverain. Quant aux dérogations citées par Rome et constatées dans les abbayes piémontaises, on doit les regarder comme un effet de la complaisance exceptionnelle des princes de Savoie envers le Siège apostolique. Au surplus, ajoute la Cour de Turin, le fait de n'avoir point usé pendant un certain temps d'un privilège acquis à perpétuité n'aurait nullement pour effet de l'abolir.

Le Duc consulta les Sénats de tous ses états. Le Sénat de Piémont, dans sa délibération, conteste point pas point, et avec aigreur, quoiqu'en latin, les prétentions du Saint-Siège. Le Sénat de Savoie n'adopte point cette politique, on le sent sûr des droits de la couronne; il est surpris qu'on puisse les discuter. Dans sa délibération de 1698, il dit pour commencer que le privilège est consacré en Savoie par « un usage inviolablement observé » dont « ses registres font foi ». Et il dit,

pour conclure, qu'il continuera à soutenir « un droit aussi « légitime avec la même fermeté que ses prédécesseurs ».

Quant à savoir s'il s'agit d'un véritable droit de présentation ou d'un je ne sais quoi qui lui ressemble, le Sénat ne paraît pas d'humeur à jouer sur les mots comme on le fait avec aise à Rome et même à Turin. C'est ainsi qu'il s'exprime dans le mémoire qu'il adresse au Roi en 1722 « l'on ne veut « point agiter de nouveau toutes les contestations qu'il y a eu « au sujet de la clause de l'indult *nisi habitis intentione et* « *consensu* et si elle contient en soi un véritable droit de « présentation. Ce que l'on a rapporté de l'usage qui se pratique en France dans les bulles que Sa Sainteté accorde pour « les bénéfices de la Bresse et autres pays échangés et qui « s'est aussi pratiqué pour les bénéfices situés dans les Pays-Bas en faveur de l'Espagne, dans lesquels sa Sainteté y « exprime les mots de nomination et présentation quoique la « France n'ait point d'autre indult que celui qui avait été « accordé à la Maison de Savoie et l'Espagne un tout semblable pour les Pays-Bas, fait voir que c'est avec peu de « raison qu'elle refuse la même chose à V. M.; c'est une délicatesse mal fondée. Mais si la clause en litige n'est pas un « véritable droit de nomination ou de présentation comme le « prétend la Cour de Rome, c'est un équivalent et qui produit « le même effet puisque le Pape ne peut pourvoir aux bénéfices consistoriaux sans avoir obtenu auparavant l'intention « de votre Majesté et son consentement. Elle sera donc toujours maîtresse d'en pourvoir qui elle jugera à propos, et « les bulles imprétreées au contraire seront mal imprétreées ».*

Dans tout le cours du 18^e, le droit de nomination du Roi s'exerça pratiquement sans contestations pour tous les bénéfices épiscopaux, les abbayes et les prieurés réservés de Savoie et de Val d'Aoste.

Le Roy est le fondateur ou dotateur de nombreux bénéfices ayant dignité ou de bénéfices simples. Il tient cette qualité des prédécesseurs de sa royale maison ou des seigneurs locaux dans les droits desquels il se trouve; d'autres bénéfices, il est encore patron, en sa qualité de grand maître de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare. Il suffit de citer parmi les grandes abbayes de patronage royal celles de Hautecombe, d'Aulps,

d'Entremont, de Sixt d'Abondance, qui ont dignité épiscopale et sont embrassées par l'indult; parmi les bénéfices ayant dignité mais au-dessous d'épiscopale, la Sainte Chapelle de Chambéry, la collégiale d'Aiguebelle, la Sainte Maison de Thonon; parmi les bénéfices simples, la chapelle de la Maladière à Conflans, la Cure d'Hermance-en-Chablais. Parfois, le souverain n'est que co-patron et son droit de nomination est soumis à partage. Tel est le cas de la collégiale de Notre-Dame d'Annecy : la moitié des caconicats vacants sont de nomination royale, l'autre moitié étant pourvue par le Chapitre.

La fondation et à plus forte raison la dotation n'entraînent point à elles seules le droit de nomination, même quand le fondateur ou dotateur est le souverain. Il faut qu'il y ait eu réserve du droit de nommer dans l'acte de dotation ou fondation; ou que l'usage ait consacré ce droit lorsque le titre est perdu par l'effet du temps. Le Sénat veille avec beaucoup de zèle au maintien des prérogatives royales en face des empiètements de la Cour de Rome. Le Roy lui reproche souvent de ne pas défendre avec assez de vigilance ses droits de patronat vis-à-vis des collateurs savoyards ou français. Charles-Emmanuel II au ^{xvii}^e, et plus tard, Victor-Amédée II, cherchèrent à étendre démesurément leurs prérogatives patronales. Le moindre titre de fondation ou de dotation parut suffisant à Victor-Amédée pour fonder ses droits de nomination. La tradition était même parfois le seul titre qu'il invoquait. Il prétendait que l'usage contraire à cette tradition était imputable à la négligence du Sénat. Il est bien sûr que, dans certains cas, les droits du Duc comme nominateur étaient peu à peu tombés en désuétude. Mais, outre que ces cas étaient peu nombreux, l'usage contraire était établi bien avant la date de la fondation du Sénat. Cette Cour parvint bien souvent à convaincre le Roy du mal fondé de ses prétentions.

Si Victor-Amédée II en violation des anciens usages, en dépit des itératives remontrances du Sénat substitua la nomination royale à l'élection capitulaire pour la désignation des abbés et abbesses des Maisons Savoyardes de l'Ordre de Cîteaux, cette décision ne fut point maintenue par son suc-

cesseur. Le Roy n'était pas le véritable fondateur de ces abbayes cisterciennes qu'il avait seulement dotées à l'exception sans doute de Tamié que ses prédécesseurs probablement fondèrent. Si traditionnellement les religieux et religieuses le confessaient pour patron, ils n'en étaient pas moins en possession immémoriale d'élire capitulairement leurs supérieurs. Au surplus, un droit de patronage concernant des bénéfices réguliers soumis par les statuts de l'Ordre aux élections capitulaires ne pouvait consister, selon les us de Savoie, que dans l'agrément donné par le patron au supérieur régulièrement élu. On ne pouvait assimiler en cette matière les droits du Duc à ceux du Roy très chrétien, car le Roy de France s'appuyait sur un droit de nomination spécifiquement réservé par le Concordat entre Léon X et François I^{er}. *

Charles-Emmanuel le reconnaît dès 1733. Revenant sur la décision de son père, il donne pour instructions au Sénat de laisser pleine liberté aux élections capitulaires. La Cour devra exiger seulement que l'on rapporte la confirmation du général de l'Ordre pour l'élection de l'abbé de Tamié, celle de l'abbé de Tamié, vicaire général de l'Ordre en Savoie, pour l'élection des abbesses des Maisons cisterciennes. Il est aussi du devoir du Sénat de soutenir le droit traditionnel de patron du souverain consacré par l'usage, de donner son agrément aux supérieurs élus. Charles-Emmanuel enfin recommande vivement au Sénat de ne point tolérer que Rome s'ingère dans la désignation des abbés ou abbesses. Car si l'indult de Nicolas n'a point abrogé les élections capitulaires qui doivent continuer à fonctionner selon les anciens usages, il a accordé au Duc le privilège de présenter à toutes les dignités consistoriales réservées à la disposition du Pape. Si donc le Saint-Père entreprenait de se réserver la disposition de ces abbayes ou d'autres régulières de Savoie par voie de commende, de sécularisation ou autrement et que le Roy voulut bien y consentir, l'indult devrait s'appliquer et le Pape ne saurait y pourvoir que sur présentation du Roy. Cette recommandation était inutile : le Sénat avait fait le même raisonnement ; et chaque fois que le Saint-Siège s'était mêlé de pourvoir à une abbaye régulière, il n'avait pas manqué d'opposer le droit de nomination du Roy. **

4° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.591 (1723-1726).

11° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.598 (1732 et 1733).

II. — Des Réserves du Pape.

L'indult n'accordait droit de présentation au Duc que pour les bénéfices consistoriaux et pour quatre prieurés nommément désignés. Les autres bénéfices qui se trouvaient à la disposition du Saint-Siège restaient, sous la seule réserve de l'agrément royal pour les étrangers, de sa libre collation.

Souverain et Sénat ne sont pas toujours d'accord au sujet des réserves du Pape. Le Sénat défend avec fermeté le principe qu'elles sont contraires aux libertés de l'Eglise gallicane; et que les usages de Savoie en matière ecclésiastique allant « presque toujours de pair avec ceux de France », on doit interpréter limitativement et restrictivement les réserves admises dans le pays. Le Roy, a, dans cette matière, une politique qui n'est pas sans quelques contradictions : souvent, comme ses magistrats, il est fidèle au gallicanisme; parfois, il montre de la faveur pour d'altramontaines interprétations et même pour l'introduction de réserves nouvelles.

On parlera surtout des usages de Savoie qui se distinguent de ceux de France.

La règle de l'alternative est admise en Savoie. Mais il n'y a pas unité dans le Duché à cet égard : la règle des mois a cours dans les diocèses de Tarentaise, d'Aoste, de Maurienne et de Genève; elle n'est pas applicable dans le Décanat ni dans le Petit Bugey. Il en est de même de la règle du concours pour les bénéfices cures.*

Cette règle des mois, qui constitue la huitième règle de chancellerie, est renouvelée par chaque pape à son avènement et n'a de force que pendant son pontificat. Le Saint-Siège, à plusieurs reprises, chercha à l'étendre. Déjà Paul V avait réservé à sa disposition, en 1605, tous les bénéfices cures et sans charge d'âmes vacants au cours des mois apostoliques depuis la mort de son prédécesseur jusqu'à son élévation, quand le collateur ordinaire n'y avait pas pourvu. Cette extension de la règle des mois était devenue la 68^e règle de chancellerie. Plus tard, les Papes étendirent encore la réserve et ne distinguèrent plus entre les mois apostoliques et ceux de l'Ordinaire : tous les bénéfices qui vquaient pendant la vacance du Saint-Siège étaient réservés à la disposition du

Pape nouvellement exalté. Le Sénat ne l'admit point. Il jugea que cette extension était une nouveauté; qu'elle n'était reçue ni en France, ni en Flandres et qu'elle portait préjudice à la juridiction de l'Ordinaire qu'il importait de préserver.

Les règles de tenue du concours provoquèrent des discussions : le point de vue du Sénat ne triompha pas entièrement. Rome tenta d'introduire en Savoie la constitution de Pie V que les canonistes résumaient en trois articles :

- elle ordonnait aux évêques de faire constater du concours à la Datterie dans les quatre mois de la vacance quand celle-ci s'était produite au cours d'un mois du Pape;
- elle enjoignait aux ordinaires d'avoir à instituer dans les six mois de la vacance, quand celle-ci s'était produite au cours d'un mois à eux réservé;
- enfin, elle restreignait à 20 jours le délai dans lequel le concours devait avoir lieu.

Sur les deux premiers points, la bulle ne faisait que confirmer les décrets du Concile de Trente; elle innovait dans le troisième article, car le Concile laissait aux évêques toute liberté de proroger le concours. Le Roy ne partagea point l'avis du Sénat, qui opinait pour retenir purement et simplement les bulles faisant allusion à la constitution de Pie V. Mais il reconnut les inconvénients du troisième article : dans les diocèses vastes, tel celui de Genève, la pratique était toute contraire aux prescriptions de Pie V : on attendait que plusieurs cures fussent vacantes avant d'ouvrir le concours; il était rare que le délai de 20 jours ne fût pas largement dépassé. Sur les instructions du Roy, le Sénat se borna à insérer dans ses décrets une protestation réservant les droits de l'ordinaire de proroger le délai chaque fois que des provisions faisant mention de la constitution de Pie V lui étaient présentées.

Le Sénat refusa toujours de laisser introduire cette bulle dans le Décanat et le Petit Bugey : l'usage ne comportait ni règle des mois, ni concours dans les diocèses de Belley et de Grenoble à la part de Savoie. La réception de cette bulle eût porté atteinte aux droits des évêques et du métropolitain : car dans ces deux diocèses, c'est au métropolitain et non au Saint-Siège qu'il appartenait de pourvoir aux bénéfices que la négli-

gence de l'évêque avait laissé vaquer plus de six mois. Comme toujours en pareil cas, le Sénat estimait qu'il était de l'intérêt des sujets de Savoie de recourir à Vienne plutôt qu'à Rome à cause du voisinage et de l'économie.

Dans les diocèses de Genève, de Maurienne, de Tarentaise et d'Aoste, quand les délais de 4 et 6 mois n'ont point été respectés, il y a dévolution au Saint-Siège. Il y a bien d'autres cas de dévolutions que l'usage consacre et que le Sénat admet. Mais sa doctrine ne varie point : les cas de dévolutions sont limitativement consacrés par l'usage et doivent être restrictivement interprétés. C'est en vertu de ce principe qu'il rejeta le cas de dévolution porté par la bulle de Grégoire XIII, en matière de résignation.

Cette constitution, dit le Sénat, n'est point reçue en Savoie et nos usages l'ignorent.

Il arrive que le Duché de Savoie soit plus gallican que le Royaume de France. Dans les diocèses savoyards, la prévention, en principe, n'est point admise. Car la prévention est contraire aux libertés de l'Eglise gallicane : elle n'a cours en France qu'en vertu du Concile de Bâle et du Concordat; et son introduction a soulevé des protestations. L'évêque de Genève peut bien être prévenu dans la partie française de son diocèse : il ne peut l'être dans les états de Savoie de sa juridiction. *

Le Sénat ne fait point obstacle à l'intervention du Saint-Siège quand elle est nécessaire pour légitimer des coutumes locales. On ne peut posséder conjointement une cure et un canonicat : ce sont bénéfices incompatibles et un évêque ne saurait accorder à un chanoine dispense de retenir son canonicat en lui conférant une cure. Il est cependant d'usage, dans le diocèse de Genève, que les chanoines de la cathédrale cumulent avec leur canonicat des bénéfices cures. Il est probable qu'il faut voir là un expédient pour remédier à la grande pauvreté du Chapitre, dépouillé du plus clair de ses biens et revenus par l'hérésie genevoise. En fait, le Pape confère aux chanoines de la cathédrale des cures, même quand elles ont vaqué dans un mois réservé à l'ordinaire; et il leur accorde dans les bulles de provisions dispense de retenir leur canonicat. Il ne le fait qu'à la prière de l'ordinaire lui-

même qui, dans le certificat de concours adressé à la Datterie, supplie le Saint-Père d'accorder bulles et dispenses à l'élu. Le Sénat ne fait pas d'objection. Il s'assure que les bulles ne contiennent rien de contraire aux droits de l'Etat, puis enregistre sans difficultés.*

Les expectatives et coadjutoreries avec futures successions ne sont point reçues dans le Duché, sinon pour les évêchés et les abbayes. Le souverain et le Sénat sont très fermes sur ce point. Les rares exceptions à cette règle trouvent leur cause dans la qualité du coadjuteur qui est favori du Roy ou neveu de sénateur. Le billet de Victor-Amédée II du 30 mars 1729 rejette expressément toutes expectatives et la lettre au Sénat de Charles-Emmanuel III du 18 juin 1755 est tout aussi catégorique.**

Le Sénat est habile à déjouer les menues ruses des ecclésiastiques qui cherchent à tourner les usages et les instructions royales. Quand on lui présente une vieille bulle de provisions et qu'il s'aperçoit que la date en est bien antérieure à la vacance du bénéfice, il la retient. Car, dit-il, « si la mort du « bénéficiaire faisait cesser les difficultés pour le pourvu de « la coadjutorie, il serait bien facile à celui-ci de ne point « user de sa bulle du vivant du titulaire et de n'en demander « l'exéquatur qu'après sa mort. Il aurait ainsi la faculté de « s'assurer une succession plusieurs années à l'avance et cela « sans même être tenu aux charges de coadjuteur ».***

Les bulles portant assignation de pension sont l'objet d'un examen sérieux. Les seules pensions conformes aux lois et usages de Savoie sont :

1° celles que le souverain peut réserver sur les bénéfices de sa nomination;

2° celles qui sont canoniquement constituées pour cause de transaction, résignation et permutation.

La lettre du roi Victor-Amédée II du 18 mai 1725 qui confirme et codifie les usages en cette matière, énumère limitativement ces seuls cas.****

Le Roy ne semble pas avoir abusé de son droit d'assigner des pensions sur les bénéfices de sa nomination. Le plus souvent, il annonce au Sénat sa décision pour prévenir toute difficulté lors de la présentation des bulles. Mais le gallica-

20° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.607 (1750 à 1754).

26° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.613 (1768 à 1772).

22° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.609 (1754 à 1758).

4° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.591 (1723 à 1726).

nisme du Sénat est plein de susceptibilités et les clauses de chancellerie parfois l'effarouchent. Le Roy doit lui expliquer que la clause « *ex mera liberalitate* » ou la clause « *non ad alicujus pro te nobis oblatae petitionis instantiam* » sont reçues en France; que la réserve de pension étant un droit qui appartient au Pape privativement à tout autre collateur, ces expressions sont de style et sont corrigées par la clause « *tibi qui ut acceptimus Dicto Regi gratus et acceptus existis* » ce qui, à l'égard des pensions, correspond à la clause « *ad nominationem* » pour les bénéfices; et il renvoie le Sénat à FEVRET et à la jurisprudence des Parlements. *

Il y a, assez souvent semble-t-il, des abus en matière de pensions en suite de résignation, permutation ou transaction. Le Sénat met tout son zèle à les déjouer. Il est attentif également à ce que de telles assignations ne soient point faites dans des termes qui puissent porter préjudice aux droits de l'Etat. C'est ainsi qu'il examine longuement la clause déclarant la pension « *exempte de toutes charges et impositions tant ordinaires qu'extraordinaires imposées par l'autorité du Saint-Siège ou à la réquisition du souverain* ». La nature de cette clause peut-elle « *porter quelque atteinte au droit et à l'usage dans lesquels on est dans ce pays de faire concourir aux besoins de l'Etat tous les bénéfices de la Savoie à concurrence de leurs revenus* » ? **

Après en avoir délibéré, le Sénat conclut : « *Suivant l'avis des meilleurs auteurs, ces clauses qui sont de style de la chancellerie romaine ne forment aucun obstacle à l'autorité séculière d'imposer dans un cas urgent une taxe sur les bénéfices proportionnés à la totalité de leurs revenus* ».

Il arrive que des bulles sont présentées, portant assignation de pensions sans aucun fondement canonique. Mais la personnalité du bénéficiaire est un argument qui a de la gravité. On écrit au Roy et on décide souvent que la bulle obtiendra l'exéquatur mais qu'on insérera dans le décret la protestation que « *c'est sans tirer à conséquence* ».

Les règles et les principes admis en France et en Italie au sujet de la commende présentaient de sensibles différences. Cette institution était une source de faveurs pour les sujets

6° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.593 (1727 à 1729).

22° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.610 (1758 à 1762).

bien en cour : le Sénat eut souvent des difficultés à faire prévaloir les usages gallicans à l'encontre des commendataires soutenus par le Roy qui aurait voulu qu'on les favorisât des us piémontais.

La divergence la plus grave porta sur les effets de la provision en commende. Elle donna lieu à un conflit prolongé. Charles-Emmanuel III qui était quelquefois ultramontain et qui semble avoir porté beaucoup d'intérêt à Révérend Palazzi, d'abord bibliothécaire de sa Royale bibliothèque de Turin, puis Econome général de tous les bénéfices réduits sous la main du Roy, s'avisa de soutenir cet abbé qui prétendait que le Pape seul peut faire cesser la vacance d'un bénéfice en commende en le conférant en règle. Le Sénat prit la défense des usages savoyards. Les docteurs italiens, expose-t-il au Roy, sont du sentiment que les bénéfices en commende restent affectés et réservés au Pape, non seulement pendant la vie du commendataire, mais après sa mort; si bien que le collateur ordinaire ne peut s'y ingérer ni conférer le bénéfice jusqu'à ce que le Pape ait fait cesser la réserve en accordant la collation en règle. Ces commendes perpétuelles sont pourtant de véritables titres, tant pour le spirituel que pour le temporel; ils devraient par conséquent faire cesser la vacance. Pour expliquer la réserve, les docteurs italiens prétendent que le bénéfice reste toujours vacant en droit et que la mort du commendataire n'ouvre qu'une vacance de fait. « Mais quoi qu'il en soit » de l'usage de l'Italie, il est certain que cette réserve n'a pas « lieu en France; on y admet même que le commendataire » peut permuter son bénéfice contre un autre et que le colla-
« teur ordinaire a droit d'y pourvoir ». * _ **

Le Président FAVRE a bien dit que le bénéfice en commende perpétuelle est censé vacant en Cour de Rome, mais cet auteur respectable reconnaît lui-même son erreur en convenant que la commende perpétuelle est un titre en Savoie comme en France. « Cette réserve n'y peut avoir lieu puis-
« qu'elle est contraire aux usages de l'Eglise gallicane aux-
« quels on s'est toujours conformé en Savoie pour se
« maintenir dans les prérogatives dont le pays a toujours joui
« et en vertu desquelles on n'admet aucune expectative ni
« réservation, ni même aucune décision des papes et conciles,

8°, 9° et 13° Registres des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.595, 1.596, 1.600.

8° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.595 (1729 à 1731).

« notamment de celui de Trente concernant la discipline de
« l'Eglise, sauf qu'elles n'aient été reçues expressément et par
« un ancien usage. Sur quoi les Magistrats de Savoie ont
« toujours eu ordre des royaux prédécesseurs de sa Majesté
« de se conformer aux usages de l'Eglise gallicane pour
« exclure cette quantité d'immunités ecclésiastiques établies
« en Italie et se maintenir en possession d'exercer la juridic-
« tion sur les ecclésiastiques et les biens de l'Eglise de la
« même manière qu'on observe en France ». *

D'une façon générale, le Sénat n'aime pas la commende, il voudrait faire prévaloir le principe qu'elle doit être justifiée par une possession ancienne et continue : « C'est une règle
« consacrée par nos usages, dit le Sénat, que le Pape ne peut
« conférer en commende même les bénéfices réguliers que
« ceux auxquels on est en coutume de pourvoir de cette
« manière ». C'est surtout dans les cas où il n'y a pas de patronage royal que le Sénat maintient cette règle avec fermeté. Cela lui est certes plus facile puisqu'alors il n'entre pas en lutte ouverte avec un commendataire soutenu par le Roy; mais il y a une autre raison : le passage en commende d'un bénéfice sur lequel le souverain ne possède aucun droit de patronat le met entièrement sous la dépendance du Saint-Siège qui en devient le collateur, même dans les mois de l'ordinaire « au grand préjudice des évêques savoyards » et au détriment des sujets qui se voient « obligés de recourir à
« grands frais à la Cour de Rome pour en obtenir provisions ». **

C'est pour la même raison que le Sénat admet facilement qu'un bénéfice jadis en possession d'être conféré en commende a changé de nature par une légitime prescription. Que des séculiers possèdent paisiblement en cette qualité un bénéfice autrefois régulier et pourvu en commende, le Sénat en conclura que sa nature se trouve changée par prescription, et qu'il est devenu séculier et de la collation de l'évêque diocésain.

Le Sénat ne souffre pas de dérogations à la maxime « les
« bénéfices séculiers aux séculiers ». Le Pape avait accordé à un régulier l'administration viagère d'un canonat et prébende en l'Eglise cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne. Bien

B. 1.595.

20^e Registre des Affaires Ecclésiastiques, B. 1.607 (1750 à 1754).

qu'une clause de la bulle mit à l'abri les droits de l'ordinaire pour les nouvelles vacances, le Sénat retint ses provisions qui, dans le fond, « ne sont qu'une vraie commende ». Elles sont « contraires « aux maximes reçues dans le Duché de Savoie ». « Nous ne croyons pas, disent les sénateurs, devoir retracer « l'origine des commendes et les motifs qui ont déterminé les « souverains pontifes à les introduire, contrairement à la « règle les bénéfices séculiers aux séculiers, les bénéfices réguliers aux réguliers. Nous nous bornerons à observer que « si ces motifs ont paru assez puissants pour engager les « souverains à tolérer dans leurs états les collations qui « se faisaient par les Papes en commende, ce n'a jamais « été que lorsque les bénéfices réguliers étaient conférés à « des ecclésiastiques séculiers, mais jamais pour faire jouir « les réguliers de bénéfices séculiers. La différence entre « un cas de l'autre est trop sensible pour que l'on ne soit « pas aisément convaincu que tout se réunit pour enlever « l'administration des bénéfices séculiers aux réguliers, et « pour les éloigner d'un patrimoine qui leur est absolument « étranger et dont la jouissance inconciliable avec la pauvreté « qu'ils professent ne tendrait qu'au relâchement de la discipline monastique et à leur faire perdre entièrement l'esprit « de leur état ». *

III. — Des droits de patronage privé.

Laïques et ecclésiastiques ont fondé et doté des églises, des chapelles, des autels, des oratoires; et ils continuent.

Le dotateur ou fondateur laïque se réserve souvent le droit de nomination. A ce droit, le Sénat estime qu'il doit une protection particulière. Les lois canoniques reçues et consacrées par les usages ont fixé un temps raisonnable de quatre mois pendant lequel le patron peut user de son droit. Ce délai écoulé, il y a dévolution : il serait préjudiciable au bien de l'Eglise et des fidèles que la vacance se prolongeât. **

Si, prévenant le patron, l'ordinaire institue sur sa propre nomination le bénéficiaire avant l'expiration du délai, la colla-

30° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.617 (1783 à 1786).

17° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1604 (1740 à 1742).

tion n'est pas nulle de plein droit. Mais elle devra être déclarée nulle si le patron vient à désigner son candidat dans le temps qui lui est imparti; ou s'il proteste contre les provisions accordées par l'ordinaire. L'usage de France est semblable. *

Le consentement du patron est nécessaire en cas de permutation. Autrement, il serait trop facile de priver les patrons de leurs droits. Les docteurs français, rappellent les sénateurs, sont d'accord pour déclarer qu'il ne suffit pas de demander le consentement, mais qu'il est indispensable de l'obtenir réellement et par préalable. Sinon, la collation est inutile et sans effets. Car le résignant ou démissionnaire qui n'a point obtenu le consentement du patron n'a point valablement résigné et ne s'est point valablement démis : le bénéfice n'est pas vacant; on ne saurait le pourvoir d'un nouveau titulaire. « Supposer une permutation à l'insu du « patron, conclut le procureur général, c'est supposer une « chimère ». **

Le Sénat ne se contente point de protéger le droit de nomination du patron : il entend que les volontés du premier fondateur ou dotateur soient respectées, et avec scrupules. On ne peut déroger à la nature du bénéfice ni aux qualités du bénéficiaire, telles que les actes de fondation ou de dotation les ont fixés. Le souverain pontife lui-même ne saurait le faire, même avec le consentement du moderne patron. Le Sénat retient une bulle qui conférerait une chapelle de fondation laïque en la cathédrale d'Aoste à un petit prêtre tonsuré de neuf ans : car l'acte de fondation portait que cette chapelle devait être conférée à un clerc capable de prendre la prêtrise dans l'an; et il lui imposait la présence aux offices de la cathédrale, ce qui exigeait la résidence. ***

Assez nombreux sont les patrons ecclésiastiques. Parmi les plus importants, on peut citer la Sainte Chapelle de Chambéry, et la Collégiale d'Aix, tous deux patrons et curés primitifs de plusieurs cures des environs d'Aix et de Chambéry. Les candidats nommés par ces chapitres reçoivent de l'Evêque de Grenoble, qui a juridiction sur le Décanat, leurs lettres d'institution. Il est admis sans contestations que le Pape peut déroger aux droits de patronage ecclésiastique. ****

B. 2.973. Conclusions en matière d'appel comme d'abus (1761 à 1791).

B. 2.973.

26^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.613 (1768 à 1772).

19^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.606 (1746 à 1750).

IV. — Du Temporel des Bénéfices.

La modification des circonscriptions paroissiales n'est pas fréquente. Elle présente de la gravité : elle met en question des intérêts nombreux, ceux du curé qui a sur sa cure un droit semblable à une propriété viagère, ceux des paroissiens, ceux des patrons, l'intérêt public enfin, qui se confond avec les droits du Roy.

Quand la suppression et la création de nouvelles paroisses répondent à des besoins sérieux, on observe des formes de procès qui garantissent les droits de toutes les parties. Le Roy donne son agrément. Le Sénat n'entérine le décret de l'ordinaire portant création ou suppression qu'après avoir entendu le procureur général en ses conclusions. Quand même on ne se proposerait que de rectifier des limites de paroisse, la même procédure devrait être respectée. A Rumilly, jusqu'à 1761, il y a indivision spirituelle entre les deux paroisses de la ville. Chaque communiant choisit l'un des deux curés. Les paroissiens se trouvent disposés sans ordre et sans suite de terrains ni de maisons. Il en résulte des abus et des inconvénients « semblables à ceux qui désolaient l'Eglise universelle dans le « temps de schisme causé par la pluralité des souverains « pontifes ». La procédure de sommaire apprise fait état des consentements des deux curés, des syndics, des communiens, du patron de la paroisse de Saint-Pierre et de celui de la paroisse de Saint-Maurice. Avec l'approbation du Roy, l'avocat général conclut que la cessation de l'indivision au spirituel des deux paroisses et l'établissement de frontières spirituelles correspondant à celles données au temporel sur les mappes et cadastres est conforme à l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat. Sur quoi le Sénat donne son décret autorisant l'exécution de l'ordonnance de Monsieur de Genève. *

Beaucoup plus fréquentes sont les procédures d'union et désunion des bénéfices sans modification de circonscriptions paroissiales. Le Sénat considère avec défaveur ces unions dès qu'elles peuvent porter préjudice à une paroisse. Il les favorise au contraire lorsqu'elles servent des intérêts paroissiaux.

Le principe souvent rappelé c'est que « toute union de « bénéfice est odieuse particulièrement s'il s'agit de bénéfices

« à charge d'âmes qui ne doivent selon les saints canons être
 « incorporés à d'autres bénéfices que dans les cas d'évidente
 « nécessité ». C'est ce que le Sénat soutient fermement lorsqu'on veut unir une cure à un chapitre. Ces cures dont les chapitres sont curés primitifs et que les chanoines font desservir par des prêtres amovibles à portion congrue sont la source de nombreux abus. Les cures des environs de Chambéry et d'Aix qui sont sous le patronage ecclésiastique de la Sainte-Chapelle et de la Collégiale d'Aix sont un exemple toujours présent à l'esprit des magistrats. Aussi s'opposent-ils résolument à toute extension de ce système déplorable. « L'interêt des âmes, dit le Sénat, a incité le Concile de Trente dans la session 24, chapitre 13, à déclarer que si l'on supplée à l'indigence des églises cathédrales par l'union des bénéfices, on ait à se garder de leur unir des bénéfices cures. Et, bien que le Concile de Trente n'ait pas été reçu en France non plus qu'en Savoie, pour ce qui concerne la discipline, la jurisprudence française n'a pas laissé d'adopter cette maxime par la raison qu'on ne doit pas diminuer les revenus des curés, les églises paroissiales étant les plus nécessaires. FEVRET cite, dans son traité de l'Abus, plusieurs arrêts des parlements de France qui ont déclaré nulles et abusives la fulmination de bulles portant union à des chapitres de bénéfices à charge d'âmes et cela surtout lorsque l'union n'est pas accompagnée de la création d'un vicaire perpétuel avec assignation de portion congrue selon les règles des conciles de Constance, de Latran et de Trente ».*

Le Sénat n'arrive pas toujours à empêcher l'union qu'il réproouve; il essaie alors d'obtenir, et obtient le plus souvent, que le Roy intervienne auprès du Pape pour imposer la création d'une vicairie perpétuelle avec des gages convenables pour le desservant.

Les unions de chapelles au maître autel à la différence des précédentes présentent peu d'inconvénients; elles sont souvent avantageuses à la paroisse; elles augmentent les revenus du curé et ce sont les pauvres de la paroisse qui doivent ou devraient en profiter. Le Sénat ne met généralement pas d'obstacle à ces unions. Il se borne à vérifier que tous les intéressés ont été entendus; et que les droits de chacun ont

17° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.604 (1740 à 1742).

B. 1.604.

été pris en considération. Il en est de même lorsque l'union ou désunion ne portent que sur des bénéfices sans charge d'âmes. Dans ce cas, c'est surtout au droit du souverain que le Sénat est attentif; mais il est également le protecteur des bénéficiers et ne néglige point les devoirs que cette qualité lui impose.*

En 1752, le Pape sécularise les bénéfices des chanoines réguliers de Saint-Augustin dépendant de la prévôté de Saint-Bernard; et il démembre et sépare de cette prévôté un certain nombre d'églises desservies par ces chanoines réguliers. Il unit le tout à la religion des Saint-Maurice et Lazare. La mesure avait été prise d'accord avec le Roy pour mettre fin aux querelles qui opposaient les chanoines résidant en Valais et ceux de la Cité d'Aoste. Le Sénat n'ose pas conclure contre les volontés royales; mais certaines clauses de la bulle ne lui semblent pas admissibles. « La sécularisation des différents
« bénéfices et leur incorporation à la religion des Saint-
« Maurice et Lazare, écrivent les sénateurs, ayant été faite par
« Sa Sainteté pour une cause légitime, et du consentement
« exprès de Sa Majesté, nous croyons être dans le cas de
« donner cours aux dites bulles qui ne contiennent rien de
« contraire aux droits de Sa Majesté. Mais comme elles parais-
« sent opposées à nos maximes et à nos lois et aux usages du
« pays, en ce que les sécularisation, démembrement et union
« ont été faits sans avoir ouï tous les intéressés; que le Pape
« en voulant suppléer de la plénitude de sa puissance à ce
« défaut de formalité porte atteinte aux usages du pays qui
« l'exige comme essentielle pour la validité des actes d'une
« telle nature; qu'on trouve dans les mêmes bulles des clauses
« insolites : comme de ne pouvoir les impugner même par des
« motifs justes et raisonnables... nous pensons que, pour parer
« aux conséquences et faire cesser toute induction, il serait à
« propos de ne donner cours à icelles que sous les protesta-
« tions que c'est sans conséquence et sans approuver tout ce
« qui pourrait s'y trouver de contraire aux lois, maximes et
« usages du pays ». **

Le concours des deux puissances pour la validité de l'union ou désunion est essentiel : En 1772, les communiers de la paroisse de Saint-Christophe-en-Val-d'Aoste appelèrent comme d'abus d'une bulle de Paul III de 1534 portant union de

18° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.605 (1742 à 1746).

20° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.607 (1750 à 1754).

leur cure au chapitre de la cathédrale. L'avocat général retient parmi les moyens d'abus proposés par les communiens le défaut de participation du pouvoir laïque à la procédure. « La « protection que le souverain et ses magistrats accordent à « tous les bénéfices situés dans ses états rend leur agrément « indispensable. L'utilité publique est trop intéressée et on « ne saurait admettre aucune dispense de ces formalités; « aucun laps de temps ne saurait en couvrir l'omission. En « un mot, le concours des deux puissances est indispensable. « Reste à voir si les bulles ne sauraient point trouver grâce en « raison de leur ancienneté et si la prescription, mère du repos, « ne peut avoir lieu dans cette matière comme dans toute « autre. On doit distinguer : il n'y a pas titre; dans ce cas, un « laps de temps est propre à faire présumer que tout s'est « passé selon les règles. Il y a titre; on doit l'examiner, et s'il « apparaît qu'il est entaché d'abus, la prescription ne saurait « le soutenir. L'abus ne se prescrit jamais. Cette maxime est « incontestable. FEVRET dit que l'autorité de la réponse est « éternelle et le droit de s'en plaindre perpétuel, et il cite une « bulle d'union de 1507 déclarée nulle en Cour de Parlement ».*

On n'entrera point dans le détail des procédures d'union : le promoteur de l'évêché où dans les cas les plus importants un ou plusieurs délégués apostoliques conduisent la procédure dont la pièce maîtresse est une enquête sur la commodité et incommodité de l'union projetée. L'évêque ou le commissaire apostolique rendent leur ordonnance. Le Sénat intervient alors, vérifie le contenu de l'ordonnance, entend le procureur général en ses conclusions, et rend son décret.

« Aucune communauté ecclésiastique ne peut s'établir en « ce pays sans la permission du Roy, ainsi qu'il a été défendu « par arrêt du 14 janvier 1627 comme il était déjà pratiqué « auparavant »... « Quand il s'en est trouvé qui se sont voulu « établir sans la permission du Roy, le Sénat les a fait sortir ».**

Le Sénat redoute l'établissement dans le Duché de nouvelles communautés. Le pays n'est pas riche; et le nombre des communautés déjà établies est une charge lourde. En temps de disette, il arrive, paraît-il assez souvent que les maisons religieuses accaparant les denrées, contribuent à aggraver la famine. Les plaintes, en tout cas, sont nom-

breuses. Aussi, le Sénat multiplie-t-il les difficultés pour l'admission de nouvelles communautés. Il réitère les remontrances au souverain ou à la souveraine qui leur a accordé placet. S'il n'obtient pas toujours entièrement gain de cause, il est rare qu'il n'arrive point à limiter les périls : on lui accorde une limitation étroite du nombre des religieux ou religieuses, un règlement précisant les conditions dans lesquelles ils pourront faire la quête, pourvoir à leur ravitaillement, etc... L'arrêt du 6 février 1619 enregistrant le placet des ermites augustins est bien révélateur des sentiments du Sénat : il n'est rendu que : « par égard aux réitérés jussions et précis commandement « tant de S. A. que de Monseigneur le Prince ». *

L'entretien du temporel des églises, des couvents, des abbayes, de tous les bénéfices qu'ils soient ou non de patronage royal donne lieu à de quotidiennes interventions du Sénat. Il y a souvent litige entre les ayants droit, chacun rejetant sur les autres la responsabilité de l'entretien et des réparations. Le Sénat ne cache pas sa bienveillance pour les paroissiens et communiers. Au milieu du XVIII^e siècle, les négligences dans l'entretien des bénéfices paraissent présenter une particulière gravité. La plupart sont en mauvais état. Le Sénat doit sévir. Sur remontrances de l'avocat général, il enjoint par arrêt du 19 janvier 1742, à tous les décimateurs ecclésiastiques ou laïques, de même qu'aux patrons, recteurs, curés et bénéficiers, de faire dans le terme de six mois réparer et rétablir en bon état les chœurs des églises paroissiales, chapelles publiques et presbytères. Le Seigneur avocat fiscal général avait longuement dépeint dans sa remontrance l'état lamentable de beaucoup d'édifices, dont certains menaçaient ruines; la négligence généralisée de tous les responsables; les abus de certains d'entre eux, qui cherchaient à se décharger sur d'autres de leurs devoirs d'entretien; enfin le vif mécontentement du Roy devant cet état de chose. Le Sénat dans son arrêt prévoit la sanction de la contrainte par saisie et réduction des dîmes et autres revenus temporels et il ordonne l'impression et l'affichage de son arrêt. **

Le Sénat veille à la bonne administration du temporel des couvents. L'avocat général est spécialement chargé de donner des règles à tous les couvents de filles du Duché pour leur

administration économique : il doit exercer le contrôle le plus attentif lorsque les religieuses entreprennent de faire construire de nouveaux bâtiments sans avoir les fonds nécessaires. Plusieurs couvents souffraient gravement dans leurs finances pour avoir fait des emprunts inconsidérés destinés à couvrir les frais de construction de bâtiments nouveaux. *

Les usages limitent étroitement les pouvoirs et l'autorité des évêques dans leur inspection des lieux pieux. Les coutumes présentaient quelques différences dans divers diocèses, ce qui donnait lieu à des contestations. En 1729, le Roy ordonna au Sénat de faire une enquête dans les diocèses de façon à pouvoir codifier les règles en la matière. Il ajoute « comme les usages
« de Savoie en fait de juridiction et de discipline ont toujours
« été uniformes à ceux de France, nous avons lieu de croire
« qu'on y aura maintenu le temporel des églises et des lieux
« pieux sous l'autorité de nos magistrats, même pour ce qui
« regarde l'administration et reddition des comptes indépen-
« damment des innovations faites par les édits postérieurs des
« rois de France ». Après examen du mémoire du Sénat et de ceux des intendants et juges mages, le Roy donne au Sénat ses instructions. « Le temporel des lieux pieux doit dépendre uni-
« quement de l'autorité des magistrats du Roy, soit pour les
« matières contentieuses, soit pour l'administration des biens
« ou pour les statuts ou règlements. **

« Le compte des revenus doit se rendre : devant les offi-
« ciers des vasseaux, si ces derniers ont la nomination des
« administrateurs, devant les officiers locaux et ceux des villes
« là où les habitants nomment les administrateurs. Les évêques
« ne pourront y assister qu'en personne ou par député, pour
« voir qu'il n'y ait point abus par rapport à la volonté des
« donateurs et testateurs, au droit des pauvres et au service
« divin. Ils ne pourront que présenter des remontrances.

« Quant à l'élection ou déposition des officiers, préséance
« entre eux et tous procès qu'ils pourraient avoir au sujet
« de leur temporel, les évêques n'étant que protecteurs des
« œuvres pies et promoteurs de leur accomplissement, la
« connaissance en appartiendra aux magistrats. »

En ce qui concerne les maîtres et maîtresses d'école, les évêques ne pourront que s'informer s'ils sont gens de biens et

B. 1.604.

7° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.594 (1729).

pour les sages-femmes, ils pourront au surplus prendre des informations sur leur connaissance des formes du baptême.

V. — De la réduction des bénéfices vacants sous la main du Roy.

La régale n'existe pas en Savoie, ni au spirituel, ni au temporel. Ce n'est point cependant la règle ultramontaine qui s'applique dans le Duché. En Savoie, les bénéfices vacants ne sont pas placés sous l'administration de la chancellerie, ni soumis au droit de Spoglio. Tous les bénéfices de nomination royale, tant en vertu de l'indult que par droit de patronage, sont réduits pendant leur vacance sous la main du souverain.

A la mort du bénéficiaire, le Sénat nomme un député qui dresse procès-verbal de saisie du temporel. La Cour confie ensuite à des économes l'administration du bénéfice : elle reçoit enfin les comptes de ces économes et accorde la main-levée du temporel et des revenus du bénéfice au nouveau pourvu après que ces provisions ont été dûment vérifiées et registrées.

Le Sénat eut à défendre ses prérogatives contre les prétentions de Messieurs de la Chambre des Comptes de Savoie en 1688. « C'est vainement qu'on prétendra, écrit-il au Roy, qu'en
« Piémont le seul patrimonial de V.A.R. a accoutumé de faire
« les réductions de bénéfices. L'on représente sur cela qu'il y a
« grande différence entre les usages de Savoie et de Piémont.
« La réduction des bénéfices en Piémont ne s'y fait que pour
« simple forme parce que les magistrats n'ont nulle autre
« inspection pour les bénéfices. La Chambre apostolique dans
« les confins d'Italie s'attribue tout ce droit et le fait exercer
« par les nonces apostoliques qui établissent des économes et
« fermiers pour retirer les fruits et ont toute la connaissance de
« toutes les matières bénéficiales. Ainsi, il importe fort peu par
« quel magistrat se fasse la formalité de la réduction. Mais en
« Savoie, le Sénat et le Procureur général sont chargés de
« veiller incessamment à la conservation des bénéfices tant
« pendant la vacance qu'autrement; où même les bulles de
« Rome ne se peuvent fulminer ni exécuter sans la permission
« et connaissance du Sénat, pour l'intérêt de son A. R.; qui doit
« examiner leur validité et voir si elles ne contiennent rien

« d'opposé au service du Prince et du repos public; juger en
« cas de contestation comme il arrive souvent du possessoire
« du bénéfice entre deux concurrents; décider les appellations
« comme d'abus qui tombent souvent sur le sujet des bulles;
« il paraît être d'une nécessité indispensable que, puisque c'est
« le Sénat qui doit accorder la maintenue en possession et la
« mainlevée en jugeant les différends qui surviennent, il en
« doive aussi faire la saisie et réduction, puisque ces deux
« choses sont relatives. *

« On voudrait peut-être encore objecter l'usage de France
« où l'on dit que ce sont les Chambres des Comptes qui ont
« la juridiction des choses du domaine et qui font telle réduction du bénéfice vacant. Sur quoi, il est à remarquer qu'il y a
« grande différence entre les usages des deux états. En France,
« les fruits des bénéfices appartiennent au Roy pendant la
« vacance par droit de régale. C'est pour cette raison que les
« Chambres des Comptes, qui ont la juridiction des choses du
« domaine du Roy, ont toute la direction des dits fruits qui
« entrent dans ce domaine et en font une portion. En Savoie, il
« n'en est pas de même : le souverain ne prend aucun fruit
« des bénéfices vacants. Il n'a qu'un simple droit de garde et de
« protection comme parlent les édits surtout après que les
« droits de patronage, nomination et collation ont été réglés
« par les indults des Papes. Il semble donc plus naturel que
« le Sénat qui a juridiction ordinaire en ces sortes de matières
« bénéficiales, veille à la conservation des bénéfices qui sont
« sous sa juridiction pour le possessoire et pour tout ce qui
« concerne leur conservation et des bâtiments y existants. »

Le Sénat eut gain de cause et garda la compétence en matière de réduction de bénéfices vacants sous la main du Roy. Cet usage est visiblement cher aux sénateurs. En 1706, pendant l'occupation française, le Gouverneur ordonna la saisie des biens de l'archevêché de Tarentaise et de l'Abbaye d'Entremont, tous deux vacants et pourvus déjà d'économes par le Sénat. Les sénateurs protestèrent à Versailles; ils exposèrent que la régale n'existait pas en Savoie « si les revenus des bénéfices vacants n'appartiennent point à la chambre apostolique, disent-ils, le Sénat ne peut pas davantage en disposer. Ce faisant, il s'exposerait en violant des usages invétérés à

« encourir l'excommunication portée par les saints canons. » De Versailles on répondit : « S.M.T.C. est parfaitement informée qu'elle n'a nul droit de régale sur les bénéfices qui vaquent dans les états qu'elle a conquis sur Monsieur le Duc de Savoie; ce n'est point en vertu de ce droit qu'elle a ordonné la saisie des biens de l'archevêché de Tarentaise et de l'abbaye d'Entremont, mais bien en vertu du droit de confiscation qui se pratique de part et d'autre entre les princes qui sont en guerre; elle a cru justement en faire un bon usage en l'appliquant à la réparation des églises qui ont été ruinées contre sa volonté pendant le siège de Montmélian; elle ne veut point douter que le Sénat n'en soit édifié. » *

Au XVIII^e siècle, le souverain obtint la consécration de droits plus étendus du pouvoir laïque sur les bénéfices piémontais. L'Administration de tous les bénéfices vacants de ses états prit de l'importance. Il établit un économiste général du temporel des bénéfices vacants de sa nomination. Les patentes de 1741 portant création de cet économe général donnent des pouvoirs si étendus à l'économe que le Sénat en prend ombrage. Il remontre au Roy que ces patentes et instructions confient à l'économe non seulement l'administration des bénéfices pendant leur vacance, mais encore l'inspection du temporel des bénéfices du temps qu'ils sont pourvus; que cette inspection en vertu des usages confirmés par le règlement particulier pour la Savoie appartient au Sénat; que cette cour est en possession de députer des commissaires qui, avec l'assistance de l'avocat général se transportent sur les lieux en cas de besoin pour pourvoir aux réparations, visiter les églises, presbytères, s'informer des déportements et mœurs des membres des monastères, faire le nécessaire pour qu'il n'arrive pas de plus grand désordre. Le Sénat conclut que s'il est dans les intentions de S. M. d'enlever ces attributions à ses magistrats, il est au moins nécessaire qu'une telle dérogation aux usages et aux règlements soit expresse et portée par lettres patentes au grand sceau. Le dépit du Sénat était manifeste; sa coutumière répugnance pour les administrateurs piémontais éclatait. **

Le Roy rassura ses magistrats : son intention n'était point de déroger aux usages. Il voulait seulement « que les intendants de Savoie aient l'œil sur les bénéfices pendant qu'ils sont pour-

Affaires Ecclésiastiques Générales. B. 1.628.

17^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.604 (1740 à 1742).

vus et informent de leur état l'économe général qui est mieux à portée à mesure que les cas se présentent d'en faire rapport au souverain. Ce qui ne doit pas empêcher le Sénat de continuer à exercer son autorité et son attention sur les bénéfices à forme des usages et du règlement particulier pour la Savoie ».*

Les Sénateurs eurent un peu plus tard la satisfaction d'enregistrer des lettres de députation de sous-économe rière le diocèse de Genève et d'autres lettres identiques créant sous-économat rière les provinces de Savoie, Maurienne et Tarentaise. Cette institution de l'économat royal avec sous-économats pour les diocèses savoyards continua de fonctionner pendant tout le XVIII^e siècle.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE LA JURIDICTION ÉPISCOPALE. DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX D'OFFICIALITÉ.

L'Evêque, le Sénat le soutient ou le combat.

Contre la Cour de Rome il prend la défense de l'Evêque. Il y met souvent plus de zèle que le prélat dont les prérogatives sont menacées. Mais toute entreprise de la juridiction épiscopale sur la juridiction séculière provoque chez les magistrats des réactions qui témoignent de beaucoup de susceptibilité. Le Sénat est parfois même bien subtil quand il s'agit d'étendre le champ de ces entreprises en réduisant la compétence des tribunaux d'officialité.

On dira quelques mots des droits féodaux des Evêques qui prétendaient en conserver de petits attributs. On étudiera ensuite les principaux pouvoirs de la juridiction volontaire des Evêques : on terminera ce chapitre par l'examen des règles de compétence des tribunaux d'officialité; on insistera sur le rôle sans rival de l'appel comme d'abus.

L'Archevêque de Tarentaise et l'Evêque de Maurienne conservaient aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles des vestiges de leur ancienne souveraineté temporelle; la souveraineté des évêques de Maurienne s'établit au temps des Rois de Bourgogne après l'expulsion des Sarrazins; elle s'étendit pendant longtemps sur Saint-Jean leur capitale et quinze paroisses. Au cours des siècles les empiètements successifs des princes de Savoie l'amenuisent. Ce n'est qu'en 1768 lorsque l'Evêque abandonne ses derniers droits contre une pension et le titre de prince d'Aiguebelle qu'elle disparaît.

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles l'évêque de Maurienne usa à plusieurs reprises de ses droits régaliens : le Sénat riposta toujours

avec vigueur. Il déclara nulles et abusives les ordonnances dans lesquelles l'évêque défendait à ses « sujets » le port d'armes et la chasse sur « ses terres » ; taxait le prix du pain pour que « ses sujets ne fussent lésés » en ordonnant la confiscation au profit de l'hôpital en cas de contravention. Pendant l'occupation espagnole l'évêque de Maurienne « affectant une complète indépendance de la couronne de Savoie par rapport aux fiefs et biens de son Evêché » ne voulut se soumettre à la prestation de serment au Roy d'Espagne imposée par les occupants que « sous une prétendue réserve et protestation de ne vouloir aucunement convenir de sa qualité de vassal ». Après le départ des Espagnols, le Sénat sur remontrances de l'Avocat général déclara cette protestation attentatoire aux droits du Souverain, nulle, abusive, supprimée, cassée, annulée et ordonna qu'elle serait biffée sur la minute de l'acte de prestation de serment avec annotation de l'arrêt en marge de cette minute.*

La souveraineté des archevêques de Tarentaise avait une origine semblable et remontait au x^e siècle. Son domaine comprenait Moutiers la capitale et des terres, châteaux et paroisses dispersés dans tout le diocèse. Cette souveraineté acheva de disparaître en 1759 quand l'archevêque abandonna ses derniers droits contre une pension et le titre de prince de Conflans et de Saint-Sigismond. Les archevêques de Tarentaise ne semblent pas avoir défendu leurs droits temporels avec la même énergie que les évêques de Maurienne. Mais jusqu'en 1759 et 1768, les magistrats tout en limitant autant qu'il leur était possible leur souveraineté temporelle n'avaient pu cependant dénier à ces prélats tout droit de haute justice sur leur domaine. Ils ne leur permettaient point sous ce prétexte d'en attirer la connaissance aux juges d'église et ils les obligeaient à députer des juges laïques.**

C'est le Roy qui, en vertu de l'indult, nomme les évêques et les présente au Pape. Les bulles qu'ils obtiennent sur cette nomination doivent être vérifiées et enregistrées au Sénat. Les magistrats prennent toutes précautions utiles chaque fois qu'une clause leur paraît menaçante pour les usages du pays ou les prérogatives de la couronne. Les évêques doivent prêter serment. Pendant longtemps ils le firent par devant Messieurs de la Chambre des Comptes ; à partir du xvii^e siècle et dès avant

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.080 (1696 et 1697)

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.088 (1715 à 1717).

la suppression de cette Cour la prestation de serment eut lieu devant le souverain lui-même ou devant le ministre qu'il délégua à cet effet.

Par arrêt général, le Sénat avait dû interdire en 1717 à tous commissaires apostoliques d'exiger prestation de serment de pourvus à des bénéfices et à tous pourvus de le prêter qu'au préalable le Sénat n'en ait accordé la permission. Il y avait eu des abus, surtout dans le Val d'Aoste où les commissaires avaient exigé la prestation d'un serment de forme nouvelle : le nouveau pourvu y promettait de ne point demander la permission, le consentement, le placet ni l'exequatur du Magistrat laïque pour l'exécution de sa bulle, ce qui constituait « une atteinte très considérable aux droits et prérogatives de S. M. et à l'intérêt public ».

Pour les évêques et abbés, le problème devint plus délicat quand ils s'avisèrent de présenter au Sénat en même temps que leurs provisions la bulle cachetée contenant serment de profession de foi. Fallait-il continuer à ne point tenir compte de cette bulle et n'en point faire mention dans le décret ? Fallait-il l'ouvrir ? Pris de scrupules le Sénat demande au Roy des instructions. Le Ministre des affaires internes écrit au délégué apostolique qui était en cette occasion l'archevêque de Tarentaise. Il explique qu'en vertu des usages toutes les bulles doivent être vérifiées pour recevoir l'exequatur et que le Sénat en conséquence a coutume d'ouvrir celles qui sont cachetées. Monsieur de Tarentaise répond qu'il se soumettra volontiers aux usages et qu'en sa qualité de délégué apostolique il recevra sans difficulté le serment du pourvu sur présentation de la bulle ouverte. Le ministre invite le Sénat à décacheter la bulle et à l'examiner; puis à faire mention dans son décret que ce décachetement a eu lieu conformément aux usages. Il lui recommande de ne point souffler mot de son intelligence avec l'archevêque. Désormais toutes les bulles fermées portant serment de profession de foy seront ouvertes par les magistrats.*

Instituant au bénéfice les évêques doivent respect aux réserves du Pape reçues en leur diocèse, aux exemptions acquises à certains bénéfices, au droit de patronat royal et privé. Certains abus s'introduisent parfois dans les collations de l'ordinaire. Le Roy attire à plusieurs reprises l'attention de

ses magistrats sur des résignations et permutations peu canoniques qui vont se multipliant; des curés vieux et infirmes trouvent le moyen de laisser leurs bénéfices à leurs neveux ou à d'autres jeunes ecclésiastiques leurs parents même s'ils n'ont point les qualités et capacités requises. Le népotisme introduit une véritable succession. Tout cela nuit à l'autorité de l'ordinaire et au bien de la religion. Le Sénat contrôle la stricte observance par les évêques des usages en matière de pension; il les exhorte à assurer dans les couvents la discipline et l'observation de la règle. Il intervient au besoin directement. Des usages protègent les sujets du Roy contre les dépenses excessives des évêques et de leur suite au cours de leur visite pastorale. Les frais de visite doivent être fournis par les curés et bénéficiers sans que les habitants soient tenus d'y participer, ni en commun ni en particulier, sinon à titre volontaire et de leur plein gré, à moins qu'on ne puisse établir qu'ils ont contracté à cet égard une obligation valable de contribuer aux frais. De grands abus avaient eu lieu. Et le Roy dut donner ordre aux intendants de ne plus tolérer que les curés répartissent les frais de visite à proportion de la taille comme cela se pratiquait en divers diocèses « même avec scandales ».*

Le Sénat a compétence pour faire respecter les édits concernant les processions, les défenses de jeux et fermeture de boutiques les dimanches et jours de fête. Il ne tolère pas que le juge d'église s'ingère en cette matière.

Il surveille les curés dans leur rôle d'officier de l'état civil en vertu de divers édits et notamment de celui du 7 juillet 1693. Quand les curés négligent de communiquer leurs registres aux juges locaux dans les délais impartis, le procureur général fait remontrance et le Sénat exhorte les curés à peine d'amende et de saisie du temporel.**

Le Sénat veille avec un soin particulier au respect de la volonté des fondateurs et testateurs et contrôle la gestion des legs charitables. Il le fait à deux titres : intérêt qu'il y a pour l'Etat à encourager de tels legs; intérêt des pauvres. Comme en France le temporel des églises et lieux pieux est entièrement sous l'autorité des magistrats. Les innovations contenues dans l'édit de Louis XIV de 1695 qui donnait quelque extension aux droits des évêques ne furent point adoptées en Savoie.***

31° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.618 (1787 à 1788).

25° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.612 (1765 à 1768).

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.087 (1713 à 1714).

7° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.594 (1729).

L'évêque peut-il commuer des œuvres pies ? C'est ce qu'il prétend à plusieurs reprises en divers diocèses. Le Sénat ne l'admet pas. « En Savoie comme en France, un évêque n'a pas le droit de commuer une œuvre pie et de changer la volonté d'un testateur ».*

Le Sénat met de la vigueur à défendre contre les empiètements de Rome la juridiction des évêques. L'ordinaire a plénitude de juridiction. Point n'est besoin, dit l'avocat général, qu'on lui accorde juridiction sur les personnes et corps ecclésiastiques de son diocèse; point n'est besoin de titre pour l'établir. C'est à ceux qui veulent s'y soustraire de prouver leur exemption; et toute exemption est odieuse comme contraire au droit commun et doit être restrictivement interprétée. Le Sénat fait des réserves chaque fois qu'une bulle semble accorder à l'ordinaire des pouvoirs qu'il possède déjà en vertu des usages ou qu'elle le prive directement ou indirectement de tels pouvoirs. Les bulles de concession de facultés leur accordent des faveurs qui, souvent, sont, pensent les sénateurs, des droits déjà acquis. Dans leur décret d'exéquatur, ils protestent que c'est sans conséquence pour les pouvoirs que l'ordinaire posséderait en vertu des usages. Un clerc présente-t-il au Sénat des bulles portant dispense en sa faveur ? Les magistrats protestent qu'ils enregistrent « sous réserve des droits de l'ordinaire pour tous les cas où ils peuvent dispenser à forme du droit ou des usages reçus ».

Les mandements ne se peuvent publier à cri public par les carrefours sans permission du Sénat. Mais les évêques peuvent les afficher à la porte des églises sans autorisation en vertu d'un vieil usage. Si les avocats généraux y remarquent quelque chose de contraire aux droits de la couronne ou aux usages du pays ils en appellent comme d'abus. Cette pratique dit le Sénat est commune à la France et à la Savoie.

Le recueil de la pratique de Savoie dans les matières ecclésiastiques, rédigé par le Sénat sur les ordres du Roy et achevé en 1729, codifie les usages en matière de compétence des tribunaux d'officialité. Ces usages sont gallicans et les principes sont les mêmes qu'en France. On donnera une courte analyse de cet ouvrage en insistant sur le chapitre X, le plus long de tous, qui traite des « appellations comme d'abus ».**

Le Sénat observe d'abord que la terminologie en usage est vicieuse : qu'on devrait appeler privilégiés les délits de la connaissance des tribunaux d'église et communs les délits de compétence laïque. Car on ne peut admettre avec les ultramontains ce renversement surprenant qui voudrait que les princes tinssent des évêques ce que les évêques ne tiennent précisément que par délégation du prince. Le Sénat distingue les crimes ecclésiastiques et parmi ceux-ci les crimes purement ecclésiastiques et ceux qui sont ecclésiastiques en raison de la matière. Il étudie ensuite les crimes civils : il adopte la subdivision en trois groupes, les délits simplement communs pour lesquels le juge d'église est compétent dès qu'ils sont commis par des ecclésiastiques et sauf circonstances aggravantes qui les peuvent rendre privilégiés ; les délits communs privilégiés : quand ils sont commis par des ecclésiastiques le juge ecclésiastique en connaît en tant que commun et le juge laïque en tant que privilégié ; les crimes purement privilégiés qui sont privativement de la compétence laïque même s'ils sont commis par des ecclésiastiques. Parmi ces derniers le Sénat distingue encore : les cas royaux, les crimes atrocissimes et les crimes qui sans être atroces entraînent déchéance du privilège de cléricature. Les usages sont à peu près les mêmes qu'en France. Les différences portent sur le détail : le Sénat les note soigneusement. C'est ainsi qu'il constate une plus grande facilité de la jurisprudence et des édits du royaume T. C. à transformer en cas royaux ou en délits purement privilégiés certains crimes et délits, surtout depuis les ordonnances de Louis XIV. Les usages de Savoie ont donc un peu plus de respect pour la compétence du juge d'église. C'est le cas par exemple pour les délits de trouble au service divin, l'inceste, etc... Il y a quelquefois simple nuance : on admet plus aisément en France que certaines circonstances donnent au délit le caractère de cas royal alors que la jurisprudence de Savoie est plus sévère pour l'admission de ces circonstances aggravantes.*

Le juge ecclésiastique quand il est seul compétent doit procéder conformément aux usages du Sénat sous peine d'abus. Tel est le principe. Le juge d'église peut donner des lettres citatoires ou des citations personnelles sans autorisation séculière conformément à l'usage de France. Mais s'il s'adresse à un

sergent royal, pour leur exécution il doit recourir à la clause « en aide de droit ». Le juge d'église peut délivrer des lettres réelles ou de prise de corps sans permission séculière. Car l'église n'a pas de territoires; tel est l'usage de France; enfin « en cas que le délinquant ne puisse être appréhendé, on devrait procéder contre lui par citation à son de trompe et de cri public par les carrefours, puis par saisie ». Or le juge d'église n'y pourrait procéder sans permission du Sénat.*

Quand le juge ecclésiastique n'est pas du ressort du Sénat il doit y déléguer un commissaire. Il ne peut faire aucune distraction des sujets du Roy sans en demander la permission. C'est pourquoi la Cour de Rome est obligée de donner des commissaires *in partibus* pour juger des causes de sa compétence. Mais le principe subit une importante dérogation en faveur des métropolitains de France.

Les mêmes principes déterminent en France et en Savoie les peines que le juge ecclésiastique peut imposer : liberté du juge d'église pour les peines spirituelles; étroite limitation pour les temporelles. Le juge ecclésiastique ne peut pas condamner à une peine de sang, ni aux galères, ni à l'emprisonnement, ni à la confiscation. Il peut condamner à l'amende : il ne peut appliquer cette amende ni à lui-même ni à l'évêque, mais seulement à des œuvres pies : car remarque le Sénat, l'interprétation de la constitution d'Alexandre III est en Savoie la même qu'en France. Le juge d'église peut également condamner aux dépens; mais le Sénat décide avec la majorité des auteurs français qu'il ne saurait condamner à des dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont une question de fait et la connaissance en appartient au juge laïque.

Pour faire payer les amendes, dépens, peines pécuniaires, auxquels il a condamné, le juge l'église ne peut recourir ni à la saisie, ni à l'emprisonnement, mais seulement aux censures. Si les censures ne suffisent point il doit implorer le bras séculier.

« La forme de procéder contre les ecclésiastiques en fait de crimes communs privilégiés » ne présente point de particularités notables : la parallélisme entre les usages de France et de Savoie est à peu près complet, car l'article 2 du règlement du Sénat de 1685 « de la forme de procéder contre les ecclé-

siastiques ès-crimes atroces et privilégiés » est tiré de la pratique de France. Et les déclarations de Louis XIV de 1678 et 1684 sur l'instruction à poursuivre conjointement par les deux juridictions dans les crimes communs privilégiés est conforme aux anciens usages de Savoie.*

Le Sénat étudie ensuite « l'action personnelle contre les clercs dans la cour laïque et en cause civile ». En Savoie comme en France, sont considérés comme clercs tous ceux qui sont liés aux ordres sacrés, « mais à l'exclusion des clercs mariés, de ceux qui sont simplement voués au service d'un monastère sans en prendre l'habit, des clercs dégradés, des notaires apostoliques, des laïques même prébendés au service des églises ou cours ecclésiastiques ». Les usages de Savoie ne diffèrent nullement de l'ordonnance de Moulins de 1566, ni de la déclaration du Roy T. C. de 1571.**

En matière civile purement personnelle, les clercs ressortissent régulièrement par devant le juge ecclésiastique. Cités en Cour laïque, ils ne sont pas obligés d'obéir même pour opposer incompétence et ils ne peuvent être condamnés par contumace que « si leur qualité d'ecclésiastiques ne conste pas manifestement ». Ils ne pourraient même pas déroger volontairement à la juridiction ecclésiastique en comparaisant devant le juge laïque; la sentence ainsi rendue serait nulle, même par rapport aux dépens.

Mais il est de nombreux cas où le clerc peut être convenu en matière civile par devant le juge laïque. Il peut l'être en matière d'actions mixtes, d'actions féodales, de garantie; il peut l'être aussi en matière de reconnaissance de cédule : car selon les usages de France et de Savoie le juge ecclésiastique ne peut attribuer de droits réels sur des choses profanes et temporelles. Le clerc ressortit également à la cour laïque en matière de restitution contre les actes et les contrats : car les contrats et actes profanes ne tirent leur force que de la loi civile et on ne saurait citer une personne par devant le juge d'église en telles matières sous prétexte que le serment leur donne force et validité. Par ailleurs, la compétence des notaires apostoliques est limitée aux matières purement spirituelles. Et tous les actes profanes qu'ils pourraient dresser même entre ecclésiastiques seraient réputés nuls et sans effet.

Recueil de la Pratique. Chap. 5.

Recueil de la Pratique. Chap. 6.

Le clerc est justiciable des tribunaux laïques à raison de fonctions qu'il a assumées : tutelles, curatelle, administration de deniers publics, etc...

En matière d'impositions, enfin, les tribunaux séculiers sont toujours compétents, même à l'égard des clercs. Car les taxes et impositions sont établies dans l'intérêt public et les ecclésiastiques n'y sont point tenus comme clercs, mais comme citoyens de l'Etat et sujets du Roy.

Le juge d'église n'a aucune compétence en matière personnelle à l'égard des laïques. Le principe est clair. Il souffre deux exceptions : le mariage et le pétitoire des choses ecclésiastiques.

En France on distingue les promesses de mariage en pubères fils de famille et impubères d'une part et entre toutes autres personnes d'autre part. La disposition du Concile de Trente n'exigeant point le consentement des père et mère « nécessairement » est reçue dans le Duché. On ne fait donc point la distinction. Mais en Savoie comme en France le juge d'église ne connaît que de l'accomplissement des promesses de mariage ou de leur solution. Il ne peut condamner à aucun dommage, ni obliger à doter la fille à laquelle on a manqué de parole. En effet, dot et dommage sont temporels et étrangers aux sacrements.*

Le juge ecclésiastique dira donc : « Nous l'avons condamné à l'épouser si mieux il n'aime la doter ou la dédommager ». Le juge laïque dira au contraire : « Nous l'avons condamné à doter ou à dédommager si mieux il n'aime l'épouser ».

Le juge d'église est compétent sur la question de validité de mariage, même si elle est incidente à un procès civil. Il connaît également du divorce mais seulement quant aux personnes ; il ne peut connaître de la séparation de biens.

Le Sénat traite ensuite « de la juridiction laïque en action réelle contre les ecclésiastiques et de la juridiction ecclésiastique sur les choses ecclésiastiques ». Il distingue les biens patrimoniaux et les biens ecclésiastiques proprement dits. En Savoie comme en France c'est un principe que les ecclésiastiques ressortissent à la cour laïque tant au possessoire qu'au pétitoire par rapport à leurs biens patrimoniaux. « Car tels biens sont de la juridiction dominante et universelle du Roy ». **

Le Sénat divise les biens ecclésiastiques en biens spirituels et biens corporels de l'Eglise.

Le pétitoire des biens spirituels qui sont « les bénéfices au sens large du mot » appartient au juge d'église. Mais le possessoire en appartient privativement au juge laïque, « ce qui s'entend en ce pays de la maintenue en possession et de la réintégrande mais non de la mise en possession qui tient de trop près au pétitoire ». Car la possession est chose temporelle. « Cet usage est en Savoie si ancien et si invétéré que les prélats eux-mêmes l'ont reconnu. » Les dîmes laïques ainsi que le droit de patronage laïque sont toujours de la connaissance du juge séculier.

« Quant aux biens temporels et profanes, quoique servant « à composer le revenu d'un bénéfice tels que fonds de terre, « bâtiments, rentes, fiefs, juridiction temporelle et autres sem-
« blables compris même dans cet article les biens de commu-
« nauté religieuse et hôpitaux, toutes ces choses sont de la
« connaissance du juge laïque. Car tels biens sont sous le
« domaine universel du Roy et sont sous sa juridiction ».

La procédure en cour laïque dans le possessoire des choses ecclésiastiques est étudiée ensuite par le Sénat. Le juge laïque est seul compétent dans le possessoire des choses ecclésiastiques « quelque spirituelles qu'elles soient ». Deux procédures sont en usage : le plein possessoire « qui est souvent trop long
« et trop délicat à régler sans nuire à la continuité du service
« divin qui importe grandement » et la récréance qui est un possessoire provisionnel souvent introduit dans les cas urgents jusqu'à la décision du plein possessoire.*

La possession est adjugée à celle des parties qui paraît avoir le plus de droit. C'est pourquoi bien qu'incompétent au pétitoire, le juge laïque décide du possessoire comme s'il devait juger au fond. Il se sert des lois canoniques telles que les règles de chancellerie mais seulement de celles qui sont reçues en Savoie. Pendant l'instance au possessoire il n'est pas permis de contester au pétitoire par devant le juge d'église conformément aux usages de France.

Le Sénat parle très longuement des appellations comme d'abus. Il fait l'historique de l'appel comme d'abus qui a été introduit en Savoie au xvi^e siècle en même temps qu'en France,

prétend-il. Il y a une erreur de sa part : ou l'appel comme d'abus est plus ancien en Savoie qu'il ne le pense; ou il y a été introduit bien plus tard qu'en France.*

Le Sénat défend la vertu de l'appel comme d'abus contre les plaintes des ecclésiastiques qu'il estime injustifiées. Il rattache cette procédure aux libertés de l'église gallicane. Il lui réserve toutes ses faveurs et la fonde également sur le bon sens, sur l'équité, sur les livres saints, sur l'intérêt de l'Etat et sur le bien de l'Eglise.

L'appel comme d'abus joue un rôle considérable dans le maintien des usages. Le clergé reproche souvent au Sénat de le détourner de son but et de chercher à réduire par ce moyen la compétence légitime de la juridiction ecclésiastique. Certains évêques et vicaires généraux s'en plaignent à TURIN : ils prétendent que le Sénat par une admission trop facile des appellations comme d'abus s'ingère dans les choses de pure spiritualité; que la juridiction épiscopale en est rendue impuissante et sans effet; que l'autorité des supérieurs sur les ecclésiastiques devient une illusion et que les clercs les moins scrupuleux en profitent ce qui aggrave le mal. Le Roy, à plusieurs reprises, rappelle au Sénat le rôle et le but des appellations comme d'abus : « L'injustice de la cour ecclésiastique doit
« être réparée par le juge d'appel ecclésiastique et jamais par
« vous au moyen de l'appel comme d'abus, lequel a simplement
« été introduit pour contenir dans ses bornes la juridiction
« ecclésiastique et conserver les droits du prince et ceux de
« l'Etat et non pas pour corriger l'injustice des sentences des
« juges d'église; sans quoi il n'y aurait plus lieu à des appels
« aux juges supérieurs ». Le souverain était sévère, le Sénat
« était bien rarement tombé dans la confusion qu'il lui reprochait. En théorie, il ne faisait jamais cette erreur; il se défendait de l'avoir commise dans ses décrets.

Il y a écrit le Sénat « quatre cas principaux d'abus en
« général, qui sont les sources de tous les autres en particulier » : les entreprises sur les droits du Roy; le mépris des lois; les entreprises de juridiction et les contraventions aux décrets de l'église. En fait, c'est surtout en matière d'entreprises de juridiction et d'entreprises sur les droits du souverain que la jurisprudence est la plus abondante.

Le Sénat est seul compétent pour tout le Duché à cause de l'importance de la matière. L'avocat général y est toujours intéressé; il doit toujours être entendu. Il peut et doit intenter l'appel quand même les parties ne le voudraient pas. Car l'appel comme d'abus n'est jamais couvert par le consentement des parties ni prescrit par aucun laps de temps. Aucune fin de non recevoir n'est admise en matière d'abus.

Les appellations comme d'abus se relèvent par requêtes présentées au Sénat. La requête doit contenir amplement et distinctement les moyens et qualités des procédures abusives « afin que le Sénat sache si l'appel est admissible. Mais quand « on dit que le Sénat doit examiner si l'appellation est admissible, ce n'est pas à dire que cet examen et la réception de « l'appellation en fasse la décision. Il faut que le Sénat délibère « sans délibérer pour ainsi dire, car il se peut que les moyens « d'abus seront faux ou calomnieux ou qu'ils ne seront pas « prouvés, ou qu'ils pourront être détruits par la partie appelée. « Ainsi le Sénat ne fait-il que voir si les motifs d'abus tels « qu'ils furent exposés sont vraisemblablement des motifs « légitimes d'abus parce que ces appellations ne doivent pas « être admises légèrement. Il n'en est pas tout à fait de même « lorsque l'appellation est émise par le procureur fiscal général « car ordinairement, en tenant son abus pour dûment relevé, « on y fait droit sans autre formalité : car il doit toujours avoir « la preuve en mains des motifs de son appellation ».

En suite du décret de réception de l'appel, le greffier doit expédier les lettres d'appellation « sans y faire aucune extension ». « On observe aussi en ce pays, à l'égard de ce qui est émané de la Cour de Rome, que par le respect qui est dû au Saint-Siège, on n'appelle jamais comme d'abus de sa concession ou décision mais seulement de l'impétration ou exécution en rejetant toute la faute sur les parties ».

L'appellation comme d'abus est recevable non seulement contre les actes de la juridiction contentieuse de l'église, mais contre tous actes de juridiction volontaire.

« Par tout ce que dessus, il paraît assez que les juges « ecclésiastiques et prélats sont délicats dans leurs plaintes et « qu'ils n'ont d'autres vues que l'abolition de ce remède contre « leurs entreprises; par où l'on voit l'intérêt qu'il y a à conser-

« ver l'usage des appellations comme d'abus. Ces plaintes
 « quoique mal fondées se renouvellent toujours de temps en
 « temps et lorsque les prélats croient trouver l'occasion favo-
 « rable de venir à bout de leurs desseins... Mais chaque tenta-
 « tive de ce genre donna lieu au Sénat de rendre compte à la
 « Cour... et de remarquer par les plus solides raisons de quelle
 « importance étaient ces appellations pour la conservation des
 « droits de la couronne et l'avantage que non seulement les
 « prélats, mais aussi tous les sujets en avaient tiré... Malgré
 « toutes ces plaintes portées ordinairement pour s'autoriser
 « contre les droits de la couronne sous de spécieux prétextes,
 « le Sénat a continué son zèle et n'est jamais resté en arrière
 « pour s'y opposer. »

« On lit dans le testament politique du Cardinal de Riche-
 « lieu, conclut le Sénat, qu'après s'être beaucoup récrié contre
 « les appellations comme d'abus, comme si par ce moyen
 « l'église était aux fers, il a pourtant été obligé de convenir de
 « leur utilité et de les approuver pourvu, dit-il, que l'on
 « observât quelques règles qu'il a mises en avant :

« *Premièrement* : que l'appel comme d'abus ne fut jamais
 « admis s'il n'était attesté de l'abus par trois avocats;

« *Secondement* : qu'en matière de discipline ecclésiastique
 « il n'eût aucun effet suspensif;

« *Troisièmement* : que les chefs fussent distingués et que
 « le droit fut rendu expressément sur chacun;

« *Quatrièmement* : que ces causes fussent jugées préféra-
 « blement aux autres pour ne pas retarder la juridiction ecclé-
 « siastique;

« Enfin, que les succombants fussent bien amendés et
 « condamnés aux dépens.

« Or, comme tout cela s'observe en Savoie, il s'ensuit que
 « de l'aveu de ce Cardinal, on doit en continuer l'observation ».

Le Sénat termine son ouvrage par l'étude de secours mutuel
 des deux juridictions.

La juridiction ecclésiastique porte secours au tribunal
 laïque par le permis de citer les ecclésiastiques en justice et
 par le monitoire. *

Les ecclésiastiques doivent témoigner en cour laïque quand
 ils en sont requis. Quand ils veulent être autorisés par leurs

supérieurs, le juge laïque exhorte ces derniers à donner leur permission, au besoin par réduction de leur temporel. Une fois l'autorisation obtenue, le religieux qui refuserait de témoigner pourrait y être contraint. En France on n'exige même pas cette formalité pour exercer la contrainte.

Le Sénat distingue les monitoires à fin de preuves et les monitoires à fin de simples révélations. Pour demander un monitoire à fin de preuves, la permission du juge laïque est nécessaire à peine pour celui qui aurait impétré le monitoire sans permission de 500 livres d'amende et d'abus pour l'autorité ecclésiastique qui l'aurait délivré. L'usage est le même en France.

Le monitoire étant le préparatoire de l'excommunication, on n'y doit avoir recours que dans l'extrémité et à défaut de tout autre moyen; mais après que le juge laïque a accordé la permission de l'impêtrer, l'autorité ecclésiastique peut être contrainte par amende à le délivrer. Certains auteurs parmi les plus graves et particulièrement le Président Favre, ont prétendu que le Sénat ne doit pas procéder à une telle contrainte s'agissant de crimes punissables de sang, pour épargner à l'ecclésiastique qui le délivrerait les censures et irrégularités canoniques. Mais l'usage est contraire, en Savoie aussi bien qu'en France. Il est d'ailleurs loisible à l'autorité ecclésiastique de faire les protestations accoutumées par lesquelles elle s'exempte de toute participation à l'effusion de sang; elle peut également recommander au juge laïque de ne point condamner à une peine de sang, ce qu'elle fait toujours bien qu'elle connaisse la vanité de cette prière.

Quand le monitoire n'est qu'à fin de simples révélations la permission du juge laïque n'est point requise. Cette autorisation est cependant nécessaire dans deux cas : lorsque le monitoire est impétré en cour de Rome, aucune lettre de Rome ne pouvant être publiée sans permission et lorsqu'il est impétré avec la clause « sans excepté personne », car le monitoire ne peut, en principe, être impétré qu'avec la clause « Le Conseil et la partie exceptés ».

En France l'usage est un peu différent : l'impétration de tous les monitoires sans exception doit être autorisée par le

magistrat, quand la matière sur laquelle on veut la révélation est profane.

Cette différence en entraîne une autre. Lorsqu'en Savoie il survient une opposition à un monitoire à fin de révélations c'est le juge d'église qui est compétent pour en connaître; sauf si le monitoire a été impétré en Cour de Rome ou qu'il porte la clause « sans excepter personne » : car le juge laïque a connaissance dans ces deux cas. En France, cette distinction n'a pas lieu puisque l'autorisation du juge laïque est toujours requise.

L'autorité séculière vient au secours de la juridiction d'église par l'impartition du bras séculier. « Nous ne parlons
« pas ici de cette puissance que les princes ont pour le maintien
« de l'église et de la religion, pour la discipline et police exté-
« rieure de l'église, puissance reconnue par les canons et les
« anciens statuts de Savoie et qu'ils peuvent exercer de plein
« droit sans en être requis par les évêques; mais nous parlons
« de ce recours que le juge laïque doit à l'ecclésiastique quand
« il implore son secours pour l'exécution de ses décrets, ordon-
« nances et jugements afin qu'ils puissent sortir leurs effets.
« Car le juge ecclésiastique ne dispose que de censures et le
« condamné peut les mépriser, ou encore l'ecclésiastique peut
« se révolter contre son supérieur ». La liste des cas où le bras séculier doit venir en aide au juge d'église n'est pas limitative. Ce secours doit être accordé toute les fois que les lois ou les usages ne s'y opposent point. « Il doit être refusé quand les décrets, lettres, sentences de la cour d'église contiennent quelque chose de contraire à l'intérêt public ou aux droits du Roy; quand il y a entreprise sur la juridiction laïque; quand les édits et règlements n'ont point été observés, ou encore quand ces décrets, ordonnances et lettres n'ont point été compétemment rendus. Bien loin d'accorder son secours, le Sénat devrait alors casser ces décrets par la voie de l'appel comme d'abus ».

Le magistrat dont on implore le secours ne doit point connaître de l'iniquité commise par le juge ecclésiastique sur le fond et mérite du principal. « Néanmoins il y a une espèce
« d'iniquité qui oblige le magistrat à refuser son secours,
« savoir : lorsque le décret contient une évidente oppression

« d'un sujet laïque ou ecclésiastique du Roy. » Le magistrat devrait alors prendre la défense de l'opprimé.

Lorsque sa sentence est complètement rendue, le juge d'église peut la faire exécuter sans permission dans l'enceinte de son palais. Un abbé ou un supérieur d'ordre peut de même faire exécuter sa sentence dans l'enceinte de son abbaye ou couvent. Mais le juge d'église ne peut en principe exécuter ses décrets hors l'enceinte de son tribunal. Il faut cependant distinguer : s'il s'agit de décrets préparatoires, de lettres citatoires par exemple, on admet que le juge ecclésiastique peut les faire exécuter hors l'enceinte de son palais sans permission. Mais pour ses sentences définitives, le juge d'église ne peut délivrer qu'un simple commandement de satisfaire à peine de censures. S'il veut recourir à la contrainte sur la personne ou sur les biens des ecclésiastiques, il doit implorer le bras séculier.

Le Sénat confesse qu'il ne peut s'ingérer dans les questions de maintien de la discipline des clercs. « Il faut bien distinguer, » dit-il, les crimes au sens strict, de la mauvaise conduite, vie « peu édifiante, négligences, scandales sans trouble de l'ordre « public. La loi civile ne châtie pas ces mauvaises mœurs. C'est « pourquoi la correction des mœurs ecclésiastiques appartient « uniquement aux supérieurs ecclésiastiques et le juge laïque « ne doit point s'en mêler sous prétexte de scandale ». Cependant, ajoute immédiatement le Sénat, « on ne saurait tolérer « que les laïques soient scandalisés par les ecclésiastiques, ainsi « que le dit Président Favre et c'est pourquoi il est quelquefois « permis au juge laïque d'user de son autorité sur les mœurs « des ecclésiastiques pourvu que ce soit sans préjudicier à la « compétence du juge d'église ». En fait le Sénat intervient fréquemment en cette matière et il le fait surtout à deux titres :

Il y a scandale public et l'intérêt de la religion comme celui de l'Etat exige des mesures immédiates. Le Sénat exhorte alors l'évêque à intervenir; puis, il intervient lui-même en raison de sa négligence.

Il y a au contraire excès dans les châtiments du clerc coupable. Le Sénat prend alors sa défense car il y a « évidente oppression d'un sujet du Roy ».

L'appel comme d'abus est admis en fait de discipline ecclésiastique et de correction de mœurs; mais en principe il n'a pas

d'effet suspensif. On lui donne cependant cet effet dans trois occasions : lorsque le juge ecclésiastique qui a procédé était notoirement incompétent; lorsqu'il y a excès tendant à l'oppression; lorsqu'enfin l'exécution du jugement serait irréparable selon les lois canoniques et civiles.

Les distinctions et les titres dont le Pape gratifie les ecclésiastiques savoyards font l'objet de l'examen du Sénat. Les sujets du Roy ne peuvent prendre aucun ordre de chevalerie étrangère sauf celle de Saint-Jean de Jérusalem. Un prélat savoyard qu'une Bulle décore du titre de Chevalier de l'Eperon Doré s'entend dire qu'il ne pourra user de son titre ni dans les états de sa Majesté, ni à l'égard de ses sujets. Un clerc est-il honoré du titre et des prérogatives de la noblesse comitale ? Le Sénat ne manque jamais de protester qu'il ne pourra s'en prévaloir que dans les états pontificaux *.

17* Registre des Affaires Ecclésiastiques, B. 1.604 (1740 à 1742).

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES CONTRIBUTIONS DU CLERGÉ. DES IMMUNITÉS DE L'ÉGLISE. DES BIENS DE MAINMORTE.

Le Clergé de Savoie est moins riche que celui de France.

Il n'en possède pas moins une portion importante des biens du pays. Comment résoud-on dans le Duché le problème de la contribution des richesses de l'Eglise aux dépenses publiques ? Comment s'y défend-on contre l'accroissement des biens de Mainmorte ? Ces questions sont liées à celle de l'organisation du Corps ecclésiastique. On recherchera tout d'abord si l'ordre du Clergé possède en Savoie une organisation politique; on étudiera ensuite les matières des Contributions, des Immunités et des biens de Mainmorte.

« La Savoie étant le premier patrimoine des états de nos
« ancêtres, notre autorité qui y a été exercée jusqu'à présent
« est despotique sans qu'elle ait besoin du concours d'aucun
« corps. Lesdits pays sont composés de trois sortes d'habitants
« savoir : d'ecclésiastiques, de nobles et de rôturiers. Les
« premiers qui composent le Clergé, ne peuvent s'assembler
« qu'avec notre permission et les autres ne pouvant former
« aucun corps, il dépend de nous de nous en servir comme
« nous le jugeons à propos ». *

Quand le Roy Victor Amédée II s'exprime ainsi, il y a bien longtemps que le clergé ne s'est pas réuni en Assemblée générale. La dernière réunion des états généraux de Savoie fut convoquée par Philibert-Emmanuel en 1560; et la dernière intervention du corps complet du clergé savoyard paraît bien être celle de 1578.

C'est à propos de subsides demandés par le duc que furent

« Les instructions de Victor-Amédée II sur le gouvernement de son Duché en Savoie en 1721 ». Max Bruchet. Extrait du bulletin historique et philologique de 1900.

réunies et délibérèrent les dernières assemblées du xvi^e siècle. Le duc ne fut point satisfait de leur résultat. Philibert-Emmanuel et ses successeurs résolurent d'organiser seuls leurs finances.

Au surplus le clergé savoyard ne forme pas un corps homogène. Il n'y a pas d'organe commun à tous les diocèses. Sans doute faut-il attribuer cette dispersion à la complexité de la hiérarchie ecclésiastique du pays. On le sait : la Tarentaise est le siège d'un archevêché dont l'évêque d'Aoste est suffragant : c'est le seul groupe qui soit entièrement savoyard. Les évêques de Genève et de Maurienne sont, en effet, suffragants de Vienne; le petit Bugey et le Décanat où se trouve Chambéry la capitale sont sous la juridiction d'évêques et de métropolitains étrangers. Cette situation a manifestement rompu l'unité du clergé de Savoie : il y a un clergé de Maurienne, un clergé de Tarentaise, etc... Soumis l'un et l'autre à la même souveraineté temporelle, au même contrôle du Sénat, ils n'ont point une politique commune, des assemblées communes. On ne croit pas qu'il y ait eu dans tout le cours des xvii^e et xviii^e siècles une seule Assemblée générale du clergé de Savoie; on ne rencontre que des assemblées du clergé de Maurienne ou de Genève ou du Décanat, etc...

Cet état de division peut avoir contribué à renforcer les privilèges ecclésiastiques en certains domaines, particulièrement en matière de contributions. Il n'y a point en Savoie d'équivalent des colloques de Poissy. Sans doute les ecclésiastiques savoyards perdront-ils d'un côté : ils n'ont aucune garantie d'autonomie financière, aucune indépendance dans la perception et répartition des contributions ou subsides. Mais chaque fragment du clergé prétendra qu'il n'a pris et n'a pu prendre aucun engagement. Chaque diocèse se défendra avec opiniâtreté; si bien que la perception de la moindre contribution deviendra pour le Roy une telle source de conflits, de discussions et de marchandages qu'il n'en affrontera pas volontiers les risques. Il est certain que les ecclésiastiques de Savoie versaient à leur souverain, toutes proportions gardées, des contributions beaucoup moindres que n'en payait au Roy très chrétien le clergé de France. Le Roy et ses magistrats confessaient qu'en vertu de leurs privilèges et immunités les

ecclésiastiques peuvent s'assembler et délibérer sur les subsides qui leur sont demandés pour les besoins courants de l'Etat. Victor Amédée II avoue que ses royaux prédécesseurs ont souffert de telles délibérations du clergé et qu'ils ont même sollicité et obtenu du Saint-Siège la permission d'imposer des décimes. Il ne va point cependant jusqu'à convenir ouvertement que le clergé est fondé à ne rien accorder sans avoir demandé l'agrément du Pape, même quand il s'agit de dépenses ordinaires de l'Etat. Mais précisément depuis la fin du xvr^e siècle les ducs de Savoie ont renoncé à demander au clergé des subsides pour les dépenses courantes de l'Etat. Quand ils réclament aux ecclésiastiques une contribution c'est toujours sous prétexte de dépenses extraordinaires ou nécessaires. Pour les dépenses de cette nature, le Roy refuse aux ecclésiastiques le droit de se prévaloir de leurs privilèges; celui de solliciter l'approbation du Saint-Siège; celui enfin de s'assembler pour délibérer sur le principe de la contribution ou sur le bien-fondé de la nécessité invoquée par le souverain. Le Roy permet tout juste aux ecclésiastiques de s'assembler par diocèses pour permettre à l'évêque de rendre son clergé docile et soumis aux ordres du prince.

En 1721 la peste de Marseille qui se propage vers le Nord met les autorités de Savoie en état d'alerte. Le Conseil de santé prend des mesures. Elles coûtent cher. Le Roy décide de faire contribuer les trois ordres à ces dépenses. Le clergé du Décanat et celui du petit Bugey sont les moins récalcitrants. M. de Grenoble se souvient de la contribution fournie par les ecclésiastiques du Dauphiné lors de la grande peste de 1629. Mais les ecclésiastiques des diocèses savoyards protestent : ils invoquent leurs immunités. Ils prétendent ne pouvoir violer les lois canoniques qui leur défendent de concourir à toute espèce de dépenses ordinaires et qui ne les autorisent à contribuer aux dépenses extraordinaires que par un concours libre, délibéré dans une assemblée générale du clergé diocésain, et après avoir obtenu la permission du Pape. Les plus canonistes des ecclésiastiques définissent « l'immunité » et « la liberté du concours ». Ils les font consister essentiellement dans une complète indépendance de toute autorité séculière. *

B. 1.589. 2^e Registre des Affaires Ecclésiastiques (1717 à 1721).

Et B. 1.590 3^e Registre des Affaires Ecclésiastiques (1721 à 1723).

Le Roy et le Sénat s'en tiennent strictement à la distinction entre dépenses ordinaires et extraordinaires. Ils admettent avec quelque réticence les privilèges du clergé pour les premières, mais les nient complètement pour les secondes. Dans le cas de peste menaçante, le Roy est en droit, affirme le Sénat, de taxer les ecclésiastiques sans les consulter et s'il leur permet de s'assembler par diocèses c'est un effet de sa bonté. Sur les instructions du souverain des députés du Sénat sont dépêchés auprès des évêques et leur font connaître la volonté royale : le Roy souffrira des assemblées restreintes dans chaque diocèse; mais elles ne sauraient se constituer juges de « la nécessité »; ni « faire sonner les mots de libertés » en une matière où le Roy a le droit incontestable de taxer sans aucune autorisation ni consultation; ni prétendre s'en rapporter à la décision du Pape.

Le Clergé se raidit dans son attitude, surtout dans les diocèses de Genève, de Maurienne et de Tarentaise. Les assemblées votent des protestations, respectueuses mais fermes. Le Roy décide de faire d'autorité une répartition, de nommer des exacteurs et de procéder au recouvrement de la taxe. Des incidents graves se produisent. Des exacteurs sont excommuniés; des actes de protestation et des ordonnances épiscopales sont cassées sur l'appel comme d'abus du procureur général. La Sorbonne et les juristes français sont consultés. Le Roy et le Sénat tiennent bon : les ecclésiastiques sont contraints de payer. Mais ni le prince, ni ses magistrats ne gardèrent un bon souvenir de leurs démêlés avec les gens d'église. Et on évita à l'avenir de faire valoir les droits du Roy, même dans les cas de dépenses nécessaires, à l'égard des clergés diocésains.

Le Roy et le Sénat ne se résignèrent cependant à cette politique d'abstention prudente qu'autant que le problème se posait de façon générale et intéressait tout le clergé savoyard ou tout le clergé d'un diocèse. Ils ne renonçaient nullement à leurs doctrines dès que la question ne touchait plus que des bénéfices, individuellement. L'Intendant demande aux chartreux d'Aillon leur contribution aux frais de la construction du pont de Moulardier sur la route qui dessert leur abbaye. Ces révérends chartreux refusent-ils de payer en invoquant

leurs immunités ? L'avocat général prend le parti de l'intendant. Ce n'est pas la nécessité qu'il invoque mais seulement l'utilité publique. La nouvelle cent trente et un de Justinien est en vigueur dans le Duché; elle déclare que les travaux d'utilité commune sont des charges dont les biens ne sauraient être exemptés du fait de leur caractère ecclésiastique. Elle cite expressément la construction des ponts. Car l'exemption prévue par ce souverain, protecteur déclaré des églises, ne vise que les charges sordides et mécaniques. C'est à tort que les chartreux invoquent l'édit de 1584 plusieurs fois confirmé depuis lors; cet édit exempte les ecclésiastiques de la taille pour les biens d'ancien patrimoine, mais il ne concerne nullement les dépenses nécessaires ou d'utilité commune. Ce système est conforme au droit canon, affirme l'avocat général; mais y serait-il contraire c'est une maxime d'état dans le duché de Savoie qu'en matière profane et temporelle c'est la loi du souverain et le droit civil qui lui doivent être préférés.*

Les seuls biens d'ancien patrimoine de l'église jouissent de l'exemption des tailles. L'édit du 27 mars 1584 prive de cette exemption tous les futurs acquets de l'église en limitant le privilège des ecclésiastiques « aux anciens biens du patrimoine d'église et dépendant de leurs prélatures, chapitres, monastères, églises et bénéfices ».

A l'occasion de la contribution aux frais de sauvegarde contre le danger de peste en 1721, Madame l'Abbesse de Saint-Pierre de Moutiers fait observer que tous les biens de son monastère sont taillables comme ne faisant point partie de l'ancien patrimoine; qu'elle a par conséquent déjà payé le demi-quartier et quart augmenté à la taille ordinaire pour frais de santé; que c'est donc à tort que l'arrêt du Sénat ordonnant exaction de la contribution lui a été signifié.**

Au cours du XVIII^e siècle les idées nouvelles reçurent souvent dans le Duché une consécration légale avant la révolution française. On procède avec calcul et sagesse quand on cherche seulement à réaliser un bon gouvernement et qu'on ne se pique point de faire une révolution : l'édit du 18 juin 1783 prend à l'égard des privilèges anachroniques des biens d'église une mesure qui les réduit sensiblement sans rompre cependant avec le passé. On distingue parmi les biens d'ancien patri-

22° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.610 (1758 à 1762).

3° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.590 (1721 à 1723).

moine ceux qui font partie de la dot des bénéfices cures et ceux qui n'en font point partie. On laisse aux premiers le privilège de l'exemption intégrale; on soumet les autres aux deux tiers des impositions. L'évolution eut sans doute continué si la révolution n'était survenue. *

Le problème des biens de mainmorte ne reste point étranger au pouvoir laïque. On discerne une triple réglementation.

L'établissement de toute nouvelle communauté doit être autorisé par le Sénat. On a vu que cette cour discute âprement l'introduction des communautés nouvelles; et qu'elle cherche au moins à fixer d'étroites limites aux richesses que ces communautés pourront posséder, allant même quelquefois jusqu'à entrer en conflit avec les dévotes régentes du xvii^e siècle. La Maison religieuse devient-elle trop riche ? L'avocat fiscal général demande au Sénat un arrêt prescrivant à cette communauté « de vider ses mains des biens et rentes « qui excèdent ce qui lui est permis par son arrêt de réception ». Mais cette limitation ne touche que les communautés de fondation récente ou nouvelle. **

On limite le montant de la dot des religieuses quelle que soit la date de fondation de leur couvent. Les édits et les arrêts généraux distinguent la dot proprement dite, le trousseau, les frais de noviciat : le tout ne peut excéder cinq mille florins. ***

Enfin les religieux et religieuses profès sont frappés de mort civile. Ils sont exclus des successions *ab intestat*, incapables de tester ou de disposer de leurs biens par actes entre vifs ou de dernière volonté et de recueillir aucunes successions testamentaires échues ou à échoir. Les religieux sont habiles à tourner les édits. Les Jésuites se distinguent par leur subtilité : il y a vœux et vœux dans leur compagnie. Victor Amédée II dans son édit du 3 mai 1702 précise avec audace la réglementation : tout individu des deux sexes qui a porté pendant six ans l'habit d'un ordre quelconque, n'eut-il fait que des vœux simples, n'en eut-il même prononcé aucun, est frappé de mort civile et devient incapable de rentrer dans ses propres biens. Le Roy cite expressément la compagnie de Jésus. Les Jésuites font à Rome des démarches. Les Sénateurs

Chanoine Rebord : Gerbe de notes et de documents. Annecy : 1922.
Recueil de la Pratique. B. 1.627.

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.082 (1700 et 1701).

soutiennent le Roy. On consulte les docteurs et les jurisconsultes de France. L'Edit définitif porte que les religieux ne pourront ni tester ni succéder après « leurs premiers vœux... à moins que lesdits vœux ne fussent déclarés nuls par suite d'une réclamation faite dans les cinq ans ou résolus dans le même temps ». On dit que les Jésuites ressentirent bien de l'amertume à la lecture de cet édit dans sa rédaction finale et que leur influence ne fut point étrangère à l'aigreur des relations entre Rome et Turin dans les années suivantes. Cette législation trouve aussi son application en cas de sécularisation. Le Sénat est très ferme sur la maxime gallicane qui n'étend point les effets de la sécularisation aux choses temporelles et interdit à l'ancien régulier de rentrer dans ses biens. Il faut assurer le repos des familles. Il importe que les règles du droit civil ne puissent être bouleversées par des décisions canoniques. *

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES RELATIONS ENTRE LE CLERGÉ DE SAVOIE ET LE CLERGÉ DE FRANCE.

Les rapports entre l'Eglise de France et celle de Savoie ne sont point seulement d'essence immatérielle. Comme il y a des influences de doctrine et de droit il y a des rapports de voisinage et de juridiction; toujours dans le même sens : de France en Savoie. Deux archevêques français et deux évêques de France exercent en Savoie leur juridiction. On voisine entre ecclésiastiques français et savoyards. La plus grande partie des Maisons religieuses de Savoie dépendent d'abbés généraux français et de provinciaux de France.

Du côté du Piémont, on rencontre bien des barrières : les monts, les usages, le droit, les traditions, la langue, sans doute aussi les goûts et le tempérament. Du côté de la France, il n'y a guère qu'une frontière politique que n'épousent même pas les limites des provinces et des diocèses. On verra dans ce chapitre comment sont accueillis en Savoie les ecclésiastiques français; on étudiera dans quelles conditions les supérieurs d'ordre de France exercent leur juridiction sur leurs Maisons savoyardes; on examinera les problèmes soulevés par l'extranéité de Messieurs de Vienne et de Besançon, de Grenoble et de Bellay et pour clore cette étude, on retracera les circonstances de l'érection de Chambéry en évêché.

- I. — *Indigénat.*
- II. — *Supérieurs et Visiteurs d'ordres.*
- III. — *MM. de Vienne et de Besançon.*
- IV. — *MM. de Grenoble et de Belley.*
- V. — *Erection de Chambéry en évêché.*

I. — Indigénat.

L'indult de Nicolas V comportait déjà une clause d'indigénat. Le Pape s'y réservait la nomination aux bénéfices n'ayant point dignité épiscopale et jusqu'alors pourvus par lui; mais il n'y pouvait nommer des étrangers sans l'agrément du Duc.

Les rapports du Duché étaient si étroits avec la France et surtout avec le Dauphiné, les pays de l'Ain, la Bresse, le Bugey, qu'en vertu de traités ou d'usages on admit des sujets du Roy très chrétien à posséder des bénéfices en Savoie. Un traité en bonne et due forme prévoit expressément que les Dauphinois pourront posséder des bénéfices savoyards et réciproquement que les Savoyards pourront posséder des bénéfices en Dauphiné. Pour les pays de l'Ain, la Bresse, le Bugey, l'article 21 du Traité de Lyon se borne à sauvegarder les droits des collateurs français qui auraient en Savoie des bénéfices de leur collation et réciproquement. Il n'est point parlé de nationalité des bénéficiers. En fait, il y a beaucoup d'ecclésiastiques natifs du pays de Gex, de la Bresse, du Bugey, etc... qui sont pourvus de bénéfices en Savoie. Le Sénat n'y fait point d'objection et il semble qu'il étendrait assez volontiers cette faveur à tous les ecclésiastiques français sans distinction de province. Mais les autorités de France appliquent aux Savoyards et avec rigueur la règle « nul ne « peut posséder de bénéfices en France s'il n'est sujet du Roy « ou pourvu de lettres de naturalité ». Dans les cas même où un traité admet expressément les Savoyards à la possession de bénéfices français, les sujets du Duc en tirent peu de profit. Le Roy Victor Amédée II attire souvent l'attention du Sénat sur cet état de choses; il lui fait observer qu'il y a beaucoup de français qui possèdent des bénéfices en Savoie mais que la réciproque n'est point vraie; que Monsieur de Grenoble remplit les bénéfices du décanat de prêtres Dauphinois; mais qu'il ne nomme que bien rarement des Savoyards dans les bénéfices du Dauphiné; que Monsieur de Bellay nomme en Savoie beaucoup de prêtres natifs de son diocèse de France; qu'il n'est pas jusqu'aux évêques nationaux du Duché qui remplissent leurs cures de prêtres français. Le Sénat devra

donc se montrer moins accueillant; il devra toujours consulter le Roy quand un étranger — un Français pratiquement — sera pourvu d'un bénéfice en Savoie. * - **

En fait on continua à recevoir les ecclésiastiques originaires des provinces françaises du voisinage. Quand il n'y avait pas de traité et qu'il s'agissait d'une tolérance on insérait dans le décret autorisant l'exécution des provisions « que cela ne tirait point à conséquence pour d'autres cas semblables ».

Pour les Français originaires de provinces lointaines, on fit par contre jouer à plusieurs reprises la règle de la réciprocité en refusant d'enregistrer les lettres d'institution. Il est visible cependant que les initiatives qui troublèrent les anciens usages de bon accueil et de bon voisinage vinrent non pas de Savoie, mais de France.

Le Sénat veille à ne point laisser les abus s'introduire. S'il montre de l'inclination à enregistrer les provisions que lui présentent des Français pourvus à des bénéfices Savoyards, il faut que ce soient des ecclésiastiques véritables. C'est ainsi qu'il retient les provisions du Chevalier de Malte J.-J. de Seyssel se disant chevalier non profès, clerc tonsuré du diocèse de Malte et lieutenant de vaisseau au service de France, département de Toulon, où il demeure. « Il convient, dit le Sénat, « de ne pas laisser s'introduire de semblables exemples quoique « reçus en France et d'admettre des ecclésiastiques de cette « espèce, officiers dans les troupes, à posséder des bénéfices. « Il n'y a pas en Savoie de lois qui le permettent et les conséquences se font assez apercevoir ». ***

II. — Supérieurs et Visiteurs d'ordres.

Nombreuses sont en Savoie les Maisons religieuses soumises à la juridiction d'abbés généraux ou de provinciaux étrangers : Citeaux, Cluny, Augustins réformés de France, ordre de Saint-Ruf, ordre de Saint-Antoine de Viennois, Carmes, Jésuites, Célestins, presque tous ces abbés étrangers sont Français.

« Aucun religieux étranger ne peut prendre l'administration de couvents, de monastères, de collèges ou maisons

B. 1.597. 10^e Registre des Affaires Ecclésiastiques (1732).

B. 1.601. 14^e Registre des Affaires Ecclésiastiques (1736).

26^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.613 (1768 à 1772).

« religieuses, ni la supériorité actuelle ou de visite confiée
« par les chapitres généraux ou provinciaux ou par les défi-
« nitaires sans avoir obtenu le placet du Roy enregistré au
« Sénat ». Tel est du moins le principe; il importe que ces
activités extérieures à l'état ne portent point atteinte aux
droits de la couronne. *

Les couvents savoyards doivent présenter à l'exéquatur les règles et constitutions nouvelles rédigées par le chapitre général de leur ordre tenu hors des états; ils doivent présenter également les déclarations des définitaires généraux. Et le Sénat y apporte telles modifications ou y fait telles réserves que de raison. L'autorisation du Sénat est nécessaire pour les autres actes de juridiction des supérieurs étrangers : nomination à bénéfices claustraux, tenue de chapitre, juridiction contentieuse, etc... Les entreprises des supérieurs étrangers sont réprimées avec vigilance par le Sénat. Le 23 janvier 1726, le souverain fait compliment à ses magistrats d'avoir empêché un révérend visiteur de Cluny de visiter des établissements religieux et même de simples prêtres qui ne semblaient nullement soumis à la juridiction de cette Abbaye, mais bien plutôt à celle de l'évêque diocésain. En 1703, on refuse à l'abbé de Saint-Ruf de Valence de faire aucun acte de juridiction, ni aucune visite dans l'abbaye d'Entremont; et on défend aux religieux de cette abbaye de recevoir sa visite ni de reconnaître sa juridiction prétendue et étrangère. Le révérend abbé de Saint-Ruf ayant établi ses droits, on devait plus tard revenir sur cette décision. C'est le droit de visite qui pose les questions les plus quotidiennes; les registres des affaires ecclésiastiques sont remplis de décrets autorisant des visiteurs étrangers à remplir leur mission. Il va sans dire que si la plupart de ces visiteurs sont français il s'en trouve d'autres pays et que pour tous, y compris les Piémontais, l'autorisation du Sénat est indispensable. **

Le souverain et le Sénat soutiennent les droits des abbés savoyards avant juridiction sur les maisons religieuses de leur ordre dans le Duché. En vertu de très anciens usages, l'abbé de Tamié est vicaire général de Cîteaux en Savoie. Cet abbé obtient donc sans difficulté l'agrément royal et l'autorisation du Sénat pour l'exécution de ces provisions de vicaire général.

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.088 (1715 à 1717).

27^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.614 (1773 à 1776).

Mais si l'abbé général de Citeaux délègue des pouvoirs sur les maisons cisterciennes de Savoie à quelqu'autre ecclésiastique même savoyard, le Sénat réserve toujours les droits de l'abbé de Tamié au Vicariat général. Quand l'abbé de Tamié reçoit « commission de visiter les monastères et d'y « faire les règlements que les visiteurs et vicaires doivent « faire tant de droit que de coutume », le Sénat proteste : cette simple commission de visite donnant à l'abbé de Tamié des droits moins étendus que ceux qu'il tient des usages, lui semble attentatoire aux prérogatives de cet abbé. Il n'accorde l'exéquatur qu'avec la protestation « qu'on ne puisse jamais « induire... aucun préjudice à la possession dans laquelle « sont les abbés de Tamié d'être visiteurs et vicaires généraux « de l'ordre de Citeaux ». *

Le Roy consent aux accommodements nécessaires pour le maintien du bon ordre et de la discipline. Sur la demande que lui présente l'abbé de Clervaux il permet que le général de l'ordre place en qualité de prieur officier et confesseur des religieuses dans les maisons cisterciennes de Savoie des sujets savoyards ou français indifféremment. Il donne au Sénat des instructions dans une lettre du 5 juin 1737 pour accorder sans difficultés le *pareatis* aux prieurs officiers et confesseurs quoique étrangers pour le libre exercice de leur fonction. **

En général les visiteurs étrangers demandent l'autorisation d'accomplir leur mission directement à Turin; ils présentent ensuite au Sénat, avec leurs lettres de commission, le placet royal. Mais le visiteur peut suivre la procédure habituelle en telles matières : présenter ses lettres au Sénat qui, après avoir consulté son souverain s'il l'estime nécessaire, enregistre la commission. Le procédé est exceptionnel en pratique; il est parfaitement régulier.

Le Roy et le Sénat accueillent avec plaisir la création de province ou de custodie dans le Duché. C'est ainsi que depuis 1729 environ, l'observance régulière des religieux de Saint-François est constitué en custodie en Savoie, la custodie de Saint-Maurice.

Le révérend père Custode reste il est vrai sous la juridiction du général de l'ordre; il continue à présenter à l'exéquatur toutes les lettres qu'il reçoit de Madrid, s'agit-il seule-

20° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.607 (1750 à 1730).
B. 1.602. 15° Registre des Affaires Ecclésiastiques (1736 à 1739).

ment de lettres pastorales, ou même de simples lettres commissoriales pour présider un chapitre de la custodie; on voit donc que l'obédience du Custode à son général reste bien étroite. Il y a cependant une circonscription savoyarde ce qui est visiblement du goût du Sénat comme du Roy. La création de provinces d'ordre limitées au territoire du Duché resta exceptionnelle; elle porta sur des ordres italiens ou espagnols; on n'a point relevé le fait pour un ordre français. On peut douter que le Roy et le Sénat aient eu à ce sujet une politique et qu'ils aient fait un effort systématique pour l'établissement de provinces savoyardes. Ils ne tirent même pas partie des occasions qui se présentent pour supprimer les liens d'obédience directe des maisons savoyardes aux ordres français. Quand la bulle du 17 décembre 1776 unit l'ordre de Saint-Antoine de Viennois à celui de Malte elle prévoit que les biens, maisons et revenus de cet ordre situés en Piémont seront unis à l'ordre militaire des St-Maurice et Lazare; et elle laisse au Roy le soin de décider si les Maisons biens et revenus de Saint-Antoine situés dans le Duché seront unis à l'ordre des Saint-Maurice et Lazare ou à celui de Malte. Répondant à la supplique du Grand Maître de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, le Roy déclare : « Le vrai intérêt qu'à l'exemple de nos « royaux prédécesseurs nous prenons à tout ce qui peut être « à l'avantage d'un ordre si bien méritant de la chrétienté « et de l'état nous a déterminé à lui donner dans cette occa- « sion un témoignage public de notre estime et bienveillance « particulière, à ces causes... par les présentes nous déclarons que notre intention est que la Maison de St-Antoine de Chambéry avec les droits, biens et revenus en dépendant s'entende et soit en effet unie à l'avenir et incorporée à l'ordre de St-Jean de Jérusalem... et mandons à notre Sénat de Savoie de faire registrer les présentes patentes ». *

III. — MM. de Vienne et de Besançon.

L'archevêque de Vienne a deux suffragants savoyards, les évêques de Genève et de Maurienne. Il est aussi métropolitain du décanat, le diocèse de Grenoble faisant partie de sa pro-

vince ecclésiastique. La plus grande partie du Duché est donc sous sa juridiction métropolitaine. Il exerce des droits de juridiction volontaire et de juridiction contentieuse.

Un bénéficiaire se voit-il refuser des lettres d'institution ? Il est rare que l'évêque refuse à tort d'accorder l'institution bien que le cas se présente parfois; mais cela se produit souvent pendant la vacance du siège épiscopal : la bonne harmonie ne règne pas toujours entre les vicaires généraux et des factions se forment quelquefois dans le chapitre de la cathédrale. L'archevêque ayant constaté que l'impétrant a été canoniquement pourvu lui donne lui-même les lettres d'institution. Les provisions accordées par l'évêque de Genève ou de Maurienne n'eussent point été présentées au Sénat. C'étaient lettres de cours ecclésiastiques savoyardes. Les provisions de l'archevêque ne pourront point être exécutées avant d'avoir obtenu l'exéquatur. *

Le Sénat n'admet pas que le métropolitain porte atteinte à la juridiction diocésaine. L'évêque, sur la sentence de son official, a prononcé une union de bénéfices. L'official métropolitain, sur l'appel des parties en cause, infirme-t-il le jugement et prononce-t-il la désunion des bénéfices unis ? Il a passé les bornes de sa juridiction. Il devait se contenter de prononcer sur le mal jugé et c'est l'évêque diocésain qui avait compétence pour prononcer la désunion. Ce n'est que sur le refus de ce dernier qu'on eut pu en appeler à l'archevêque en raison du déni de justice. Encore eut-il fallu prendre garde de ne point recourir à l'official mais au métropolitain lui-même.**

L'archevêque de Vienne est juge au second degré des sentences des officialités de Genève, de Maurienne et du Décanat. Le procédé pour obtenir un jugement d'appel, de temps immémorial, c'est d'aller à Vienne. Sans doute les lettres émanées de cette Cour ne peuvent recevoir d'exécution sans subir l'examen du Sénat. Mais on se pourvoit, on plaide, on est jugé hors des états. Pendant longtemps, le Sénat semble s'accommoder fort bien de ce système qui est dans les mœurs et dans les habitudes. Mais il est incontestable qu'il porte ombrage aux droits du Roy. Victor Amédée II s'y soumet de mauvaise grâce et attire l'attention du Sénat sur les inconvénients d'une telle pratique : l'autorité des magistrats comme

B. 1.602. 15° Registre des Affaires Ecclésiastiques (1736 à 1839).

Conclusions en matière d'appel comme d'abus. B. 2.972 (1761 à 1791).

celle du Roy est intéressée à la faire cesser. Le Sénat est aisément convaincu et prend la chose à cœur. On entame des négociations avec la Cour de Vienne et celle de France entre 1717 et 1719. Le Sénat rédige un long mémoire. Il y écrit : C'est un usage inviolablement observé en France que tous les prélats dont les diocèses s'étendent dans le ressort de plusieurs parlements sont obligés d'y établir des officiaux forains outre l'official principal qui fait sa résidence dans le lieu de sa cathédrale. Tous les auteurs français qui ont écrit sur cette matière attestent cet usage. DUCAS, grand vicaire de Carcassonne, dans sa pratique de la juridiction ecclésiastique rend raison de cette coutume ancienne que vinrent confirmer l'article 36 de l'ordonnance de Moulins et l'article 31 de la déclaration d'avril 1695. FEVRET, dans son excellent traité de l'abus établit cet usage par de solides raisons. Il cite de nombreux arrêts des Parlements de France; entre autres, un décret du Parlement de Dijon du 10 mai 1611 enjoignant aux archevêques de Lyon et de Besançon et à l'évêque de Genève de commettre des vices-régents de leurs officiaux dans son ressort. Cet établissement permet d'éviter trois inconvénients graves : les fidèles ne sont point distraits hors de leurs provinces contre l'esprit des canons. On coupe court aux contestations qui ne peuvent manquer de naître entre les cours suprêmes : il est extraordinaire en effet qu'un parlement soit amené à décider d'une cause d'appel comme d'abus, alors que l'abus s'est produit dans le ressort d'un autre parlement; et cependant comme l'acte abusif doit s'exécuter dans le ressort de cet autre parlement, un arrêt de la Cour naturellement compétente serait illusoire. Et il a été en effet jugé plusieurs fois par le Sénat de Savoie d'abus commis à Vienne par l'official métropolitain de cette Cour. Il importe enfin de permettre aux parlements de faire des exhortations aux juges ecclésiastiques qui ont juridiction dans leur ressort : de telles exhortations sont parfois de la plus grande utilité pour le bien du public et de la religion. *

Toutes ces raisons ont paru décisives en France, dans des provinces soumises à la même domination temporelle. Elles sont plus fortes encore quand ces provinces sont de l'obéissance de princes différents. Ces souverains sont en droit

B. 2.337. Mémoire sur l'établissement d'un official métropolitain de Vienne (1716 à 1719).

d'empêcher que leurs sujets soient extraits de leurs états pour aller plaider devant des cours étrangères, qu'elles soient séculières ou ecclésiastiques. FEVRET rapporte divers arrêts qui obligent les prélats étrangers ayant partie de leur diocèse en France à établir des officiaux forains dans leur diocèse à la part de France. Le Pape lui-même, en vertu des libertés de l'église de Savoie, doit donner des juges *in partibus*. Les archevêques et évêques ne sont que juges subalternes à la Cour de Rome et ne sauraient avoir des privilèges plus étendus que le Saint-Siège.

Enfin, cet usage est d'une notoriété publique, même en Savoie. M. de Grenoble et M. de Belley ont établi tous deux des officiaux forains à Chambéry pour leur diocèse à la part de Savoie. M. de Besançon, comme métropolitain de Belley, a également son officiel dans le Duché. M. de Genève a établi deux officiaux en France : l'un à Gex et l'autre à Seyssel, dans la partie de son diocèse située en France.

La seule bonne raison de M. de Vienne, c'est la possession immémoriale où il est de faire exercer sa juridiction en sa Cour métropolitaine. Il est facile de répondre à cet argument : ce qui est facultatif n'est pas prescriptible et si le Sénat était en droit de faire établir un officiel dans son ressort, il ne l'a pas perdu pour ne l'avoir point encore exigé. Or, le maintien de l'ordre de choses existant est contraire aux usages de l'Eglise de France; il viole les ordonnances et règlements du même royaume; il désobéit aux arrêts des parlements français; enfin, il porte atteinte au droit qu'ont les souverains d'empêcher l'extraction de leurs sujets.

C'est en vain que M. de Vienne s'aviserait d'invoquer la règle canonique qui interdit au métropolitain d'établir un officiel forain dans le diocèse de son suffragant pour juger des causes d'appel et qui lui permet seulement de commettre un vice-régent pour connaître des causes déjà dévolues à son tribunal. Car les canons précisent que cette règle n'est valable qu'en l'absence d'usages contraires; et il prévoit qu'en tout état de cause, elle peut subir des exceptions pour raisons graves. Peut-on concevoir une raison plus sérieuse que la soumission du suffragant et du métropolitain à des souverains différents ? Et surtout, il y a en France un usage contraire

bien établi. Or, la Savoie jouit des libertés de l'église gallicane et peut à bon droit se prévaloir de cet usage.

FEVRET parle de deux moyens dont usent les parlements pour contraindre les archevêques et évêques à établir des officiaux forains dans leur ressort; ils les exhortent à le faire sous peine de saisie de leur temporel; en cas de refus, ils établissent eux-mêmes l'official. M. de Vienne n'a point de temporel dans le ressort du Sénat. Le second moyen paraît extraordinaire : on ne voit pas comment des magistrats temporels pourraient déléguer l'exercice d'une juridiction spirituelle dont ils sont eux-mêmes dépourvus. Il y a d'autres moyens plus doux. Les lettres d'appel délivrées par M. de Vienne sont lettres étrangères; elles ne peuvent être exécutées sans la permission du Sénat. On pourrait retenir ces lettres au lieu de leur accorder l'exéquatur. Si l'on trouve ce moyen trop direct, on pourrait défendre aux sujets de sa Majesté de comparaître devant les tribunaux étrangers. M. de Vienne ne saurait s'en scandaliser car il y a en France des édits qui font la même défense et qui s'observent avec exactitude. Il serait toujours loisible aux plaideurs de demander à l'archevêque un délégué pour juger de leur cause en Savoie. En cas de refus du Métropolitain, les parties pourraient recourir directement en Cour de Rome : ils y obtiendraient un juge *in partibus* et leurs intérêts seraient sauvegardés comme les droits du Roy.

Ces mesures engageraient peut-être M. de Vienne à se plaindre à Rome ou à la Cour de France. Mais on a peine à croire que le Roy très chrétien lui prêterait son appui pour le maintien d'un usage si contraire aux pratiques et aux lois du royaume.

M. de Vienne se défendit avec vigueur et obtint sans doute l'appui du Roy de France. Pour céder sur la question de l'official forain, il demandait qu'on reconnut en Savoie ses droits de Primat. Quoi qu'il en soit, les négociations n'aboutirent point. Pendant tout le cours du XVIII^e siècle, on continua d'aller plaider à Vienne. Mais à partir de 1719, le Sénat n'accorda l'exéquatur aux lettres de l'officialité de Vienne qu'en insérant dans ses décrets la protestation suivante : « Sans conséquence pour d'autres cas semblables, ni préju-

« dice des droits du pays qui défendent l'extraction des sujets « hors d'icelui ».

La question des droits de l'archevêque de Vienne fut à nouveau débattue de 1770 à 1779, au moment des négociations qui devaient aboutir à l'érection de Chambéry en évêché. Il fallait obtenir le consentement du Métropolitain de Vienne pour démembrement le Décanat de l'évêché de Grenoble. On aurait voulu aussi que l'archevêque renonçât à ses droits de Métropolitain sur le futur diocèse de Chambéry et sur les diocèses de Genève et de Maurienne. M. de Vienne défendit ses droits avec opiniâtreté; il fut le dernier à consentir au démembrement du Décanat. Cependant, sa juridiction métropolitaine sur le nouveau diocèse lui fut soustraite par le Pape : la bulle d'érection de 1779 plaça l'évêché de Chambéry dans la dépendance immédiate du Saint-Siège. M. de Vienne parvint à maintenir sous sa juridiction ses suffragants de Genève et de Maurienne : on continua donc après 1779 à comparaître à Vienne pour les causes d'appel de ces deux diocèses. *

M. de Vienne aurait accepté, en 1719, d'établir un official métropolitain à Chambéry si le Sénat lui avait reconnu le droit d'établir en même temps un official primatial. Ni le Sénat, ni le souverain n'y voulurent consentir. **

Les sénateurs firent observer que c'était une nouveauté que ne consacraient point les usages; et que l'établissement d'une juridiction primatiale aurait pour effet de violer le droit canon et de porter atteinte aux dispositions canoniques en matière de degrés de juridiction.

Il est hors de doute, écrit le Sénat, que le droit canon et les usages limitent les instances à trois, dont deux appels. L'official primatial ne peut donc connaître les causes jugées en première instance pardevant les officiaux des évêques ses suffragants. Car, en ce cas, il y aurait quatre instances, ou bien il faudrait priver le Pape de l'exercice de sa juridiction. Ce serait contraire aux usages de Savoie où le Pape est en possession de donner des juges *in partibus*; en outre, ce serait peu chrétien. On en doit conclure qu'un official primatial ne pourrait jamais connaître que les causes des diocèses particuliers des archevêques. C'est en effet le seul cas où l'intervention du juge primatial ne porte point au-delà de trois le

C. 723. Intendance générale de Savoie. Culte. Clergé séculier (de 1515 à 1779).

B. 2.337. Mémoire sur l'Etablissement d'un official métropolitain de Vienne (1716-1719).

nombre de degrés de juridiction. Pour la Savoie, le droit de M. de Vienne en qualité de Primat se réduirait aux seules causes jugées en première instance par l'officialité métropolitaine de Tarentaise. On doute que M. de Vienne puisse faire établir en Cour de Rome que la province de Tarentaise dépend de sa primatie, ajoutent les sénateurs qui n'ignorent point que le Saint-Père n'aime pas les Primats.

Le Roy s'oppose également à l'établissement d'un official primatial. Il ne voulait point assujettir l'archevêché de Tarentaise à une juridiction dont il était exempt depuis un temps immémorial. Cette dépendance ne lui semblait d'aucun profit puisque l'archevêque de Tarentaise et son suffragant d'Aoste jouissaient des libertés de l'église gallicane. Le Roy recommanda aux sénateurs de ne rien céder. Il leur fit observer que la question intéressait les six provinces de France sur lesquelles M. de Vienne prétendait vainement exercer ses droits de Primat; il leur rappela que cette qualité même lui était contestée en France par l'archevêque d'Arles qui, tout comme M. de Vienne, se revêtait du titre de Primat de la Gaule Narbonnaise; que ni l'un ni l'autre de ces prélats n'était dans une paisible possession d'exercer cette juridiction primatiale dans les six provinces qu'ils revendiquaient. Le souverain conclut en priant ses sénateurs de répondre à M. de Vienne s'il insistait que le problème ne pouvait être résolu ni même sérieusement abordé sans la participation du Saint-Père et du Roy très chrétien.

Il arriva, en 1775, que des plaideurs reconnaissant au Métropolitain de Vienne des droits de primatie portèrent devant lui en deuxième appellation leur cause. Le Sénat ne le souffrit point. Les lettres présentées à l'exéquatur furent retenues. *

L'archevêque de Besançon est Métropolitain du diocèse de Belley. Il a juridiction sur le Petit Bugey qui fait partie de ce diocèse. Avant 1716, on demandait justice à Besançon, tout comme on allait plaider à Vienne. En 1716, on engage des négociations avec M. de Besançon. Le seigneur sénateur de Ville en est chargé. Il réussit. L'archevêque consent à nommer un official métropolitain à Chambéry. Par arrêt du 21 mai 1717, le Sénat enregistre les provisions d'official métropolitain du

diocèse de Belley à la part de Savoie accordées par l'archevêque de Besançon à Révérend François de Ville. A la fin de la même année, après la mort de l'archevêque, les hauts doyens, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Besançon renouvelle ces provisions. Par arrêt du 13 décembre 1717, le Sénat enregistre ces lettres de confirmation.* - **

Il semble que cet établissement d'un official métropolitain de Besançon ne fut pas durable. On ne trouve plus trace d'enregistrement de nouvelles provisions au cours du XVIII^e siècle. On voit par contre que Révérend J.C. BELLY obtient des lettres de l'officialité de Besançon le 1^{er} juillet 1769 en appel d'une sentence de l'official de Belley à la part de Savoie. L'avocat fiscal général ne fait aucune objection à leur exécution. Il se contente de requérir l'insertion dans le décret du Sénat de la protestation suivante : « Sans préjudice, ni « distraction des droits du pays qui défendent l'extraction « des sujets hors d'icelui et sans conséquence pour d'autres « cas semblables. » ***

Le décret du Sénat est du 4 novembre 1769.

IV. — MM. de Grenoble et de Belley.

L'évêque de Grenoble est présenté au Pape par le Roy très chrétien suivant les termes du Concordat entre François I^{er} et Léon X. Le duc n'intervient nullement dans sa nomination. Les provisions de l'évêque doivent cependant être vérifiées par le Sénat qui énonce toujours dans son décret d'enregistrement qu'elles ne contiennent rien de contraire aux droits du souverain, ni aux usages du pays.

L'évêque de Grenoble fait en personne des visites pastorales dans le Décanat. Ce droit ne lui est pas contesté. Mais il arrive que certains évêques n'accomplissent point ce devoir pendant de longues années : tel fut le cas de Monseigneur Scarron qui mourut très âgé et laissa peu à peu son official et le doyen de la Sainte-Chapelle s'arroger des droits épiscopaux. Lorsqu'en 1673, Monseigneur LE CAMUS entreprit de réformer les nombreux abus qui s'étaient introduits dans son diocèse sous la crosse chancelante de son prédécesseur, il se heurta à une opposition concertée du Clergé, de la Noblesse

B. 2.337.

Arrêts sur Requêtes et Remontrances. B. 1.088 (1715 à 1717).

26^e Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.613 (1768 à 1772).

et du Sénat. Car les nobles et les sénateurs eurent la faiblesse de soutenir leurs fils et leurs neveux ecclésiastiques bien que leur indiscipline fut peu canonique et leurs déportements parfois peu chrétiens. On refusa de faire à Monseigneur LE CAMUS une entrée solennelle à Chambéry. L'évêque s'adressa à la Cour de Turin qui prescrivit au Sénat et aux syndics de recevoir Monseigneur LE CAMUS « comme les autres évêques de Savoie sont reçus à leur première entrée dans leur cathédrale ». Le souverain dut réitérer ses ordres. Le 10 juillet 1673, enfin, les magistrats, les syndics, le clergé et la noblesse rendirent à l'évêque, à son entrée à Chambéry, les devoirs dus à son rang et à ses fonctions. Mais il y avait presque partout de la mauvaise volonté. Et l'évêque eut besoin de beaucoup de patience et de fermeté pour imposer son autorité au clergé du Décanat. Cependant, il parvint à rétablir l'ordre et à fixer les droits qu'on ne contestera plus à ses successeurs. Comme les évêques des diocèses savoyards, M. de Grenoble a le droit de se faire défrayer et de faire défrayer sa suite au cours de ses visites et dans les mêmes conditions. Il est vrai que Monseigneur Le Camus y renonce; et qu'il fait dire aux magistrats et aux principaux de chaque paroisse qu'il ne désire point qu'on lui fasse d'entrée et qu'on le vienne prendre avec le dais; qu'il n'entend point davantage user de son droit de procuration. Mais les mandements préparatoires de ses visites précisent « que cela ne peut en aucune manière être tiré à conséquence pour ceux de ses successeurs qui trouveraient bon qu'on en usa autrement. »* - **

M. de Grenoble est soumis à toutes les règles qui s'imposent aux autres évêques. Les différences sont peu sensibles : on ne discerne dans les usages locaux des différents diocèses que des nuances. Dans tout le cours du XVIII^e siècle, le Roy recommande au Sénat de s'en tenir aux pratiques fixées lors des visites de Monseigneur LE CAMUS tant pour les honneurs rendus à l'évêque de Grenoble que pour l'exercice de sa **juridiction**. ***

M. de Grenoble, par déférence pour les magistrats, présente souvent au Sénat ses mandements avant de les publier, surtout lorsqu'ils traitent de matières d'importance. Mais

l'avocat fiscal général fait observer que c'est un usage commun à la France et à la Savoie que de permettre la publication des mandements à la porte des églises sans autorisation préalable de l'autorité séculière; qu'il est loisible aux officiers du Roy de prendre, s'il échet, la défense des intérêts de la couronne par la voie de l'appel comme d'abus. Aussi tolère-t-on la même pratique de la part de M. de Grenoble.*

L'évêque se réserve toujours certains pouvoirs : homologuer et approuver les fondations, permettre la construction et l'érection de chapelles et oratoires, veiller à la discipline de son clergé, pourvoir à la vacance des bénéfices, etc...

La règle de l'alternative ne s'applique point dans le Décanat; l'ordinaire institue le bénéficiaire quel que soit le mois de la vacance. Il doit respecter les droits des patrons ainsi que les exemptions et privilèges légitimes consacrés par l'usage. Le Roy est souvent patron dans le Décanat où se trouve Chambéry, la résidence ancienne de ses aïeux. Ses royaux prédécesseurs ont obtenu des privilèges et exemptions pour plusieurs de leurs fondations. Il est certain que l'évêque de Grenoble n'est point tout à fait chez lui dans sa ville de Chambéry qui, depuis longtemps, serait le siège d'un évêché si le Roy très chrétien n'y avait veillé.

La Sainte-Chapelle, de royale fondation, revendique sans charité ses privilèges. La bulle d'érection de 1467 l'exempte de la juridiction de l'ordinaire et la soumet immédiatement au siège apostolique. Le doyen a juridiction sur son chapitre, droit de porter la crosse et l'anneau, droit d'officier pontificalement en présence des souverains. Le doyen est institué par le Pape sur présentation du duc. Les chanoines nommés par le Duc reçoivent du doyen leurs lettres d'institution. Le chapitre refuse farouchement de rendre des devoirs à l'évêque, lors de ses visites, pour peu qu'on puisse interpréter son attitude comme un acte d'obédience.

Toutes les provisions émanant de l'évêché de Grenoble doivent, comme lettres de Cour étrangère, être présentées au Sénat et enregistrées. Quand le zèle du Sénat subit des éclipses, le Roy lui rappelle ses devoirs. En 1729, Victor Amédée II exprime aux sénateurs sa surprise et son mécontentement : il apprend que les lettres des évêchés de Grenoble et de Belley

sont exécutées, dans le Petit Bugey et dans le Décanat, sans que le Sénat en ait pris connaissance, en violation du Livre I, Titre VI, paragraphe I du Règlement de 1723 confirmant celui de Madame Royale Christine de 1644, fondé lui-même sur d'anciens usages. *

L'évêque se réserve l'exécution des bulles adressées spécialement à l'ordinaire; et des bulles expédiées *in forma dignum* et exigeant l'examen du sujet. Il doit se conformer, pour l'exécution de ces bulles, aux usages de Savoie qui exigent la vérification au Sénat des lettres de Rome.

Un révérend quidam obtient des bulles commettant l'official de Grenoble pour lui conférer, sur résignation du titulaire et moyennant pension, une cure du Décanat. Ce révérend passe l'examen à Grenoble : il est reconnu capable. L'évêque de Grenoble lui donne ses lettres d'institution qu'il présente au Sénat. Les bulles devaient-elles être exécutées par l'évêque ou par l'official du Décanat ? Elles ont été à bon droit exécutées par l'évêque, décide le Sénat : car ce sont des bulles *in forma dignum* et exigeant l'examen du sujet. L'évêque, au surplus, s'est expressément réservé l'exécution de telles bulles dans les pouvoirs qu'il a donnés à l'official et une telle réserve est conforme aux usages.**

Mais l'évêque pouvait-il exécuter ces bulles avant leur enregistrement au Sénat ? Quelques sénateurs ont été d'avis qu'il le pouvait : car les bulles ont été exécutées à Grenoble où l'évêque n'était soumis qu'aux lois et usages de France sans avoir à tenir compte des règlements de Savoie. La majorité des magistrats pense que, s'agissant de bénéfices savoyards, l'évêque de Grenoble doit être considéré comme évêque national de Savoie; et qu'en conséquence, il ne pouvait exécuter une bulle concernant une cure du Décanat avant que l'exécution n'en ait été permise par le Sénat. Tous les sénateurs sont d'accord pour concilier le maintien du règlement de Savoie dans sa stricte observance et le ménagement des susceptibilités légitimes de M. de Grenoble. On suggérera au révérend de présenter ses bulles au Sénat. Après quoi, il prendra de nouvelles lettres d'institution que la Cour enregistrera suivant l'usage.

L'évêque délègue à un official résidant à Chambéry

8° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.595 (1729 à 1731).

B. 1.611. 24° Registre des Affaires Ecclésiastiques (1762 à 1763).

l'exercice de sa juridiction contentieuse et une partie de sa juridiction volontaire. Quel est le caractère de cet official ? Quelle est l'étendue de ses pouvoirs ?

Juridiquement, la première question n'aurait point dû soulever de difficultés. L'évêque, aux termes des usages, est tenu de nommer un official, sujet du Duc, pour exercer sa juridiction dans le Décanat. Cet official doit faire enregistrer ses provisions. Le Sénat va jusqu'à lui interdire « de prendre « la qualité d'official et d'en exercer aucunes fonctions à peine « de nullité des actes de procédure et de tous dépens et dom-
« mages des parties » jusqu'à l'accomplissement de cette formalité. Mais il est certain que l'official n'est que le mandataire de l'évêque dont il tient tous ses pouvoirs. A la mort de l'évêque, ses pouvoirs prennent fin. C'est le Chapitre, le siège vacant, qui désigne alors l'official, se bornant le plus souvent à confirmer celui qui est en place. Le nouvel évêque peut le confirmer à son tour, ou, au contraire, lui donner un successeur. Il peut à tout moment le destituer. Toutes ces règles sont incontestables. *

Mais le droit fut parfois méconnu par ceux-là mêmes qui avaient pour charge d'en assurer le maintien. Car les magistrats sont très chambériens. Chambéry est la capitale du Duché : son évêque n'est point sujet du Duc. Quelle tentation pour la conscience des ecclésiastiques de caractère indépendant ou peu soumis ! Quel argument pour les sénateurs qui défendent les droits du Roy, mais quelquefois aussi, les intérêts et même les mauvaises habitudes d'ecclésiastiques leurs parents !

Qu'un évêque grenoblois montre quelque faiblesse dans l'exercice de son autorité : une tendance à l'autonomie se manifeste dans le Décanat. Le plus souvent, ce sont des éléments turbulents qui prennent la tête de la rébellion. L'affaire ne va pas sans scandale ; il y a des magistrats, des officiers, des ecclésiastiques qui ne parviennent point à cacher leurs intérêts et leurs ambitions personnels. C'est sans doute une des raisons qui expliquent que Chambéry ait attendu jusqu'à la fin du XVIII^e siècle son érection en évêché.

A l'avènement de Monseigneur LE CAMUS, il y a une véritable révolte contre le rétablissement de l'autorité de l'évêque

de Grenoble dans le Décanat. L'évêque nomme un nouvel official le Révérend CHOLLET; Révérend DUFOUR DE MÉRANDES, chanoine de la Sainte-Chapelle, prétend se maintenir dans ses fonctions. Il est soutenu par son frère, le sénateur. Une faction se forme dans le clergé et dans le Sénat contre Monseigneur LE CAMUS.

Révérend DUFOUR soutient qu'il est en droit de se maintenir dans ses fonctions. Il énumère tous les pouvoirs qu'il a exercés — cette énumération montre qu'il avait accaparé presque toute la juridiction gracieuse — et il conclut : « Tout
« cela prouve clairement que l'official du Décanat n'est pas
« forain; et qu'étant une fois établi, il ne peut en aucune
« façon être démis ni destitué de sa charge par le révérendis-
« sime évêque sans cause légitime et grave et que d'ailleurs,
« il doit lui être établi gages compétents pour son entretien
« et subsistance, selon plusieurs docteurs. D'ailleurs, il est
« constant que le révérend official n'est point forain parce
« que l'appel ne ressortit point de lui pardevant le R. R.
« évêque qui l'établit, mais *recta via* s'en va pardevant le
« R. R. métropolitain de Vienne ». *

Les usages les mieux établis condamnaient la thèse du Révérend DUFOUR. Monseigneur LE CAMUS ne put réussir cependant à convaincre le Sénat : le Sénat ne voulait point être convaincu. L'évêque dut en appeler à la Cour de Turin.
« Outre les raisons générales que j'ai de pouvoir nommer
« official qui je veux, écrit-il au Marquis DE SAINT-THOMAS le
« 24 janvier 1672, j'ai fait voir à ces Messieurs du Sénat par
« actes authentiques que DUFOUR a été fait official de M. de
« Grenoble en remplacement de M. CHABERT qu'on destituait :
« ce qui fait voir qu'un évêque peut bien ôter un official
« nommé par son prédécesseur puisqu'il peut même révoquer
« celui qu'il a nommé. Je leur ai fait voir que le Sénat de
« Chambéry avait autorisé cela par ses arrêts. Enfin, je leur
« ai fait voir qu'à la mort de M. de Grenoble, DUFOUR s'est
« présenté au Chapitre de la cathédrale et a pris de nouvelles
« provisions dont les termes sont « de novo creamus ». Cepen-
« dant, sans écouter ni les canons, ni leur conscience, ni leurs
« arrêts, mais leurs seules passions, ils lui ont donné provi-
« sions de leur chef, contre mon gré, de l'officialité. » **

L'évêque doit revenir à la charge le 7 février 1672. « J'ap-
 « prends que le Sénat, bien loin d'obéir à S. A. R., a écrit une
 « nouvelle dépêche pour soutenir cet arrêt insoutenable en
 « tous les lieux du monde par lequel il établit un homme
 « official au préjudice de la révocation que j'en est faite et
 « de la création que j'ai faite de M. CHOLLET... Mais ce qui
 « vous paraîtra plus extraordinaire, c'est que le sieur DUFOUR
 « s'intitule official confirmé par le Sénat... Je prends la liberté
 « d'en écrire à S. A. R. et de lui représenter les conséquences
 « de cette affaire; il se fait tous les jours des mariages, des
 « baptêmes, par l'autorité de DUFOUR qui n'en a point; on
 « donne tous les jours des dispenses, on fulmine des excom-
 « munications, toutes nulles faute de pouvoir légitime. Les
 « peuples sont abusés et croyant recevoir des bénédictions et
 « des sacrements, ils ne reçoivent rien que des ombres et des
 « fantômes de sacrements... J'apprends que le Sénat a écrit
 « à la Cour pour défendre son entreprise et que DUFOUR DE
 « MÉRANDES le sénateur se dispose d'aller à la Cour. Mais je
 « suis assuré qu'ils ne pourront jamais alléguer de bonnes
 « raisons de leur conduite. » Monseigneur LE CAMUS ne pou-
 « vait pas ne point avoir le dernier mot. Et il l'eut.

L'étendue des pouvoirs de l'official pose un problème plus complexe. L'usage cependant est clair : l'évêque doit déléguer toute sa juridiction contentieuse; il peut conserver ce qu'il lui plaît de sa juridiction volontaire. La pratique varie à cet égard. Le Sénat en tire argument pour essayer de faire étendre les pouvoirs de l'official quand l'évêque ne lui semble pas avoir montré assez de générosité. Mais que l'évêque tienne bon et le Sénat sera bien obligé de reconnaître « que les pou-
 « voirs délégués en matière de juridiction gracieuse n'ont
 « point toujours été uniformes; qu'ils ont été plus ou moins
 « étendus; qu'ils n'ont pas toujours été attachés aux provi-
 « sions d'officialité, les évêques en ayant souvent confié par
 « des lettres particulières aux officiaux et aussi à d'autres
 « ecclésiastiques ». Les usages sont strictement satisfaits par la délégation de l'intégralité de la juridiction contentieuse. Lorsque l'évêque allègue qu'il est en droit de se réserver toute sa juridiction volontaire et à plus forte raison de n'en déléguer qu'une partie, c'est par des moyens diplomatiques que le Sénat

s'efforcera d'attirer à l'official le plus de compétence que faire se pourra. *

On représente à l'évêque qu'il est de l'intérêt public et de celui de la religion de favoriser le concours des deux juridictions laïque et ecclésiastique en donnant de larges pouvoirs à l'official particulièrement en ce qui concerne les monitoires et les dispenses de serment. On espère que l'évêque tiendra aussi à accorder tous les pouvoirs nécessaires à la commodité et au soulagement des fidèles.

L'évêque ne fait jamais de difficultés pour les monitoires; il considère qu'ils sont inclus dans la juridiction contentieuse; pour les dispenses de serments, dispenses de manger gras, de jeûnes, etc..., il consent à donner quelques pouvoirs « pour les nécessités » mais en réservant ses droits de n'accorder en fait de juridiction volontaire que « ce qui lui paraît à propos pour « le bien de son diocèse ». **

Souvent, il préfère déléguer « de vive voix » certains pouvoirs de juridiction gracieuse.

M. de Belley a juridiction sur le petit Bugey. On retrouve pour cet évêque les mêmes problèmes que posait l'extranéité de M. de Grenoble. Mais les difficultés s'applanissent généralement : ce n'est pas qu'elles ne soient nombreuses : rares sont les bénéfices qui ne dépendent pas de collateurs français dans le diocèse de Belley à la part de Savoie.

M. de Belley est nommé par le Roy très chrétien; il présente ses provisions au Sénat; il ne visite que rarement son diocèse savoyard; et alors il prend soin de demander l'agrément du Roy; le souverain le lui accorde volontiers; il nomme un official pour l'exercice de sa juridiction contentieuse; il lui confère certains pouvoirs de juridiction volontaire « pour « la commodité des fidèles », mais non pas en vertu de l'usage qui lui permet de se réserver la gracieuse tout entière. Il institue aux bénéfices. Il donne des provisions qui doivent être vérifiées par le Sénat et registrées. *** - ****

V. — Erection de Chambéry en évêché.

Le souverain poussait volontiers jusqu'à ses dernières conséquences les principes gallicans dont son Duché de

22° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.609 (1754 à 1758).

B. 1.589. 2° Registre des Affaires Ecclésiastiques (1717 à 1721).

7° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.594 (1729).

8° Registre des Affaires Ecclésiastiques. B. 1.595 (1729 à 1731).

Savoie était fondé à se prévaloir. Il ne lui paraissait point suffisant que l'église de Savoie jouit des libertés gallicanes vis-à-vis du Saint-Siège. Il en déduisait volontiers l'indépendance de l'église de Savoie par rapport à l'église de France. Mais il était trop bon politique pour ne point tenir compte des habitudes et des opinions du Clergé et des fidèles de son Duché.

Les pouvoirs des prélats français semblaient à beaucoup de savoyards la contre-partie naturelle des libertés gallicanes dont le pays jouissait; pour beaucoup d'autres, la tradition et l'habitude avaient si profondément consacré ces juridictions étrangères que le problème ne se posait pas. Mais l'adhésion des savoyards et particulièrement des chambériens n'était pas entière. Que Chambéry dépendit d'un évêque étranger ne pouvait aller sans inconvénients. Que Chambéry, la capitale du Duché, l'ancienne demeure des Ducs, la résidence du souverain Sénat de Savoie ne fut point le siège d'un évêché et le chef-lieu d'un diocèse blessait l'orgueil indigène. On voit assez le lien; et la nuance. Si c'est par politique que le Roy travaille à l'érection de Chambéry en évêché, c'est par politique de clocher que les sénateurs lui donnent leur appui.

Le problème datait de loin, depuis que l'évêque de Grenoble, habile à profiter des tremblements de montagnes, avait accaparé le titre et les pouvoirs du doyen du Décanat. C'était peu après 1248, quand le Mont Granier s'écroula sur la ville de Saint-André, capitale du Décanat.

Par deux fois, les princes de Savoie obtinrent l'établissement d'un évêché à Chambéry. La bulle de Sixte IV du 12 juin 1474 érige la Sainte-Chapelle en évêché à la réquisition de la Duchesse Yolande. Mais dès le 30 novembre 1476, le Roy très chrétien, jaloux des prérogatives des prélats de son royaume, obtenait une bulle portant réintégration du métropolitain de Vienne et de l'évêque de Grenoble dans leurs droits. En 1515, Chambéry obtient mieux encore : elle est érigée en Archevêché mais comme la première fois, le Roy de France fait rapporter la bulle.

On a vu qu'au ^{xvii}e siècle et à plusieurs reprises, M. de Grenoble se trouve en présence de difficultés dans son diocèse à la part de Savoie. Mais le problème du démembrement du

Décanat de l'évêché de Grenoble ne semble point avoir été sérieusement abordé.

Au XVIII^e siècle, la question fut plusieurs fois discutée. La Cour de France était dans de bonnes dispositions. En 1763, on mit au point un arrangement : on démembrait des évêchés de Grenoble et de Belley toute la partie de ces diocèses qui s'étendait en Savoie. On cédait en échange aux évêques français le diocèse de Genève à la part de France « de façon que
« les limites des deux états fussent aussi les limites naturelles
« de la juridiction des évêques respectifs. Les ministres de
« France parurent assez goûter ce projet et s'il ne fut point
« suivi, cela vint des difficultés excitées par M. DE CAULET,
« évêque de Grenoble et des ménagements que la Cour de
« France voulut avoir avec ce prélat : sans qu'on ait jamais
« su en quoi consistaient les difficultés qu'il avait formées ».*

Monseigneur DE CAULET trépassa l'an 1771. On chargea aussitôt son Excellence le Comte DE LA MARMORA d'engager à nouveau les négociations. Elles furent longues et laborieuses, mais elles furent menées à bien : à Versailles comme à Turin, on désirait sincèrement aboutir. Plusieurs projets furent successivement étudiés. On se rallia enfin au plan suivant : le Décanat était démembré du diocèse de Grenoble pour être mis à la disposition du Roy de Sardaigne. Tous les bénéfices que l'abbaye de Saint-Michel de la Cluse possédait en France étaient désunis de cette abbaye et rétrocédés au Roy très chrétien.

Monseigneur LAURENT, archevêque de Tarentaise, reçut du Saint-Père commission pour « la vérification juridique par
« la déposition de témoins dignes de foi et par des titres
« authentiques des articles prouvant la nécessité et l'utilité
« de l'érection de Chambéry en évêché ». **

Le Sénat, avec empressement, vint en aide au délégué apostolique pour établir :

1^o Que la ville de Chambéry est ancienne et fut jadis la royale demeure de la Maison de Savoie et chef d'un Duché;

2^o Qu'elle possède une insigne collégiale dite la Sainte-Chapelle fondée par les royaux prédécesseurs de Sa Majesté, composée d'un doyen, abbé d'Hautecombe, immédiatement soumis au Saint-Siège, etc...;

C. 723. Intendance générale de Savoie. Culte. Clergé séculier (1515-1579).

C. 723.

3° et 4° Que cette Sainte-Chapelle jouit de privilèges et d'honneurs insignes;

5° et 6° Que Chambéry comporte trois paroisses : Saint-Léger, Lemens, Maché; qu'elle possède six couvents de religieux, six monastères de religieuses et quatre hôpitaux pour le soulagement des malades, orphelins et pèlerins;

7° Que, dans cette ancienne capitale, il y a de nombreuses églises, beaux bâtiments, anciennes et nobles familles et qu'y résident un Sénat, un Gouverneur, un Intendant général, un Juge mage et d'autres personnes employées au service de Sa Majesté;

8° et 9° Que le Décanat compte 62 paroisses; 2 collégiales; 12 prieurés, plusieurs communautés religieuses; 7 monastères de filles et que la population atteint 45.000 âmes;

10° Que l'église de Saint-François où l'on doit ériger la cathédrale et l'habitation destinée à l'évêque sont propres et convenables;

12° Qu'il y a un site et des revenus pour ériger un séminaire;

13°, 14°, 15°, 16° et 17° Que les revenus de l'évêque et les revenus capitulaires sont suffisants; que les ornements, vases sacrés, sacristie ne sont point indignes de la fonction épiscopale; qu'il y a dans plusieurs églises des reliques insignes auxquelles est rendu un culte particulier;

18° Que, finalement, l'érection de l'évêché de Chambéry est non seulement utile mais nécessaire au bien des âmes.

Le 24 juin 1780, Monsieur de Chambéry, au milieu des exercices de piété et des réjouissances du peuple, faisait, dans la ville, son entrée solennelle.

CHAPITRE SIXIÈME.

DES RAPPORTS DE L'ÉGLISE DE SAVOIE ET DE L'ÉGLISE DE PIÉMONT AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.

Pratiquement, les relations des prélats et des clercs savoyards avec les clercs et les prélats piémontais sont d'une rareté qui déconcerte.

Il y a très peu d'ecclésiastiques de Piémont pourvus de bénéfices en Savoie; et presque tous sont des commendataires qui ne « résident » point. On trouve quelques pensionnés piémontais sur des bénéfices savoyards. Tout cela est de la finance.

La seule mesure de centralisation caractérisée est la création de l'oeconomat général des bénéfices vacants réduits sous la main du Roy. On en a vu la portée pratique : elle est faible.

Des recherches consciencieuses dans les Archives départementales de Chambéry ne permettent pas de donner une extension plus grande à ce chapitre : tant les documents qui font état des relations entre les Clergés de Savoie et de Piémont sont caractérisés par la négation ou par l'absence.

Des recherches dans les Archives de Turin modifieraient-elles sensiblement cette conclusion ? On en doute; et, croit-on, à bon droit.

CONCLUSIONS.

« Il est notoire qu'aujourd'hui encore la Savoie se trouve être et encore composer une partie des provinces ecclésiastiques gallicanes. » C'est ainsi que s'exprime le Sénat en 1729 au seuil de son ouvrage sur « La Pratique de la Savoie dans les matières ecclésiastiques ». Définissant les libertés de l'Eglise gallicane, il ajoute : « Ce ne sont pas des privilèges comme quelques-uns les qualifient mal à propos; elles s'appellent libertés parce que la France n'a pas fait comme plusieurs nations. Elle s'est maintenue dans les règles et définitions des anciens conciles et canons approuvés par l'Eglise universelle, ces constitutions contenues dans le Code des Canons qui ne fut jamais chargé de gloses et commentaires, qui fut adressé par le Pape Adrien Second à l'Empereur Charlemagne pour le faire garder dans son Empire et dont l'Eglise Romaine a toujours usé jusqu'à Gratien le compilateur... La France s'est toujours opposée à toutes ces constitutions qui dérogeaient à l'ancien usage de l'Eglise et notamment à celles qui introduisaient cette puissance absolue au préjudice des rois ainsi que de leurs sujets, regardant ces constitutions comme une servitude qui pourtant s'imposait presque partout ailleurs; ils s'en sont défendus en France et ont avec raison qualifié cette défense de Libertés qui, dans le fond, ne consistent qu'à se maintenir dans ces anciennes règles et constitutions quoiqu'ils aient reçu toutes les postérieures qui concernent le bien général de l'Eglise, la foi, la religion, les mœurs et la conscience des fidèles. Il ne faut pas s'étonner si en Savoie on s'est maintenu autant que l'on a pu dans les mêmes Libertés ».

Dans sa longue étude « des appellations comme d'abus » au chapitre X du Recueil de la Pratique de Savoie, le Sénat ramène à quatre chefs essentiels les fondements des libertés ecclésiastiques du pays.

1° Les princes tiennent leur pouvoir directement de Dieu. « On a vu des exemples dans la chrétienté des entreprises de certains papes sur la souveraineté et temporalité de quelques princes jusqu'à prétendre d'être en droit de les priver de la couronne et de délier leurs sujets du serment de fidélité. Grégoire fit une semblable entreprise contre l'Empereur Henri IV; telle fut l'intention de Boniface VIII dans cette fameuse extravagante dont l'Université de Paris émit appel au futur concile. Le cardinal Bellarmin s'est avisé de soutenir cette prétention par des raisons mal appliquées et par des exemples peu conformes à la vérité et son ouvrage fut condamné par arrêt du Parlement de Paris du 26 novembre 1610 comme contenant des propositions tendantes à la destruction des puissances souveraines... L'on n'a pas eu dans ce pays l'occasion de se défendre contre semblables entreprises sur la souveraineté et la temporalité de nos princes; mais si malheureusement le cas arrivait, comme ils ne tiennent leur état que de Dieu, on s'en défendrait... C'est pourquoi le Sénat a toujours eu une attention particulière à tout ce qui peut ressentir de semblables atteintes si légères qu'elles puissent paraître. »

2° Les Ecclésiastiques ne cessent point d'être citoyens et sujets du Prince. « Ils sont obligés quant à l'administration de la justice soit à l'égard des ecclésiastiques, soit à l'égard des laïques d'observer les édits et règlements de sa justice souveraine nonobstant que les canons aient pourvu à l'ordre judiciaire, lesquels, quant à ce, ne sont point observés dans ce pays, mais seulement les règlements du roi. La raison en est que tout statut ou loi municipale n'a pour objet que l'utilité des sujets qui composent l'état... et c'est pourquoi tous ceux qui sont sujets en doivent jouir et leurs juges quels qu'ils soient les en doivent faire jouir en observant eux-mêmes les édits et règlements. »

3° « Les Princes sont responsables au tribunal de Dieu de la tranquillité et société civile. » La juridiction ecclésiastique en dehors du domaine strictement dogmatique et spirituel ne s'exerce qu'en vertu du bon plaisir du roi.

4° « Le Roi est protecteur des lois de l'Eglise et il a incontestablement toute inspection sur la discipline extérieure de

l'Eglise.» On peut « l'inférer de l'article 79 des libertés de l'Eglise Gallicane où l'on voit que l'appel comme d'abus a lieu quand les jugements sont contraires au droit divin et naturel ». Car en Savoie comme en France « le souverain s'occupe à conserver sans altération les canons ». On a vu que le Sénat pousse parfois bien loin les conséquences de ce principe.

Aux termes de cette étude on peut affirmer que la Savoie était Gallicane; il est permis d'être surpris du petit nombre de différences qu'on remarque entre les usages de France et ceux du Duché.

Aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles l'influence du royaume très chrétien continue de régner à Chambéry. C'est non seulement dans la doctrine de France mais dans la jurisprudence des Parlements français qu'on cherche la solution des problèmes nouveaux.

La politique du Sénat ne varie point : toujours c'est à la défense des usages du pays qu'il se consacre. Dans ses grandes lignes la politique royale est la même.

Victor-Amédée II, Charles-Emmanuel III partagent tous deux les vues de leurs magistrats. Victor-Amédée II le plus grand de tous les rois sardes, s'embarrassait peu de principes : mais il savait en embarrasser autrui. Il revendique hautement les prérogatives gallicanes de sa couronne ducale; d'autant plus qu'en sa qualité de prince italien il a de graves litiges avec le Pape.

Il va plus loin : il pousse jusqu'à ses dernières conséquences le principe gallican. Il en déduit l'indépendance complète de l'Eglise de Savoie. Le Sénat et l'opinion de ses peuples savoyards ne pouvaient le suivre entièrement. Pour eux, les prérogatives du pays en matière ecclésiastique trouvaient leur fondement même dans le rattachement à l'Eglise Gallicane de la Savoie qui « en forme une partie ».

Sur la question de la juridiction des prélats français le Sénat comprit mieux le roi. La situation de Chambéry avait quelque chose de vexatoire : elle était le résultat d'une usurpation. Les prétentions de M. de Vienne étaient, elles aussi, de nature à éveiller la susceptibilité des Sénateurs.

Le Roi Charles-Emmanuel III a une personnalité moins

forte que celle de son père; mais c'est un bon administrateur. Quelques mesures, sans doute, trahissent le milieu piémontais qui entoure le Roi; mais ce sont dispositions de détail et sans portée politique. Charles-Emmanuel reste en son Duché un Duc de Savoie fidèle aux traditions du plus vieil héritage de sa famille.

A la fin du XVIII^e, Chambéry possède son Evêque; mais les usages de ce nouveau diocèse sont d'un gallicanisme d'une grande pureté. Ce mot sera le dernier de ces conclusions.

Vu
Le Doyen,
G. RIPERT

Vu
Le Président de la thèse,
LE BRAS

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
G. GIDEL

SOURCES.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SAVOIE.

SÉRIE B — SÉNAT DE SAVOIE

Arrêts sur requêtes et remontrances (en liasse).

1080	.....	1696-1697	1085	.....	1708-1709
1081	.....	1698-1699	1086	.....	1710-1712
1082	.....	1700-1701	1087	.....	1713-1714
1083	.....	1702-1704	1088	.....	1715-1717
1084	.....	1705-1707			

Arrêts civils (sur pièces vues).

331	.....	1626	497	.....	1716-1718
405	.....	1651-1652	499	.....	1714-1716

Registres dits des affaires ecclésiastiques.

1588	.....	1716-1717	1605	.....	1742-1746
1589	.....	1717-1721	1606	.....	1746-1750
1590	.....	1721-1723	1607	.....	1750-1754
1591	.....	1723-1726	1608	.....	1754
1592	.....	1726-1727	1609	.....	1754-1758
1593	.....	1727-1729	1610	.....	1758-1762
1594	.....	1729	1611	.....	1762-1765
1595	.....	1729-1731	1612	.....	1765-1768
1596	.....	1731-1732	1613	.....	1768-1772
1597	.....	1732	1614	.....	1773-1776
1598	.....	1732-1733	1615	.....	1776-1779
1599	.....	1728-1734	1616	.....	1780-1782
1600	.....	1735-1736	1617	.....	1783-1786
1601	.....	1736	1618	.....	1787-1788
1602	.....	1736-1739	1619	.....	1789-1791
1603	.....	1739-1740	1620	.....	1792
1604	.....	1740-1742			

Conclusions en matières ecclésiastiques.

2968	.....	
2969	.....	de 1758
2970	.....	à 1776
2971	.....	

Conclusions en matière d'appel comme d'abus.

2972 de 1761
 2973 à 1791

1627. Recueil de la Pratique de Savoie dans les matières ecclésiastiques.
 1628. Affaires ecclésiastiques générales et diverses : police du culte, notes sur les fondations religieuses, jansénisme, etc...
 1629. Recueils de textes et de notes tirées des Archives du Sénat au XVIII^e siècle pour fixer sa jurisprudence touchant la collation des bénéfices, etc...
 1630. Relations avec la Cour de Rome. Affaires diverses.
 1636. Brefs divers retenus au Sénat.
 2506. Cahiers de théologie saisis en 1719 au Collège de Chambéry chez les élèves du Père de la Tournelle.
 5642. Lettres et pièces diverses concernant Monseigneur LE CAMUS, évêque de Grenoble, et le Décanat de Savoie (1672-1679).
 2608. Registre des sentiments en matière ecclésiastique (1790-1792).

SÉRIE C

723. 1515-1779. INTENDANCE GÉNÉRALE DE SAVOIE. — Culte. - Clergé séculier.
 776. 1782-1783. INTENDANCE DE MAURIENNE. — Secrétariat. - Correspondances générales. - Minutes de lettres adressées par l'Intendant à l'Intendant général de Chambéry, transmettant l'exposé des difficultés presque insurmontables que présentait la rentrée des impôts sur les biens ecclésiastiques que les curés, chapelains et autres bénéficiers refusaient de payer (7 mars 1782).
 960. 1776-1787. INTENDANCE DE TARENTAISE. — Impôts de toutes natures. - Correspondances générales.
-

TABLE DES MATIÈRES

Préliminaires	5
CHAPITRE PREMIER : De la réception des Bulles et des Conciles; de l'autorité des vice-légats d'Avignon et des Congrégations Romaines	9
CHAPITRE DEUXIÈME : Des bénéfices	23
CHAPITRE TROISIÈME : De la Juridiction Episcopale; de la compétence des tribunaux d'Officialité	50
CHAPITRE QUATRIÈME : Des Contributions du Clergé; des Immunités de l'Eglise; des Biens de Mainmorte	67
CHAPITRE CINQUIÈME : Des relations entre le Clergé de Savoie et le clergé de France	74
CHAPITRE SIXIÈME : Des rapports de l'Eglise de Savoie et de l'Eglise de Piémont aux XVII ^e et XVIII ^e Siècles	97
Conclusions	98
